



REPUBLIQUE DU BENIN

Fraternité-Justice-Travail

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

***IMPACT ECONOMIQUE DES MESURES
D'EXONERATION RECONDUITES
DANS LA LOI DE FINANCES 2012***

Décembre 2012

SOMMAIRE

Liste des tableaux.....	3
Liste des graphiques.....	4
introduction.....	5
Chapitre 1 : Impact economique des exonérations des nouvelles technologies de l'information et de la communication.....	7
1.1. Connaissance de la mesure d'exoneration.....	8
1.2. Impact de la mesure d'exoneration sur les importations de materiels informatiques.....	9
1.3. Impact de la mesure d'exoneration sur la commercialisation des materiels informatiques et sur le niveau des prix.....	11
1.4. Mesure d'exoneration et possession de l'ordinateur par les populations.....	11
1.5. L'utilisation de l'ordinateur dans l'administration publique beninoise.....	15
1.6. L'utilisation de l'ordinateur dans les entreprises privees beninoises.....	16
Chapitre 2. Impact economique de la mesure d'exoneration relative aux autobus, autocars et minibus au benin.....	19
2.1. Le transport en commun au benin.....	19
2.2. Evolution du nombre d'autobus, minibus et autocars mises en circulation entre la periode de 2001 et 2011.....	21
2.3. Evolution des polluants atmospheriques au benin.....	23
Chapitre 3 : Impact economique de la mesure d'exoneration relative aux equipements et materiaux destines a la construction et ou a la renovation des stations-service.....	27
3.1. Evolution du marche des produits petroliers au benin.....	27
3.2. Impact de la mesure sur l'importation des materiels et equipements destines aux stations-services et camions citernes.....	28
3.3. Analyse de l'evolution des stations stations-services, des stations trottoirs et mini stations.....	30
3.3.1. Analyse des rapports d'inspection du ministere de l'energie.....	30
3.3.2. Analyse microeconomique de l'impact de la mesure d'exoneration relative aux materiels et equipements destines aux stations-services et camions citernes.....	31
Chapitre 4 : Impact economique des exonérations des produits destines a l'alimentation du betail et de la volaille.....	39
5.1. Importations des produits alimentaires pour betail et volailles.....	40
5.2. Analyse de l'evolution de la production de viande et de l'importation de viande.....	41
5.3. Impact de la mesure sur les beneficiaires.....	44
5.3.1. Analyse de l'activite principale des fermes.....	44
5.3.2. Connaissance de la mesure d'exoneration par les promoteurs et evolution des prix des produits du betail et de la volaille pratiques.....	45
Chapitre 5 : Impact socio economiques de la mesure d'exoneration de l'importation et de la fabrication des materiels agricoles.....	50
5.1. Evolution des importations de materiels agricoles.....	51
5.2. Impact de la mesure sur les beneficiaires.....	54
Chapitre 6 : Impact socio-economique des exonerationns sur les intrants agricoles.....	65
6.2. Evolution des importations d'engrais agricoles.....	65
6.3. Connaissance des mesures d'exonerations et utilisation des intrants agricoles.....	67

6.4.	<i>Utilisation des intrants agricoles et superficies emblavees</i>	69
6.5.	<i>Source d'approvisionnement et qualite des intrants.....</i>	70
6.6.	<i>Appreciation des prix des intrants par les utilisateurs</i>	71
6.7.	<i>Utilisation des intrants et politique de distribution</i>	73
6.8.	<i>Appuis techniques aux producteurs</i>	74
<i>Conclusion</i>		76

LISTE DES TABLEAUX

<i>Tableau 1: Evolution comparée des prix de quelques matériels informatiques</i>	<i>14</i>
<i>Tableau 2: Valeurs des normes du Bénin et l'OMS de la qualité de l'air.....</i>	<i>24</i>
<i>Tableau 3: Evolution des importations par société en millions FCFA.....</i>	<i>29</i>
<i>Tableau 4: Effet de la connaissance de la mesure sur la propension à importer</i>	<i>33</i>
<i>Tableau 5: Evolution de l'effectif du bétail et de la volaille de 2006 à 2011.....</i>	<i>42</i>
<i>Tableau 6: Evolution de la production de viande entre 2007 et 2010</i>	<i>42</i>
<i>Tableau 7: Année de création des entreprises</i>	<i>45</i>
<i>Tableau 8: Activité principale des entreprises</i>	<i>45</i>
<i>Tableau 9: Connaissance des mesures d'exonérations et utilisation des machines agricoles.....</i>	<i>54</i>
<i>Tableau 10: Raisons d'accès difficile aux machines.....</i>	<i>55</i>
<i>Tableau 11: Répartition des ménages utilisateurs des machines selon les sources d'approvisionnement</i>	<i>57</i>
<i>Tableau 12: Opinion des ménages selon le mode d'accès aux machines</i>	<i>58</i>
<i>Tableau 13: Comparaison des emblavures déclarées par les ménages avant et après 2005</i>	<i>59</i>
<i>Tableau 14: Amélioration des emblavures selon les catégories des ménages</i>	<i>60</i>
<i>Tableau 15: Superficies supplémentaires emblavées selon les catégories de ménage.....</i>	<i>60</i>
<i>Tableau 16: Connaissance des mesures d'exonérations et utilisation des intrants agricoles</i>	<i>67</i>
<i>Tableau 17: Comparaison des emblavures avant et après 2004.....</i>	<i>69</i>
<i>Tableau 18: Nature d'agriculture pratiquée.....</i>	<i>70</i>
<i>Tableau 19: Satisfaction par rapport à la qualité des intrants</i>	<i>71</i>
<i>Tableau 20: Appréciation des prix de cession des intrants.....</i>	<i>71</i>
<i>Tableau 21: Système de distribution et besoin en intrants agricoles</i>	<i>73</i>
<i>Tableau 22: Suggestion pour améliorer le système de distribution</i>	<i>74</i>
<i>Tableau 23: Appuis techniques aux producteurs</i>	<i>74</i>

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Répartition des enquêtés par catégorie socio professionnelle (en% du total des enquêtés)	8
Graphique 2: Part des personnes ayant connaissance de la mesure	8
Graphique 3: Evolution des importations de matériels informatiques mises en consommation (en tonnes)	9
Graphique 4: Evolution des importations de matériels informatiques mises en consommation (en milliards FCFA)	10
Graphique 5 : Proportion des ménages équipés d'ordinateur par département	12
Graphique 6 : Part des catégories socioprofessionnelles utilisant l'ordinateur.....	13
Graphique 7 : Répartition des administrations équipées d'ordinateurs par département au plan national	15
Graphique 8 : Part des entreprises privées équipées d'ordinateur dans chaque département.....	16
Graphique 9 : Evolution du nombre d'autobus, autocars et minibus neufs mise en circulation entre 2001 et 2011.	22
Graphique 10 : Evolution des autobus, autocars et minibus mises en circulation entre 2001 et 2011.....	22
Graphique 11: Evolution des importations d'équipements destinés à la construction des stations-services en millions FCFA.....	28
Graphique 12 : Evolution des importations d'équipements destinés à la construction des stations-services (en tonne)	29
Graphique 13: Situation des infrastructures pétrolières en 2009 et en 2011	31
Graphique 14 : Evolution de l'installation des sociétés d'hydrocarbure	32
Graphique 15: Effet de la mesure sur l'installation de nouveaux points de vente	34
Graphique 16: Effet de la mesure sur la rénovation des infrastructures existantes	35
Graphique 17 : Raisons de la fermeture des points de ventes enregistrés et des pertes en termes d'emploi.....	36
Graphique 18 : Insuffisance de la mesure, raisons et stratégies.....	37
Graphique 19 : Evolution des importations en valeurs des aliments pour bétails et volailles en millions FCFA	40
Graphique 20 : Evolution des importations en volume des aliments pour bétails et volailles en Milliers de Kg .	41
Graphique 21 : Evolution des importations de viandes mises à la consommation.	43
Graphique 22: Comparaison des prix des produits importés et locaux.....	47
Graphique 23 : Importations en volume de machines et matériels agricole (tonnes).....	52
Graphique 24 : Importations en volume de machines et matériels agricole en valeur (FCFA)	52
Graphique 25 : Facteurs expliquant la non utilisation des machines agricoles	55
Graphique 26 : Evolution de la proportion des ménages selon la durée d'utilisation des machines agricoles ...	56
Graphique 27 : Opinion de certains ménages utilisateurs des machines sur la qualité de travail des machinistes	58
Graphique 28 : Difficultés liées à l'utilisation des machines	61
Graphique 29 : Facteurs susceptibles d'améliorer l'accès aux machines et favoriser une meilleure utilisation .	62
Graphique 30 : Schéma illustratif du la proportion des ménages utilisant les machines agricoles sachant qu'il y a exonération sur ces dernières	63
Graphique 31: Evolution des importations d'intrants agricoles (en kg)	66
Graphique 32: Evolution des importations d'intrants agricoles (en milliards FCFA)	67
Graphique 33 : schéma illustratif de la proportion des ménages utilisant des intrants	67
Graphique 34: Facteurs expliquant la non utilisation annuelle des intrants.....	68
Graphique 35 : Sources d'approvisionnement.....	70
Graphique 36 : Opinion sur la vérité des prix de cession des intrants	72
Graphique 37 : Facteurs expliquant l'acceptation plausible de la vérité des prix	72
Graphique 38: Facteurs expliquant la non acceptation plausible de la vérité des prix.....	73
Graphique 39 : Structures autres que le MAEP appuyant les ménages agricoles.....	74

INTRODUCTION

Chaque année, plusieurs mesures d'exonérations sont reconduites dans la loi des finances sans aucune évaluation préalable de leur impact économique.

A la suite de la revue des exonérations assortie d'un plan de rationalisation produite par la Commission Chargée du Suivi des Exonérations et de l'Evaluation des Dépenses Publiques (CCSE), en juin 2012, l'une des recommandations formulées a été de faire une étude approfondie de l'impact socio-économiques des mesures reconduites dans la loi de finances 2012. Cette étude permettra de juger de la pertinence de la reconduction ou non desdites mesures.

C'est dans le but de satisfaire à cette recommandation que la CCSE s'est proposée de passer en revue quelques mesures notamment, celles relatives aux : (i) matériels informatiques y compris les logiciels, les imprimantes, les parties et pièces détachées ; (ii) machines et matériels agricoles, des petites unités de transformation et de conservation des produits agricoles ; (iii) intrants agricoles, instruments et appareils phytosanitaires; (iv) équipements et matériaux neufs importés ainsi que les matériaux locaux destinés à la construction et ou à la rénovation des stations-service, des stations trottoir, des cuves à pétrole et à gasoil, camions citernes importés neufs et destinés à la distribution des produits pétroliers; (v) autobus, autocars et minibus de toutes catégories importés, fabriqués ou vendus à l'état neuf en République du Bénin et destinés au transport en commun; (vi) produits destinés à l'alimentation du bétail et de la volaille dans le but de promouvoir l'élevage.

Il s'agira à travers cette étude :

- d'évaluer le volume et la valeur des importations des produits cibles ;
- d'analyser l'impact des mesures d'exonération sur les bénéficiaires et sur l'activité économique ;
- de proposer des mesures de politique en faveur ou non de la reconduction de ces mesures d'exonération dans la loi de finances 2014.

Par ailleurs, les dépenses relatives à l'ensemble de ces mesures de 2008 à juillet 2012 ont été évaluées à 26,30 milliards FCFA.

	Type de crédit	2008	2009	2010	2011	2012*	Total
matériels agricoles, matériels informatiques, autobus, groupes électrogènes etc.	Crédit douanier	549,6	798,2	962,0	82,4	165,3	2 557,6
	Crédit intérieur	1,0	5,8	7,3	25,9		40,0
matériels destinés aux stations-services et camions citernes	Crédit douanier	83,7	38,7	292,1	409,3	507,5	1 331,2
	Crédit intérieur	1,0					1,0
intrants agricoles et aliments pour bétails	Crédit douanier	3 087,6	9 748,2	1 952,6	514,9	5 301,7	2 0604,9
	Crédit intérieur	457,4	1 161,8	149,1			1 768,3
	Total	4 180,3	11 752,6	3 363,1	1 032,5	5 974,5	26 303,0

Source : CCSE, octobre 2012 ; * au 31 juillet 2012

Pour évaluer l'impact de ces mesures sur les bénéficiaires et sur l'activité économique la CCSE a initié une collecte de données en septembre 2012 sur l'ensemble du territoire nationale.

Ce rapport est structuré en six chapitres. Chaque chapitre aborde une mesure spécifique.

CHAPITRE 1 : IMPACT ECONOMIQUE DES EXONERATIONS DES NOUVELLES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION

La loi de finances, gestion 2000, a introduit l'exonération de matériels informatiques y compris les logiciels, du droit de douane et de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA). L'exonération des imprimantes et pièces détachées même présentés isolément, de tous droits et taxes d'entrée a été introduite avec la loi de finances, gestion 2007. Ces mesures qui sont reconduites tous les ans visent à promouvoir la généralisation de l'utilisation des Techniques de l'Information et de la Communication par tous les béninois et à relever le niveau d'informatisation des secteurs public et privé.

Le matériel informatique exonéré comprend les ordinateurs, les logiciels, les imprimantes, les pièces détachées des ordinateurs et des imprimantes (disque dur, écran, boîtier, carte mère, clavier, souris, etc.). Les consommables informatiques notamment, les encres, les clés USB, les disques durs externes, les papiers, les cartes ne sont pas exonérés. Il en est de même de l'onduleur qui est considéré comme un matériel électrique.

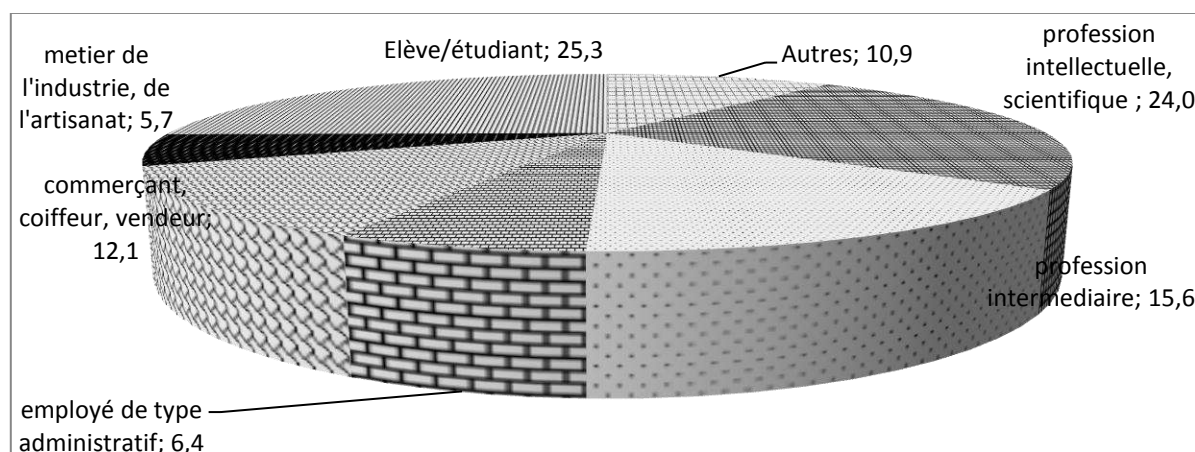
L'impact de cette mesure sera appréhendé entre autres ; à travers le volume d'importation de matériels informatiques ; la part de la population qui dispose d'au moins un ordinateur, la part de la population qui a acquis d'ordinateurs en lien avec la mise en œuvre de la mesure, l'utilisation des matériels informatiques par la population, l'évolution des prix au fil des années et le niveau d'informatisation des administrations publiques et privées.

L'exonération de matériels informatiques dure déjà 12 ans. Il est nécessaire de voir si l'objectif visé est atteint ou si tout au moins des avancées notables ont été réalisées.

Pour évaluer l'impact de cette mesure sur les bénéficiaires, la CCSE a initié une collecte de données en septembre 2012 sur un échantillon constitué de 487 individus et de 38 sociétés de commercialisation de matériels informatiques réparties sur l'ensemble du territoire national. La méthodologie d'analyse a été essentiellement descriptive.

Le groupe d'individus enquêtés est composé entre autres, de 25,3% d'élèves et d'étudiants et de 24,0% de personnes exerçant une profession intellectuelle, scientifique et artistique.

Graphique 1 : Répartition des enquêtés par catégorie socio professionnelle (en% du total des enquêtés)



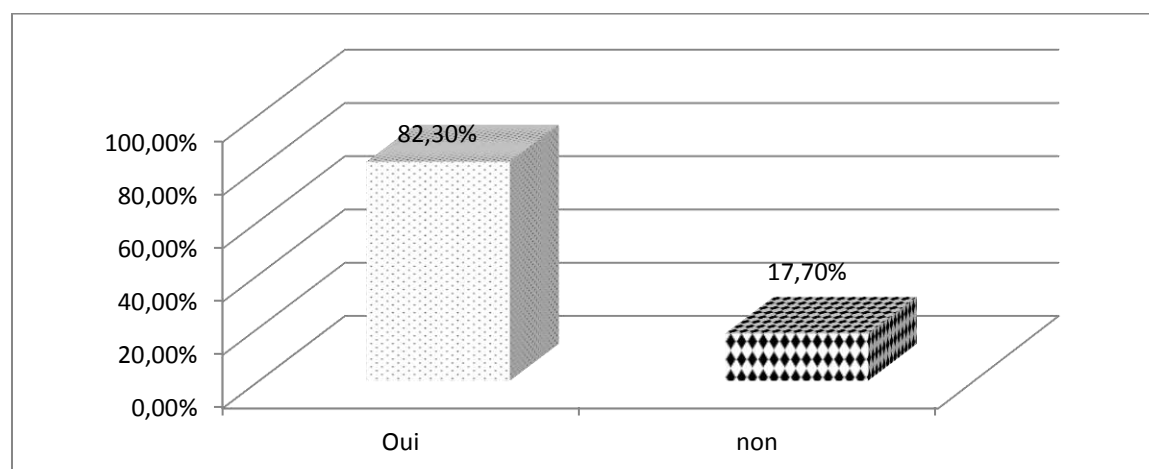
Source : Enquête CCSE, Septembre 2012

Par ailleurs, les données sur les importations des matériels informatiques sur la période 2000 à 2011 et celles issues des enquêtes réalisées par l'Institut de la Statistique et de l'Analyse Economique (INSAE) en collaboration avec le Ministère de la Communication, des Technologies de l'Information et de la Communication (MCTIC) en 2011 sur les TIC ont été mis à profit pour apprécier le degré d'informatisation des populations et des administrations.

1.1.CONNAISSANCE DE LA MESURE D'EXONERATION

La mesure d'exonération est méconnue par une part très importante de la population. En effet, 82,3% des enquêtés n'ont pas connaissance de la mesure. Ces derniers se retrouvent au niveau de l'ensemble des catégories socio professionnelles.

Graphique 2: Part des personnes ayant connaissance de la mesure



Source : Enquête CCSE, Septembre 2012

Cependant, il est important de préciser que la non connaissance de la mesure ne constitue pas une limite à l'acquisition de l'ordinateur, encore moins à son utilisation. En effet, parmi ceux

qui n'ont pas connaissance de la mesure, 33% possède un ordinateur et 77% en sont des utilisateurs.

Du côté des sociétés de vente de matériels informatiques, 60,5% des répondants ont déclaré avoir connaissance de la mesure. S'agissant des répondants qui n'ont pas connaissance de la mesure, 20% sont des promoteurs et 80% sont constitués des gérants (67%) et des informaticiens (13%).

Les promoteurs qui n'ont pas connaissance de la mesure sont implantés dans les communes de Bohicon, Parakou et Aplahoué et ont leur source d'approvisionnement à Cotonou.

Cette situation pose alors le problème de la vulgarisation des mesures d'exonération contenues dans les lois de finances.

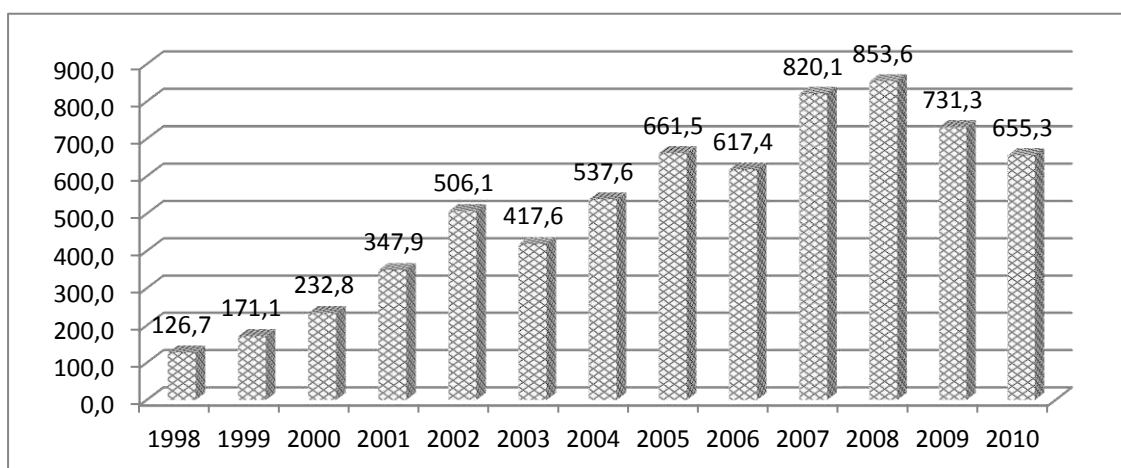
1.2.IMPACT DE LA MESURE D'EXONERATION SUR LES IMPORTATIONS DE MATERIELS INFORMATIQUES

Sur la période 2000 à 2010, on note dans l'ensemble, une tendance haussière des importations de matériels informatiques. L'année 2000, fut la date de mise en vigueur de la mesure d'exonération, la hausse des importations en volume mis à la consommation est ressortie à 36,1%. La hausse était de 35% en 1999 par rapport à 1998.

Entre 2001 et 2002, la hausse a été plus importante. En effet, elle est ressortie respectivement à 49% et 45% avant de s'inscrire en baisse en 2003.

Sur le reste de la période sous revue, on note un accroissement des importations.

Graphique 3: Evolution des importations de matériels informatiques mises en consommation (en tonnes)

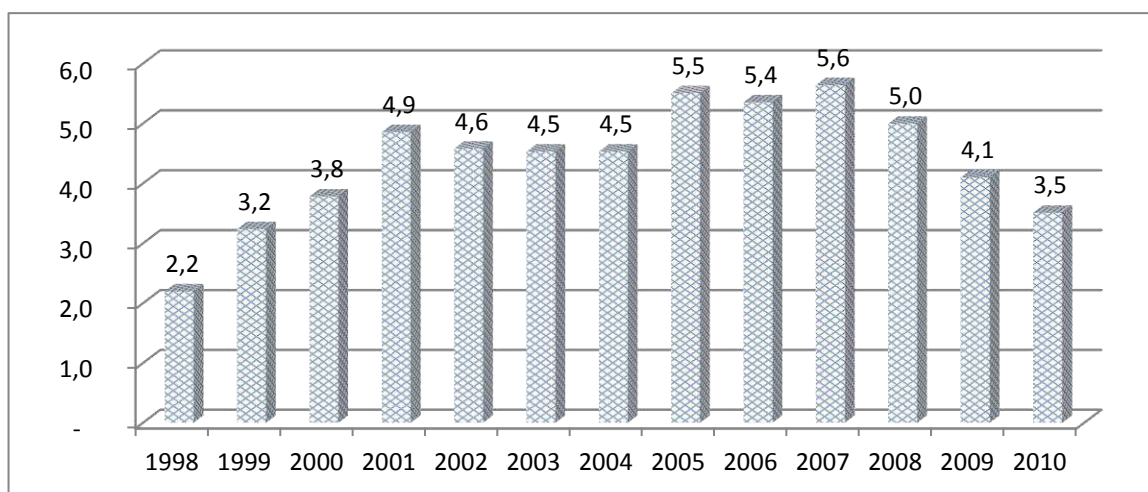


Source : INSAE, août 2012

S'agissant des importations en valeur, on note une évolution quasi identique à celle des importations en volume. Les importations sont passées de 3,8 milliards FCFA en 2000 à près de 6 milliards FCFA en 2007, avant d'amorcer une tendance baissière pour s'établir à 3,2 milliards FCFA en 2010.

Il est important de rappeler qu'en 2000, la croissance des importations en valeur était de 17% contre 47% en 1999.

Graphique 4: Evolution des importations de matériels informatiques mises en consommation (en milliards FCFA)



Source : INSAE, août 2012

A priori, le niveau des importations en 2000 comparé à celui de 1999, ne permet pas d'affirmer que la mesure a eu un impact immédiat car cette période coïncide avec celle du début de l'informatisation de l'administration. De plus, l'analyse de la hausse des importations en volume montre qu'elle est la même entre 1999 et 2000. En 2001, l'écart de hausse est de 13%.

Si l'on fait l'hypothèse que le différentiel de hausse est l'effet de la mesure d'exonération, en principe, il devrait être soutenu les années suivantes, cela n'a pas été le cas, en effet, le différentiel a été de 9% en 2002 avant de devenir négatif les années suivantes. Sur cette base, nous pouvons alors affirmer que la hausse des importations des matériels informatiques n'est pas uniquement l'effet de la mesure. L'accroissement des importations est en partie imputable à la baisse des prix, la nécessité d'acquérir le matériel informatique en particulier l'ordinateur qui est devenu depuis peu un instrument de travail aussi bien pour les particuliers, qu'au sein des entreprises et de l'administration.

1.3. IMPACT DE LA MESURE D'EXONERATION SUR LA COMMERCIALISATION DES MATERIELS INFORMATIQUES ET SUR LE NIVEAU DES PRIX

La mesure d'exonération n'a pas été sans impact sur la commercialisation des matériels informatiques. En effet, selon 52,6% des promoteurs et gérants des sociétés enquêtées, cette mesure a contribué au développement de leurs activités. 25% ont estimé que le niveau des ventes est demeuré très élevé, 70% ont enregistré un niveau de vente assez élevé et les 5% restants ont noté un niveau moyen de vente. En outre, 61,0% des sociétés de commercialisation enquêtées et ayant connaissance de la mesure ont été créées entre 2000 et 2012.

Les promoteurs qui ont estimé que la mesure n'a pas contribué au développement de leurs activités ont évoqué entre autres, la méconnaissance de la mesure par les populations et la morosité économique.

De même, 63,2% des promoteurs pensent que si l'Etat décide de mettre fin à cette mesure d'exonération aujourd'hui, leurs ventes connaîtraient des baisses très sensibles. Cela prouve que certains promoteurs qui pensent que la mesure n'a pas véritablement contribué à l'essor de leur activité, reconnaissent l'importance de cette mesure sur la commercialisation des matériels informatiques.

1.4. MESURE D'EXONERATION ET POSSESSION DE L'ORDINATEUR PAR LES POPULATIONS.

Nous avons noté que seulement 17,7% des personnes enquêtées ont connaissance de la mesure. Parmi eux, 58% disposent d'un ordinateur personnel et l'ont acquis sur la période d'exonération. 70% des acquisitions ont été faites entre 2008 et 2012. Cela prouve que la mesure a influencé quelque peu la décision d'acquisition de l'ordinateur chez ceux qui sont informés de son existence.

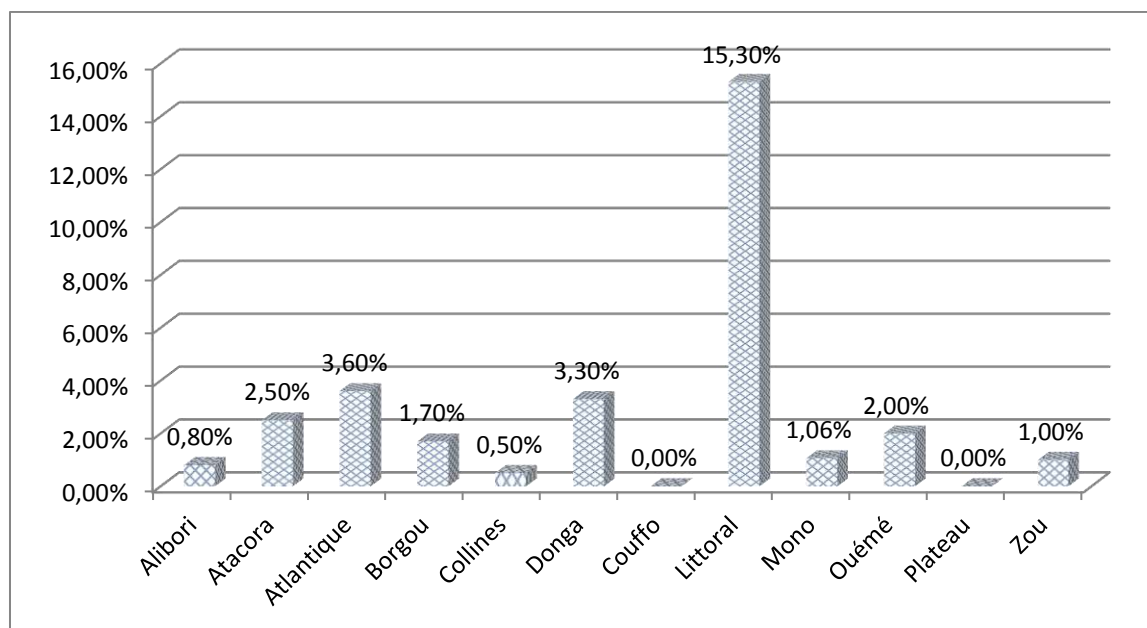
Par ailleurs, la collecte¹ de données réalisée sur un échantillon plus important par le MCTIC en collaboration avec l'INSAE en 2011 a révélé qu'au Bénin, seulement 5,8% des ménages disposent d'un ordinateur avec une forte concentration dans le Littoral, environ 4,5% contre seulement 1,3% des ménages pour l'ensemble des autres départements.

¹ L'enquête a porté sur un échantillon représentatif de 3716 ménages et 9091 individus situés dans 219 villages et quartiers de villes.

Selon le milieu de résidence, on note que seulement 9,7% des ménages urbains sont équipés d'ordinateurs contre 1,2% pour les ménages ruraux.

Au niveau de la pénétration de l'ordinateur par département, le Littoral vient en tête avec 15,3% des ménages équipés d'ordinateur. Le taux le plus faible (0,5%) est enregistré dans le département des Collines, 5 ménages sur 1000 de ce département sont équipés.

Graphique 5 : Proportion des ménages équipés d'ordinateur par département



Source : Enquête TIC-2011 CETRA_MCTIC_BENIN

Au niveau des individus de plus de 10 ans, seulement 4,1% possèdent un ordinateur personnel. La majorité de ceux qui possèdent un ordinateur, soit environ 81,1% résident dans le département du Littoral.

Une analyse du taux de pénétration par département montre que 12,0% de la population du Littoral dispose d'un ordinateur contre 2,0% pour l'Atlantique et moins de 2,0% pour les autres départements. Cette situation dénote du fait que les activités économiques, les administrations et les grandes écoles et universités sont concentrées à Cotonou et environs.

Les raisons de cette faible pénétration sont entre autres, la faiblesse du pouvoir d'achat des populations en général, le faible niveau d'instruction d'une part importante de la population, l'ignorance de l'utilité de l'ordinateur.

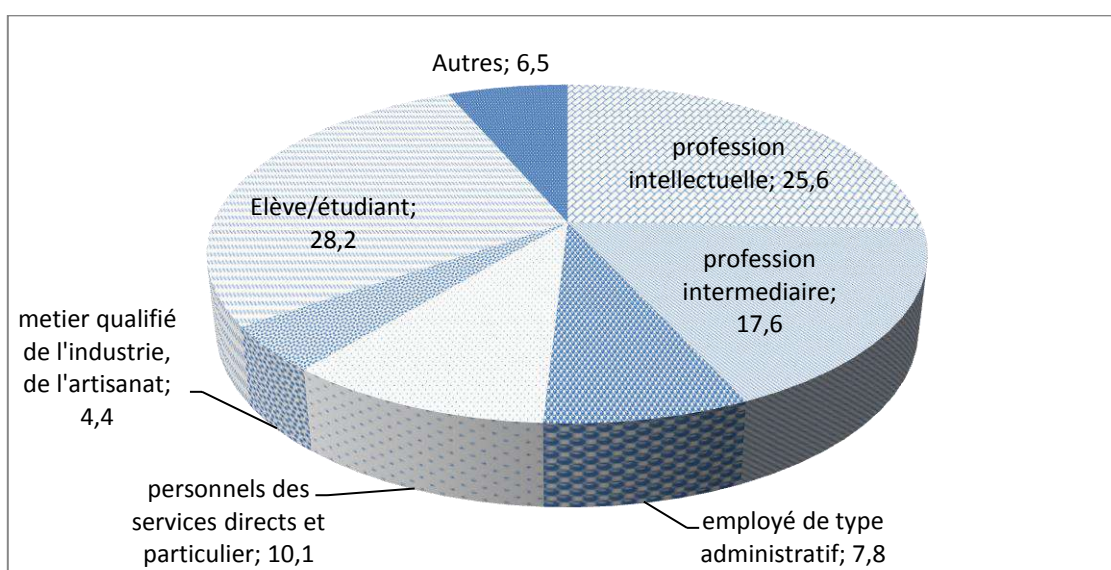
L'un des objectifs visés par la mesure est l'utilisation généralisé de l'outil informatique par les populations. A notre avis, cet objectif ne peut être atteint, car tout le monde n'est pas sensé utiliser l'ordinateur. De plus, certains facteurs, tel que la faiblesse du taux d'alphabétisation, la

faiblesse du taux d'électrification, la faiblesse du pouvoir d'achat des populations limitent l'informatisation des populations, l'ignorance de l'utilité de l'ordinateur.

L'enquête réalisée par la CCSE a montré que, 79,5% des personnes enquêtées utilisent l'ordinateur. Ce groupe de personnes est composé majoritairement des élèves et étudiants (28,0%), les professions intellectuelles (26,0%) et les professions intermédiaires² (18%).

Par ailleurs, il faut noter que 52,7% des personnes utilisant l'ordinateur y ont accès soit au service, soit au cyber café, soit à l'université, soit par l'entremise d'un ami.

Graphique 6 : Part des catégories socioprofessionnelles utilisant l'ordinateur



Source : Enquête CCSE, Septembre 2012

La faiblesse du pouvoir d'achat des populations fait qu'en dépit de la mesure d'exonération, le coût du matériel informatique, et particulièrement celui de l'ordinateur demeure encore relativement élevé. Les données collectées auprès des populations indiquent que le coût de l'ordinateur varie aujourd'hui entre 80 000 FCFA et 900 000 FCFA. Certains ordinateurs d'occasion sont même vendus dans l'ordre de 50 000 FCFA. Les prix pratiqués sont fonctions soit de la marque, soit de la fonctionnalité, la capacité du disque dur, etc.

Une comparaison des prix sur une certaine période, montre que les prix pratiqués aujourd'hui sont moindre par rapport aux prix il y a cinq ans, voir dix ans.

²Professions intermédiaires de la santé et du travail social, Techniciens, Professions intermédiaires administratives de la fonction publique, Professions intermédiaires administratives et commerciales des entreprises, Professeurs des écoles, instituteurs et assimilés, Clergé, religieux.

A en croire 95,0% des promoteurs et gérants des sociétés, l'évolution à la baisse des prix est en lien avec: (i) la mesure d'exonération (31,6%), (ii) respectivement le prix à l'approvisionnement et l'évolution de la technologie (28,9%) et (iii) la concurrence (2,6%).

La part de la baisse des prix peut être considérée comme le montant des droits de douanes et de la TVA, soit environ 25 à 30% de la valeur actuelle du matériel informatique.

Tableau 1: Evolution comparée des prix de quelques matériels informatiques

	Caractéristiques	Prix en 2012	Prix en 2005	Prix en 2000
Ordinateurs de Bureau				
1	HP Pentium 4	300 000≤Prix≤380 000	400 000≤Prix≤450 000	500 000≤Prix≤550 000
2	DELL PD 2.8 GHZ	100 000≤Prix≤120 000	150 000≤Prix ≤200 000	300 000 ≤Prix ≤400 000
3	Parkard Bell Celeron 3 GHZ	80 000≤Prix≤100 000	150 000≤Prix≤180 000	200 000≤Prix≤250 000
4	Libra Computer Pentium 3	50 000≤Prix≤75 000	120 000≤Prix≤150 000	200 000≤Prix≤250 000
5	SIEMENS Pro C6	50 000≤Prix≤70 000	100 000≤Prix≤150 000	150 000≤Prix≤200 000
Ordinateurs portatifs				
1	Compaq presario	300 000≤Prix≤350 000	400 000≤Prix≤450 000	600 000≤Prix≤700 000
	Toshiba L 300	250 000≤Prix≤300000	450 000≤Prix≤600 000	700 000≤Prix≤800 000
2	Toshiba C850-F117	350 000≤Prix≤400 000	550 000≤Prix≤600 000	750 000≤Prix≤850 000
3	Toshiba C660-D21	300 000≤Prix≤360 000	450 000≤Prix≤500 000	600 000≤Prix≤750 000
4	Toshiba C600-D21	280 000≤Prix≤320 000	400 000≤Prix≤450 000	500 000≤Prix≤600 000
5	HP Pro Book 4530s	350000≤Prix≤365000	365000≤Prix≤380000	380000≤Prix≤400000
Imprimantes				
1	HP Laser Jet P1008	80000≤Prix≤90000	150 000≤Prix≤180 000	200 000≤Prix≤250 000
2	HP Office Jet 7500A Wide	175 000≤Prix≤185 000	250 000≤Prix≤270 000	300 000≤Prix≤350 000
3	HP DESK Jet 2050	35000≤Prix≤42000	42000≤Prix≤45000	450000≤Prix≤550000
4	HP Color Laser Jet CP 2025 dn	460 000≤Prix≤500 000	600 000≤Prix≤650 000	700 000≤Prix≤800 000
5	Canon	110 000≤Prix≤120 000	150 000≤Prix≤200 000	250 000≤Prix≤300 000

Source : Enquête CCSE, Septembre 2012

Quant à la baisse liée à la technologie, elle doit être la plus importante, car une marque d'ordinateur est vite faite d'être dépassée dès qu'un nouveau produit avec de nouvelles

fonctionnalités est mis sur le marché. Cela contribue également à baissé le prix à l'approvisionnement.

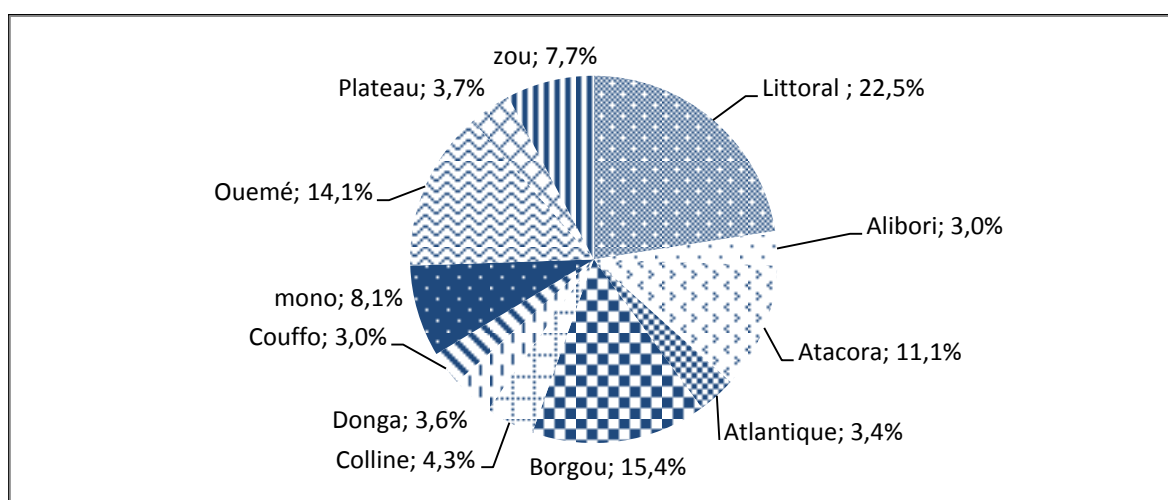
En définitif, l'analyse de la possession et de l'utilisation de l'ordinateur montrent que l'ordinateur continue d'être un bien de luxe pour la très grande majorité des populations béninoises en dépit des exonérations de droits et taxes à l'importation et de TVA. De ce fait l'objectif de son utilisation généralisé n'est pas non seulement atteint, mais ne peut en aucun l'être si nous prenons en considération le taux d'analphabétisme, le taux d'électrification national et bien d'autres facteurs.

1.5.L'UTILISATION DE L'ORDINATEUR DANS L'ADMINISTRATION PUBLIQUE BENINOISE.

Selon le MCTIC, 83,2% des administrations³ sont équipées d'ordinateurs et s'en servent. Ce taux élevé s'explique par le fait que l'ordinateur est utilisé dans la majorité des cas pour les tâches techniques (43,3%), les tâches quotidiennes (26,1%), les tâches de secrétariat (14,0%) et autres (6,9%).

Sur les 83,2% des administrations équipées, 22,5% des administrations se retrouvent dans le Littoral, suivi du Borgou (15,4%) ; Ouémé (14,1%) Atacora (11,1%) Mono (8,1%) ; Zou (7,7%). Les proportions affichées par les trois premiers départements peuvent s'expliquer par le statut particulier des villes qu'ils abritent, notamment Cotonou, Parakou et Porto Novo et de la concentration des activités administratives et économiques ces villes.

Graphique 7 : Répartition des administrations équipées d'ordinateurs par département au plan national



Source : Enquête TIC-2011 CETRA_MCTIC_BENIN

³ 358 administrations ont été enquêtées ; elles sont composées de ministères, organismes sous tutelles de l'Etat (Recette perception, Tribunaux, commissariats, etc.) et les mairies des communes.

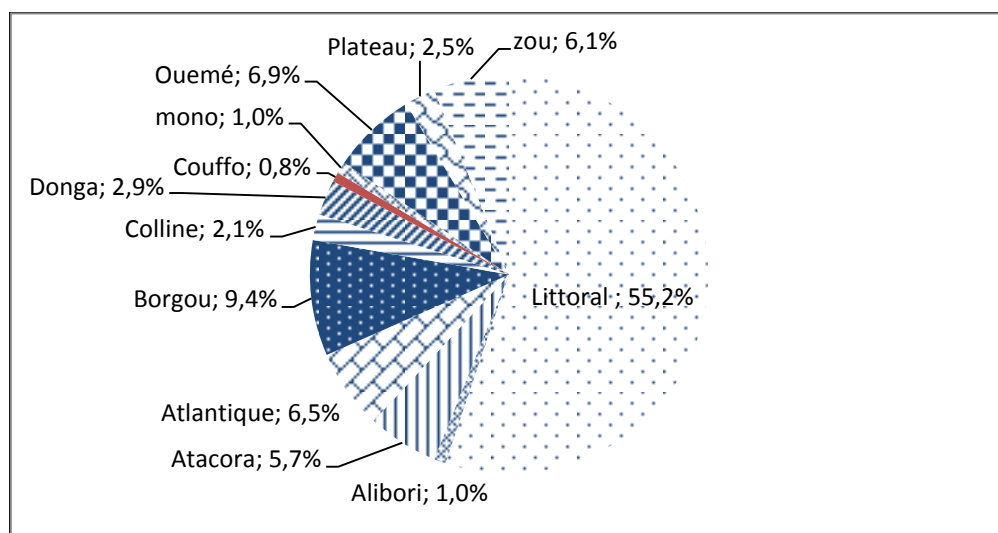
Selon 43,0% des administrations enquêtées, les outils disponibles couvrent à peine 10,0% de leurs besoins réels ; 22,3% estiment être équipées à la hauteur de 25,0% de leurs besoins réels et 22,6 % affirment être équipées au-delà de 50,0%. Il ressort de ces statistiques que l'administration demeure encore sous équipée et des efforts restent à faire dans ce sens étant donné que l'ordinateur est aujourd'hui devenu incontestablement un instrument de travail au sein de l'administration.

1.6.L'UTILISATION DE L'ORDINATEUR DANS LES ENTREPRISES PRIVEES BENINOISES.

La disponibilité des ordinateurs au sein des entreprises est une réalité au Bénin. En effet 52.1 % des entreprises béninoises sont équipées, avec la majorité dans le département du Littoral (28,8%). Ceci peut s'expliquer par les facilités et avantages spécifiques qu'ont les entreprises installées dans la ville de Cotonou, la capitale économique du Bénin (facilités d'achat, d'abonnement ...etc.).

A l'instar de l'administration publique, les entreprises privées utilisent l'ordinateur pour l'exécution des tâches quotidiennes, techniques et autres.

Graphique 8 : Part des entreprises privées équipées d'ordinateur dans chaque département



Source : Enquête TIC-2011 CETRA_MCTIC_BENIN

Selon le MCTIC, 52,1% des entreprises privées enquêtées sont équipées d'ordinateur. La part des entreprises équipées est plus importante dans le littoral que dans les autres départements. Ceci peut s'expliquer par la concentration des entreprises et des activités économiques dans la ville de Cotonou, la capitale économique du Bénin.

L'analyse des performances des entreprises en matière d'équipement en ordinateur montre que dans l'Ouémé, les besoins en ordinateurs des entreprises équipées sont satisfait à hauteur de 80,0% environ 60,0% pour les entreprises du Littoral et 59,4% pour celles installées dans l'Atlantique, 50% les entreprises des départements de l'Atacora, du Borgou, du Zou, du Plateau et des Collines. Par contre, moins de 20,0% des besoins sont couverts dans les départements du Couffo, de l'Alibori et du Mono.

Ces données statistiques indiquent qu'il reste du chemin à parcourir par les entreprises privées en termes d'équipement en ordinateur.

Conclusion partielle

S'il est bien vrai que la mesure d'exonération des matériels informatiques a contribué quelque peu à l'accroissement de l'importation desdits matériels et à la réduction des prix d'acquisition, il n'en demeure pas moins que l'objectif de promouvoir l'utilisation généralisée des Techniques de l'Information et de la Communication n'est pas encore atteint.

En effet, l'utilisation effective des TIC est encore à l'étape primaire au Bénin. Que ce soit au niveau des individus, des ménages, des entreprises ou dans l'administration, le taux de pénétration en matière d'acquisition et d'utilisation de l'ordinateur reste encore très faible.

Plusieurs facteurs concourent à la faible utilisation de l'ordinateur, entre autres : (i) le coût d'achat de l'ordinateur encore estimé élevé par les populations ; (ii) la non couverture totale de toute l'étendue du territoire national par le réseau électrique; en effet, les TIC ne peuvent être développés dans un pays que si celui-ci dispose de l'énergie électrique capable de faire fonctionner les infrastructures des TIC ; (iii) le taux d'analphabétisme ; (iv) l'ignorance de l'utilité de l'ordinateur par certaines personnes ; la non nécessité de l'ordinateur dans certains domaines.

Mais ces raisons doivent-elles justifier indéfiniment une reconduction de la mesure ? A priori non, car nous avons pu noter qu'en plus de l'effet de la mesure, le prix de l'ordinateur est également expliqué par la concurrence et l'innovation technologique. En effet, la mise sur le marché d'un ordinateur doté de nouvelles fonctionnalités et de caractéristiques induit automatiquement à la baisse les prix des produits disponibles sur le marché. Sur cette base, les prix des matériels informatiques même à l'absence de la mesure seraient accessibles aux populations.

De plus, compte tenu de l'importance de l'ordinateur et de son utilisation en tant qu'instrument de travail, plus de la moitié des enquêtés se disent prêts à acquérir un ordinateur

même à l'absence de la mesure. C'est dire que les populations n'attendront pas forcément une réduction des prix avant d'acquérir le produit.

Cependant, la suppression de la mesure n'est pas souhaitée car elle contribuerait à augmenter le prix d'acquisition du matériel informatique, à pénaliser les populations à faible pouvoir d'achat et même certaines populations des zones rurales qui commencent par bénéficier des avantages de l'électrification rurale.

S'agissant de l'objectif de promotion de l'utilisation généralisée des Techniques de l'Information et de la Communication, il doit être repréciser, autrement dit, cet objectif doit être de contribuer à la promotion des Technique de l'Informatisation et de la Communication.

Par ailleurs certaines mesures d'accompagnement sont attendues de la part de l'Etat, entres autres mesure, l'Etat doit :

- œuvrer pour accroître le revenu des populations à faible pouvoir d'achat ;
- accélérer l'électrification des zones encore non électrifié ;
- relever le taux d'alphabétisation des populations ;
- poursuivre la dotation des administrations publiques en matériels informatiques ;
- promouvoir l'utilisation des TIC dans les établissements scolaires et les universités à caractère public par la dotation de ces derniers en matériels informatiques.

Du côté du secteur privé, des efforts également restent à faire pour une informatisation des entreprises.

Pour aider la jeunesse en général et les élèves et étudiants en particulier, les ministères des trois ordres de l'enseignement doivent instruire les écoles et universités privées à s'inspirer de l'expérience de l'Université CERCO qui offre un ordinateur à chaque étudiant régulièrement inscrit. Cette incitation permettra à un plus grand nombre de disposer d'un ordinateur au cours de leur formation universitaire.

CHAPITRE 2. IMPACT ECONOMIQUE DE LA MESURE D'EXONERATION RELATIVE AUX AUTOBUS, AUTOCARS ET MINIBUS AU BENIN.

Mise en œuvre depuis la loi des finances gestion 2004, et reconduite tous les ans, cette mesure d'exonération de tous droits et taxes de douane et de la TVA l'importation, la fabrication et la vente à l'état neuf des autobus, autocars et minibus de toutes catégories en République du Bénin et destinés au transport en commun a pour but principal la promotion du transport en commun en République du Bénin et la réduction des polluants atmosphériques.

L'objectif de ce travail est d'évaluer l'impact de cette mesure d'exonération sur les bénéficiaires (c'est-à-dire les entreprises ou acteurs importateurs de ses types de véhicules, les entreprises de transport en commun et la population de façon générale) et sur l'activité économique. La question centrale sur laquelle repose cet objectif est de savoir l'effet causal de la mesure d'exonération sur la promotion du transport en commun et la réduction des polluants atmosphériques au Bénin.

Cet effet causal sera appréhendé ici à travers une analyse approfondie des évolutions d'une part, des importations d'autobus, autocars et minibus mises en circulation et d'autre part, des polluants atmosphériques sur les périodes avant et après l'année de mise en œuvre de la mesure d'exonération.

Les données utilisées pour cette analyse proviennent de diverses sources : la DGTT, l'ABE, le MEHU, UITP, UATP, et d'une enquête⁴ réalisée auprès des bénéficiaires.

2.1.LE TRANSPORT EN COMMUN AU BENIN

En République du Bénin, le transport en commun, spécifiquement le transport terrestre est assuré par plusieurs types de véhicules qu'on peut regrouper en trois (03) catégories. Il s'agit tout d'abord des véhicules à deux (02) roues, les taxis moto "*Zémidjans*", auxquels on ajoute quelques types de véhicules à trois (03) roues communément appelés "*Clobotos*", très présent dans la ville de Cotonou et notamment dans les régions proches de la lagune. Ensuite viennent, les véhicules à quatre (04) roues qui regroupe essentiellement les minibus, les taxis ville et les taxis brousse et les véhicules de plus de quatre (04) roues dans lesquelles on regroupe les autobus et autocars de toutes sortes.

Le transport des passagers assuré par les véhicules de quatre (04) roues, principalement les minibus (10 à 30 places), est dominée par les opérations du secteur informel, tandis que, celui

⁴ Voir le questionnaire à l'annexe du document.

assuré par les véhicules de plus de quatre (04) roues, c'est-à-dire les autobus (50 à 100 places) et les autocars (plus de 100 places) de toutes catégories, est pour la plupart garantis par des entreprises ou compagnies agrémentées. Ce caractère formel ou informel des transports en commun a principalement trait à la fois au mode de régulation et d'opération du type de transport et son système de gestion interne. En général le terme de transport en commun informel est utilisé pour désigner tout transport collectif de passagers avec peu ou pas du tout de contrôle de ses opérations par une autorité organisatrice globale, caractérisée généralement par une offre de service non planifiée et improvisée, un manque ou non respect des itinéraires et un manque de structure tarifaire publiée ou fixe. Le transport en commun formel se réfère au reste et dans la majorité des cas, il est caractérisé par la fourniture de services réguliers de transport, offerte par une société légale qui doit se conformer aux règles d'une autorité et opérant le plus souvent en vertu d'un contrat formel. Ainsi, la plupart des minibus opérant au Bénin sont considérés comme informels tandis que les autobus et autocars de toutes catégories dans leur grande majorité sont détenus par des entités formelles.

Historiquement, les premières expériences du transport en commun au Bénin remontent aux années 1963 avec la Régie des Transports Cotonnois (RTC). Mais, la raréfaction de source de financement et le désengagement progressif de l'Etat vont entraîner la disparition de cette société publique et un laisser-aller qui va laisser place à partir des années 1983 au secteur privé dans lequel va rapidement glisser une offre de transport informelle plus ou moins controversée. Au fil du temps, le secteur des transports en commun a connu l'entrée et la sortie de plusieurs sociétés ou compagnies privées. De nos jours, sans faire une liste exhaustive, on peut citer quelques compagnies qui continuent d'animer le secteur. Il s'agit de : AFRICA EXPRESS, ATT (AYINA TOURISME TRANSPORT), BENIN-ROUTES, CONFORT-LINES, INTER CITY STC, PAX-EXPRESS, POSTE BENIN TRANSPORT, STIF (SOCIETE DE TRANSPORT INZA ET FRERES), TUNDE-TRANSPORT, BRAYAN TANSPOART, CTS, UTB, BENAFRIQUE, etc.

Outre la compagnie BENAFRIQUE⁵, qui effectue le transport urbain, et ceci seulement dans la grande ville⁶ de Cotonou, les autres compagnies ou sociétés de transport en commun exerçant officiellement au Bénin effectuent essentiellement le transport interurbain et le transport sous régional. A travers les investigations effectuées, on dénote 8 compagnies sur 13 (soit 61,5%) qui effectuent le transport interurbain et 4 compagnies (soit 30,7%) pour le

⁵ BENAFRIQUE a commencé ses activités avec les autobus d'occasion au 3^{ème} trimestre 2012.

⁶ La grande ville de Cotonou fait référence à la ville de Cotonou et ces agglomérations, notamment Godomey et Sèkandji.

transport sous régional. Ces statistiques montrent globalement que le transport en commun est moins développé au Bénin et que le transport urbain à grande échelle est quasi inexistant.

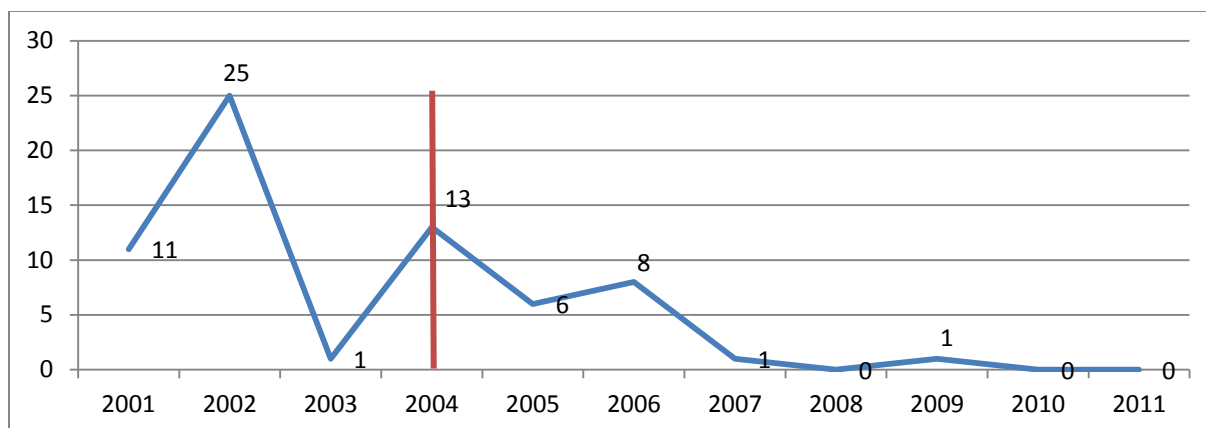
C'est dans ce cadre que le Gouvernement béninois a mis en place, depuis la loi des finances gestion 2004, la mesure exonérant de tous droits et taxes de douane et de la TVA l'importation, la fabrication et la vente à l'état neuf des autobus, autocars et minibus de toutes catégories destinés au transport en commun. Bien que la majorité des bénéficiaires de la mesure ait connaissance de sa mise en application, on dénote encore 5 compagnies ou sociétés de transport en commun sur 13 enquêtés (soit 38,5%) et 1 concession sur 5 enquêtés (soit 20%) qui déclarent n'avoir pas connaissance de cette mesure d'exonération. Vu le nombre de sociétés exerçantes dans ce secteur, cet effectif n'ayant pas connaissance est assez importante.

Par ailleurs, les types de véhicules utilisés pour les transports de passagers varient d'une compagnie à l'autre et aussi en fonction des distances de parcours. Les résultats de l'enquête indiquent que les autobus sont les plus utilisés par les compagnies de transport (10 compagnies sur 13, soit 76,9%). On relève également au niveau de certaines compagnies l'existence et l'utilisation d'autres types de véhicules (les autocars) mais dans une moindre proportion.

2.2.EVOLUTION DU NOMBRE D'AUTOBUS, MINIBUS ET AUTOCARS MISES EN CIRCULATION ENTRE LA PERIODE DE 2001 ET 2011

Les données statistiques de la Direction Générale du Transport Terrestre (DGTT) montrent qu'entre 2001 et 2011, 9141 autobus, minibus et autocars, dont 66 à l'état neufs (soit 0,7%) ont été mis en circulation. L'évolution du nombre d'autobus, minibus et autocars à l'état neuf mises en circulation sur cette période présente une tendance globalement baissière. On constate qu'avant 2004, le nombre de véhicules à l'état neuf mise en circulation est passé de 11 en 2001 à 25 en 2002 avant de chuté à 1 en 2003. En 2004, année de mise en œuvre de la mesure d'exonération, ce nombre va connaître une augmentation pour atteindre 13. On pourrait être tenté de dire que la mise en œuvre de la mesure d'exonération en est la cause de cette augmentation subite, mais l'évolution des mises en circulation de ces véhicules à l'état neufs les années suivantes ne confortent pas du tout cette affirmation car le nombre de véhicules neufs mis en circulation est passé de 13 à 6 en 2005 pour devenir quasiment nul entre 2007 et 2011.

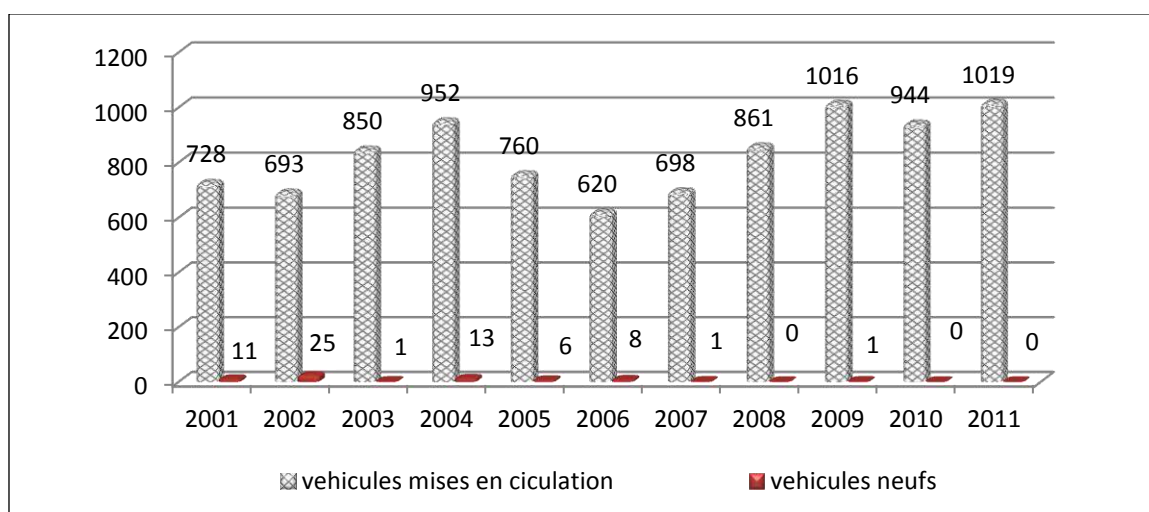
Graphique 9 : Evolution du nombre d'autobus, autocars et minibus neufs mise en circulation entre 2001 et 2011.



De plus, le nombre total de véhicules neufs mise en circulation entre 2001 et 2003, trois (03) années avant la mise en œuvre de la mesure (37 véhicules) est supérieur à celui mise en circulation entre 2004 et 2011, huit (08) années après la prise de la mesure (29 véhicules au total).

Il faut par ailleurs noter que la mise en circulation des autobus, minibus et autocars à l'état d'occasion a connu une évolution contraire à celle des véhicules neufs. De 2001 à 2004, c'est-à-dire jusqu'à l'année d'application de la mesure, le nombre de véhicules d'occasion de ces types mise en circulation a connu une hausse. Il est passé de 728 véhicules en 2001 pour s'établir à 850 véhicules en 2003 et à 952 véhicules en 2004. C'est à partir de 2005 (un an après la mesure) que ce nombre a chuté pour s'établir à 620 véhicules en 2006 avant de reprendre en 2007.

Graphique10 : Evolution des autobus, autocars et minibus mises en circulation entre 2001 et 2011



En outre, les résultats de l'enquête ont montré que, depuis la mise en œuvre de la mesure, les compagnies de transport en commun ont acquis essentiellement à l'état neuf des autobus et minibus. On dénombre au total 37 dont 28 importés (soit 75,7%) et 9 acquis auprès des concessionnaires existants sur le territoire national. Cet effectif moins important confirme les données statistiques de la DGTT en ce qui concerne la mise en circulation à l'état neuf des autobus, minibus et autocars.

Au niveau des concessionnaires, il faut souligner que la vente des autobus, minibus et autocars a connu une stabilité depuis 2004. Les principaux clients décelés sont le Gouvernement, les ONG et quelques particuliers. Les compagnies de transport en commun s'adressent moins au concessionnaire en ce qui concerne l'acquisition à l'état neuf de ces types de véhicules. L'acquisition de ces types de véhicules à l'état neuf n'est pas considérable. Les principales raisons qui justifient la faible acquisition sont essentiellement les moyens financiers et l'état du réseau routier. En effet, le coût d'un véhicule neuf de cette catégorie est très élevé comparativement à un véhicule d'occasion. De plus, tous les compagnies de transport en commun reconnaissent que la durée d'amortissement d'un véhicule de cette catégorie à l'état neuf est supérieur comparativement à celle d'un véhicule d'occasion, mais, le constat est que seuls les opérateurs économiques d'une certaine envergure sont en mesure d'acquérir ces types de véhicule à l'état neuf, et ils ne le font que lorsque la rentabilité de l'opération est garantie. Pour ainsi limiter les charges, les opérateurs économiques préfèrent importer des véhicules d'occasion, toutes choses qui pourraient leur permettre de rentabiliser leurs activités dans les meilleurs délais.

2.3.EVOLUTION DES POLLUANTS ATMOSPHERIQUES AU BENIN

Les premières études réalisées sur la qualité de l'air au Bénin et principalement dans la ville de Cotonou avec l'appui de la Banque Mondiale en 2000 ont révélé d'une part que les transports constituent la première source de pollution de l'air ambiant par les gaz d'échappement et d'autre part que le coût de la pollution dans cette seule ville représente environ 1,2% du PIB.

La contribution des transports à la pollution atmosphérique s'observe à travers la formation des polluants comme le monoxyde de carbone (CO), le dioxyde de carbone (CO₂), les oxydes d'azote (NO_x), le dioxyde de soufre (SO₂), le plomb et les matières particulaires telle que, les particules ou poussières en suspensions (PM10, Benzène, ...).

Les valeurs (moyennes annuelles) des normes au Bénin comparativement à l'OMS de ces polluants sont peu sévères. Toutefois, on relève que les NO_x, habituellement retenus comme polluant caractéristique, ont été remplacés par le NO₂, et que le benzène, qui est un des éléments essentiels de la pollution atmosphérique de Cotonou, ne fait pas l'objet de normes.

Tableau 2: Valeurs des normes du Bénin et l'OMS de la qualité de l'air.

Polluants	Normes OMS (µg/m ³)	Normes Bénin (µg/m ³)
NO _x	40 à 50	100
SO ₂	50	80
CO	10	10
Plomb	< 0,25	2
PM10	20	100
Benzène	5	-

L'étude sur la qualité de l'air réalisée en 2000 s'est basée sur quelques mesures faites en 5 points de la ville de Cotonou, 2 points en centre-ville (carrefours Notre Dame et Saint Michel), un point dans une zone d'habitation à forte circulation et un point donnant la pollution de fond. Ces mesures ont donné les informations suivantes :

- pour le CO, les zones centrales donnent des valeurs de 16 à 18 mg/m³ en moyenne pour 8 heures (soit 20 ppm), et pour la zone de fond, 2 mg/m³ (soit 2,3 ppm);
- pour le NO_x, les concentrations maximums sont de 50 µg/m³ ;
- les concentrations en SO₂ et Ozone sont faibles ;
- les concentrations en Hydrocarbures sont fortes, mais difficilement mesurables.

En 2006, deux années après la mise en œuvre de la mesure d'exonération, le ministère de l'environnement a entrepris une série de mesures permettant d'avoir une vision globale de la pollution à Cotonou⁷. Les résultats obtenus en ce qui concerne les polluants caractéristiques se présentent comme suit :

- la pollution par le monoxyde de carbone (CO) est non décelable avec l'appareil utilisé (limite de détection de 1 ppm) dans les zones dites de fond, c'est à dire éloignées de la bordure immédiate de la voirie. Mais, à proximité de la voirie,

⁷ Cette série de mesure entre dans le cadre de la campagne par tubes passifs NO₂ et SO₂, puis mesures de particules et de CO.

ces valeurs peuvent monter à 5 ou 10 ppm, en fonction de la proximité des sources émettrices.

- la pollution par les oxydes d'azote (NO_x) est sensible avec une pointe marquée en centre ville, autour de 40 µg/m³ pour le NO₂, ce qui donnerait pour les NO_x une valeur au moins double de 80 µg/m³ ;
- la pollution par le SO₂ est restée très faible, avec quelques zones de pollution plus sensibles près du port et de la cimenterie ;
- la pollution par les poussières est la pollution principale avec des mesures de pointe et des mesures de fond dépassant largement les normes béninoises.

Comparativement aux mesures prises en 2000, les polluants atmosphériques ont connu une augmentation, notamment pour les NO_x qui sont passés d'une moyenne annuelle de 50 µg/m³ à 80 µg/m³, soit une augmentation de 62,5%.

Un an après, c'est-à-dire en 2007, une étude a été réalisée avec l'appui du programme « Clean Air Initiative » de la Banque Mondiale et a permis de faire le diagnostic suivant :

- la pollution par les oxydes d'azote (NO_x) est à des niveaux assez élevés, moyenne à 36,5µg/m³ et pointe à 90µg/m³ dans des zones de fort trafic ;
- la pollution par le dioxyde de soufre (SO₂) reste toujours très faible (inférieure à 10µg/m³) ;
- la pollution par les composés organiques volatils et en particulier le benzène est très préoccupante. On l'estime en effet à 30µg/m³. Il a été mentionné que cette valeur devrait être revue avec de nouvelles mesures sur une plus longue durée.
- la concentration moyenne annuelle en particules PM₁₀ a été estimée à 78µg/m³, avec des pointes journalières dépassant 300µg/m³.

A travers ses résultats, il faut souligner que les transports pèsent fortement dans le bilan des émissions de substances impliquées dans la pollution atmosphérique, particulièrement les transports routiers. De 2000 à 2007, le niveau des polluants atmosphériques a beaucoup évolué, et ceci malgré la mise en application à partir de 2004 de la mesure d'exonération prise par le gouvernement.

Conclusion partielle

La tendance actuelle des statistiques sur les autobus, minibus et autocars de toutes catégories à l'état neufs mis à la consommation laisse entrevoir que la mesure d'exonération n'a véritablement pas porté de fruit. On constate plutôt une réduction du nombre de véhicules à l'état neuf au profit du nombre de véhicules d'occasion et une élévation du niveau de quelques polluants atmosphériques. Les principales raisons liées à cet état de chose sont le coût élevé des véhicules et l'état des infrastructures routières dans le pays.

Toutefois, il faut souligner que l'ensemble des compagnies de transport en commun trouve que cette mesure d'exonération prise par le gouvernement est une bonne chose, car elle permet d'encourager les promoteurs à investir plus.

A travers tout ceci, on recommande alors au gouvernement la suppression de cette mesure d'exonération car elle n'a pas permis d'atteindre les objectifs escomptés. La mesure à elle seule ne suffit pas pour la promotion du transport en commun et la réduction des polluants atmosphériques. Elle peut toutefois contribuer si elle est accompagnée d'autres mesures de politiques publiques.

CHAPITRE 3 : IMPACT ECONOMIQUE DE LA MESURE D'EXONERATION RELATIVE AUX EQUIPEMENTS ET MATERIAUX DESTINES A LA CONSTRUCTION ET OU A LA RENOVATION DES STATIONS-SERVICE

Instaurée par la loi de finances 2007, la décision d'exonération des équipements et matériaux neufs importés ainsi que les matériaux locaux, destinés à la construction des stations-services, des stations-trottoir, des cuves à pétrole et à gasoil vise d'une part à promouvoir la création des stations trottoir en vue de supprimer ou à défaut, réduire la vente non formelle des produits pétroliers et d'autre part, à réduire les risques d'insécurité liés entre autres à la commercialisation, la distribution et le transport des produits pétroliers .

Cette mesure est reconduite chaque année et il s'avère nécessaire de voir si l'objectif visé est atteint.

L'atteinte ou non de cet objectif sera appréciée à travers deux approches. Dans la première, on analysera d'une part, l'évolution des importations des matériaux destinés à la construction ou à la rénovation des stations-service avant et après la prise de la mesure et d'autre part, l'installation des stations-service et stations trottoirs avant et après la prise de la mesure. Dans la deuxième approche, on utilisera une approche descriptible basée sur les résultats d'une enquête réalisée à cet effet par la CCSE en septembre 2012.

3.1.EVOLUTION DU MARCHE DES PRODUITS PETROLIERS AU BENIN

L'énergie en général et les hydrocarbures en particulier, occupe une importante place dans le développement de toute nation. Ainsi, les produits pétroliers à savoir : l'essence, le pétrole lampant et le gas-oil font aujourd'hui partie des produits de consommation de première nécessité. De ce fait, leur disponibilité en permanence pour la satisfaction des besoins sans cesse croissant des consommateurs doit constituer une préoccupation des gouvernants.

Face à l'essor des activités économiques, le développement de l'industrie et du transport et la poussée démographique, le Gouvernement a procédé en 1995, à la libéralisation du secteur des hydrocarbures, autrefois sous monopole de la Société Nationale de Commercialisation des Produits Pétroliers (SONACOP) qui est une société d'Etat. C'est ainsi que plusieurs sociétés privées, notamment, PRIDE PETROLEUM, ORYX-Bénin, SHELL SA, TOTAL-Bénin, SOLEN SA, ARICOCHER SUPER, TEXACO, ANOR PETROLEUM, RITIS PRETROLEUM, Bénin PETRO SA ont été autorisées à commercialiser les produits pétroliers et le gaz. Ces sociétés ont construit des stations-services à Cotonou et dans quelques grandes villes du pays.

En dépit de cette libéralisation et la disponibilité des produits pétroliers au niveau des stations-service, la proximité du Nigeria, pays producteur de pétrole a favorisé un développement du secteur informel des produits pétroliers qui est devenu au fil des ans, le secteur dominant. Ce secteur fournir à la population la grande majorité des besoins en hydrocarbure en raison de sa proximité et du prix pratiqué.

Mais, la vente de l'essence par le secteur informel a d'énormes conséquences aussi bien sur les populations, l'environnement mais aussi sur les finances publiques. En effet, les produits pétroliers sont exposés à chaque coin des rues et constituent des sources de pollution par excellence et des causes de plusieurs incendies mortels.

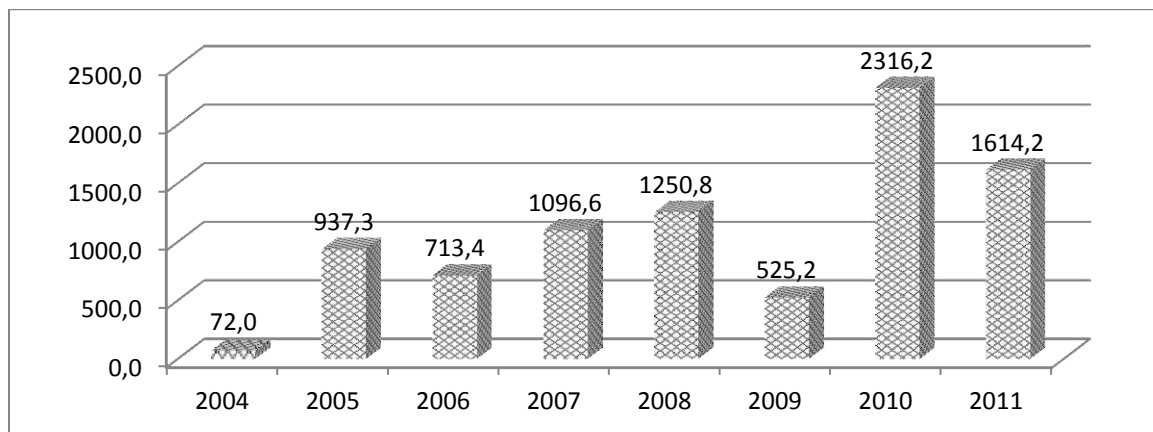
De même, l'informel avec ses prix relativement bas par rapport à ceux des stations-service contraint les sociétés régulièrement installées à la cessation de leurs activités en lien avec la mévente. Cet état de choses fait que l'Etat également perd d'importantes ressources fiscales.

3.2.IMPACT DE LA MESURE SUR L'IMPORTATION DES MATERIELS ET EQUIPEMENTS DESTINES AUX STATIONS-SERVICES ET CAMIONS CITERNES

L'évolution des statistiques mobilisées auprès de la Direction Générale des Douanes et Droits Indirects (DGDDI), en valeur, nous permet à priori de dire que la mesure a nourri l'engouement à l'importation des équipements destinés à la construction des stations-service depuis la prise de la mesure.

En effet, ces importations ont gardé une pente positive à partir de 2006 et ce, malgré la baisse enregistrée en 2009 et en 2011

Graphique 11: Evolution des importations d'équipements destinés à la construction des stations-services en millions FCFA

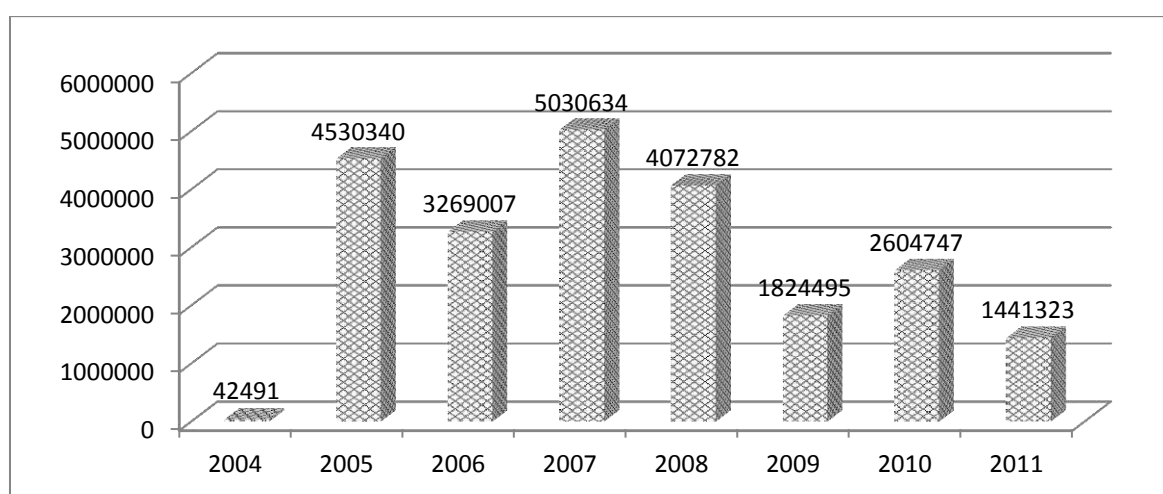


Source : DGDDI, 2012.

. Cependant, il faut souligner que les importations sur les trois années précédant la prise de la mesure ont une évolution erratique et à partir de l'année de la prise de la mesure ont gardé une pente positive. De plus, le niveau le plus bas des importations avant la prise de la mesure est très en deçà de leur niveau le plus bas après la prise de la mesure.

Ces mêmes statistiques en volume ont eu un comportement erratique sur toute la période. Cependant, le plus haut niveau des importations sur la période considérée s'est inscrit en 2007, ce qui laisse entrevoir un engouement autour de la mesure.

Graphique 12 : Evolution des importations d'équipements destinés à la construction des stations-services (en tonne)



Source : DGDDI, 2012

Ces données ne renseignent pas sur la nature précise des matériels et équipements importés. Les entreprises concernées sont essentiellement : CAB INDUSTRIE SARL, ANOR, ANOR BUSINESS CENTER SARL, BENIN PETROLEUM SERVICES, COBETAM, PETRODIS S.A, SARANABU, SOCIETE SOGEPI SARL, SOLEN OIL COMPANY, SONACOP. Leurs importations en valeur se présentent comme suit :

Tableau 3: Evolution des importations par société en millions FCFA

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
CAB INDUSTRIE SARL								53,4
ANOR BUSINESS CENTER SARL				23,7	45,4		16,5	
BENIN PETROLEUM SERVICES							1769	
COBETAM	60,8	29,9	33,9	6	37,1		43,8	
PETRODIS S.A							44,3	13,6
SARANABU	4,3	907,4	679,5	1030	823,3	376,2	53,6	40,7

SOCIETE SOGEPI SARL							16,6	
SOLEN OIL COMPANY	6,9			36,9	63	40,1	16,1	6,1
SONACOP					90		356,3	56,5
OCCASIONNEL					192	108,9		1443,9
Importations Totales	72	937,3	713,4	1096,6	1250,8	525,2	2316,2	1614,2

Source : DGDDI, 2012.

3.3.ANALYSE DE L'EVOLUTION DES STATIONS STATIONS-SERVICES, DES STATIONS TROTTOIRS ET MINI STATIONS

3.3.1. ANALYSE DES RAPPORTS D'INSPECTION DU MINISTERE DE L'ENERGIE

L'analyse des rapports d'inspection effectués par le Comité Technique chargé du contrôle et des inspections des dépôts d'hydrocarbures et des stations-service dans l'ensemble des départements du territoire national, en 2009 et 2011, nous ont permis de faire le constat suivant :

- ✓ le nombre de dépôts⁸ est en hausse ; il s'est établi à 8 en 2011 contre 4 en 2009. Cette augmentation du nombre de dépôts est essentiellement imputable à la SONACOP, à ORYX et à BPS.
- ✓ les stations-service sont également en évolution. Elles sont passées de 247 en 2009 pour s'établir à 264 en 2011. Ce constat n'est pas uniforme au niveau de tous les opérateurs. Ainsi, on a observé une hausse au niveau de certaines sociétés dont notamment : SONACOP, MRS, JNPSA, AIR SA, PETROLEUM, GASE, WAP.

Par ailleurs, d'autres sociétés ont disparu ou cédé à d'autres promoteurs, c'est le cas de TOTAL BENIN SA et Texaco qui ont été cédées à la société MRS.

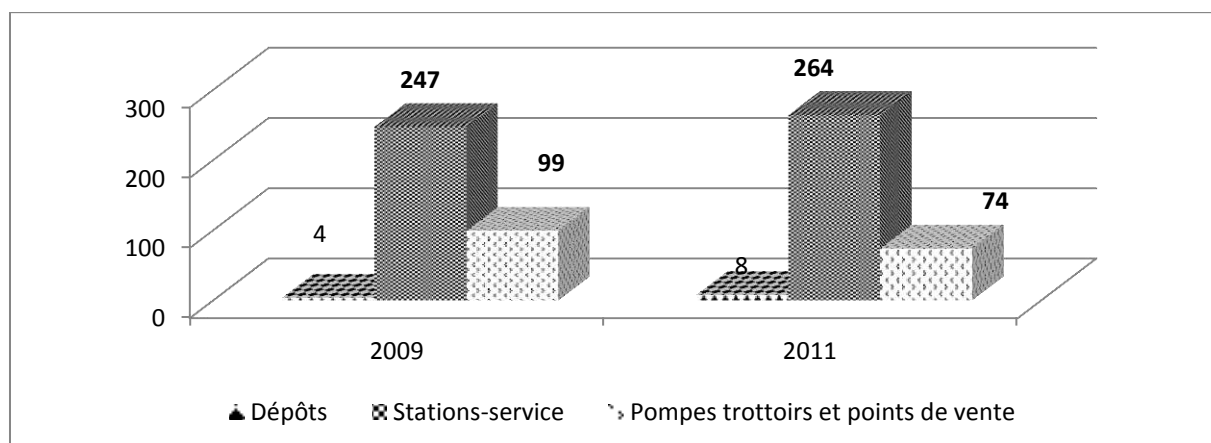
S'agissant des stations- trottoir et mini-stations, nous notons une baisse. En effet de 99 points de vente en 2009, ils sont passés à 74 points de vente en 2011. Cette évolution n'est pas identique au niveau de toutes les sociétés. Nous pouvons citer entre autres :

- ✓ les points de vente de la SONACOP sont passée de 37 en 2009 à 5 en 2011 ;
- ✓ ORYX a procédé à l'ouverture de deux (02) nouveaux points de vente.

Au total, le nombre d'infrastructures est passé de 350 en 2009 à 346 en 2011, soit une baisse de 1,2%.

⁸ Lieux de stockage des produits pétroliers

Graphique 13: Situation des infrastructures pétrolières en 2009 et en 2011



Source : DGDDI, 2012.

Pour conclure, ne serait-ce sur ces deux années (2009 et 2011) les dépôts et les stations-service ont connu une évolution. En revanche, les stations trottoirs ont régressé. Le manque de données sur la période avant la prise de la mesure au niveau de la Direction Générale de l'Energie ne permet pas d'appréhender la portée de la mesure.

3.3.2. ANALYSE MICROECONOMIQUE DE L'IMPACT DE LA MESURE D'EXONERATION RELATIVE AUX MATERIELS ET EQUIPEMENTS DESTINES AUX STATIONS-SERVICES ET CAMIONS CITERNES

L'approche microéconomique utilise les données obtenues par une enquête commanditée par la CCSE, en septembre 2012. Cette enquête couvre toute l'étendue du territoire national.

Le mode d'échantillonnage utilisé est celui dit de boule de neige. Il s'agissait à partir des premières sociétés identifiées de retrouver les autres directions de société.

Après apurement des données issues de l'enquête, on a pu obtenir un échantillon de travail constitué de dix-huit (18) sociétés de vente d'hydrocarbure et d'un (01) concessionnaire (RITIS PETROLEUM).

La méthode d'analyse adoptée repose sur l'analyse descriptive et le calcul des Odds ratio déterminés chaque fois à partir d'un tableau de contingence obtenu par combinaison de quelques variables jugées pertinentes.

Les Odds Ratios nous renseignent sur la propension, de certains opérateurs économiques, à agir d'une façon donnée par rapport à d'autres. Le Ratio Odds est obtenu de la façon suivante :

$$OR = \frac{\frac{p_1}{1-p_1}}{\frac{p_0}{1-p_0}}$$

P_1 est la probabilité d'importer sachant que la société a connaissance de la mesure, et

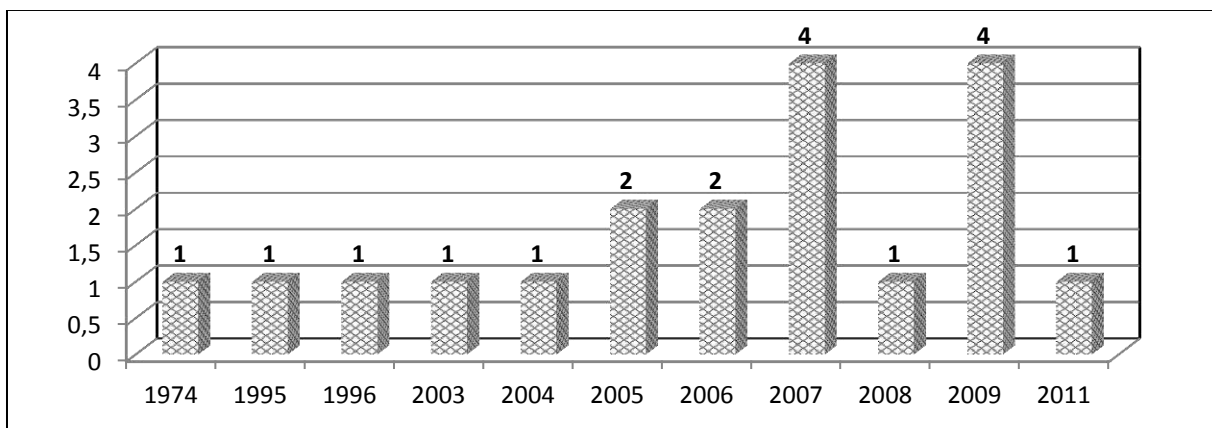
P_0 la probabilité d'importer sachant que la société n'a pas connaissance de l'existence de la mesure.

- **Evolution de l'installation des sociétés enquêtées**

Sur la base des données de l'enquête un nombre important de sociétés se sont installées sur la période 2007 - 2011 comparativement à la période 1974 - 2006. Sous réserve des sociétés qui ont fermées leurs portes, on peut à priori affirmer que suite à la prise de la mesure d'exonération grand nombre de sociétés se sont installées dans le secteur. Il s'agit :

- ✓ en 2007 de : JNP SA, SYLFREC Petroleum, SIDEPE, Petroleum SA ;
- ✓ en 2008 de SMP Mondiale des Pétroles ;
- ✓ en 2009 de EAO Dallas, Moquas Sarl, Petrodis, MRS ;
- ✓ en 2011 de KAE.

Graphique 14 : Evolution de l'installation des sociétés d'hydrocarbure



Source : Enquête CCSE, septembre 2012

- **Connaissance de la mesure d'exonération par les promoteurs**

Afin d'appréhender l'impact de la mesure d'exonération sur le développement du secteur formel de la vente des hydrocarbures, il serait important de s'assurer que les promoteurs installés dans ledit secteur ont connaissance de ladite mesure. On a donc posé au représentant des sociétés la question suivante : Connaissez-vous la mesure d'exonération relative aux matériaux neufs importés ainsi qu'aux matériaux locaux destinés à la construction et ou à la

rénovation des stations-service, des stations trottoirs, des cuves a pétrole et à gasoil, aux camions citernes importés neufs et destinés à la distribution des produits pétroliers?

La majorité des entreprises enquêtées ont connaissance de la mesure d'exonération. En effet, 17 sociétés sur 19 (soit 89,5%) ont connaissance de ladite mesure contre 2 (soit 10,5%). Les sociétés qui n'ont pas connaissance de la mesure sont : l'Africaine des Pétroles (créée en 2004) et SYLFREC Petroleum (créé en 2007).

- **Impact de la connaissance de la mesure sur la propension à importer**

Il s'agira de voir si le fait d'avoir connaissance de l'existence de la mesure influence l'importation desdits matériels.

Sur l'ensemble des dix-neuf (19) sociétés enquêtées et exerçants encore, seules l'Africaine des Pétroles (installée en 2004) et SYLFREC Petroleum (installée en 2007) disent n'avoir pas connaissance de la mesure d'exonération.

Tableau 4: Effet de la connaissance de la mesure sur la propension à importer

		Avez-vous importé dans le cadre de la mesure		Total
		Oui	Non	
Connaissez-vous la mesure d'exonération	Oui	12	5	17
	Non	0	2	2
Total		12	7	19

Source : Enquête CCSE, septembre 2012

$P_1 = \text{Prob} (q_{11}=\text{Oui}/q_1=\text{Oui}) = 12/17 = 0,70588$: la probabilité d'importer sachant que la société a connaissance de la mesure.

$P_0 = \text{Prob} (q_{11}=\text{Oui}/q_1=\text{Non}) = 0/2 = 0$: la probabilité d'importer sachant que la société n'a pas connaissance de l'existence de la mesure.

La probabilité d'importer les matériels et équipements conditionnellement au fait d'être informé de la mesure étant nulle, on peut donc dire que la propension d'importer les matériels est infiniment plus grande chez les sociétés qui ont connaissance de la mesure que celles qui n'en ont pas.

- **Effet de la mesure sur l'installation de nouveaux points de vente**

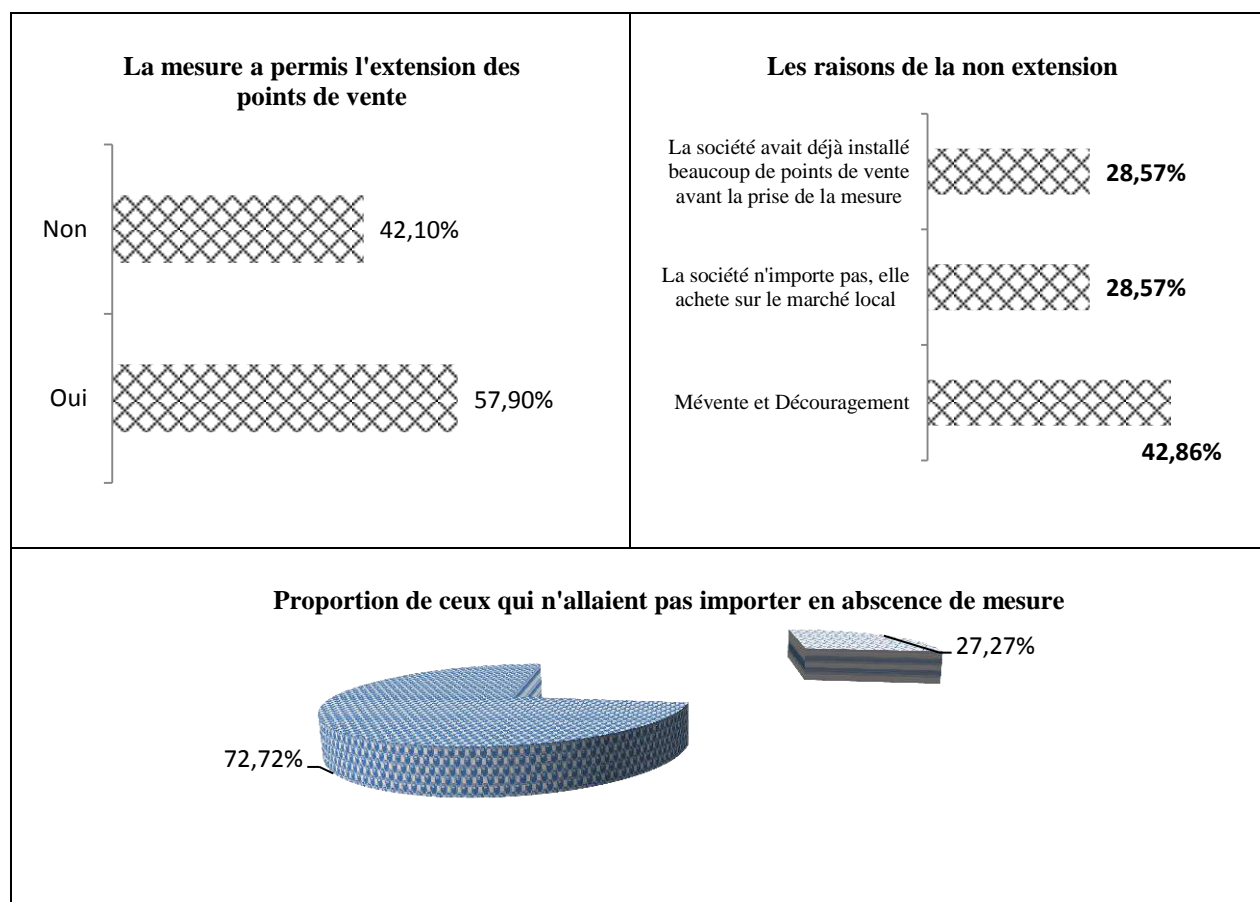
Il s'agira ici de voir si, selon les opérateurs questionnés, la mesure a influencé leur volonté d'extension. La question qui leur a été posée est la suivante : La mesure vous a-t-elle permis d'installer de nouveaux points de vente ?

La mesure d'exonération a influencé la volonté d'extension des points de vente des sociétés du secteur des hydrocarbures. En effet, 11 sociétés sur 19, soit 57,9%, disent que la mesure leur a favorisé l'installation de nouveaux points de vente contre 8 (soit 42,1%).

En effet, les raisons évoquées, par les sociétés qui ont trouvé que ladite mesure n'a aucunement motivé leur volonté d'extension, sont divergentes : 28,57% des entreprises (soit 2 sur 7) ont dit avoir déjà installé beaucoup de points de vente avant la prise de la mesure, la même proportion d'entreprises dit n'avoir pas bénéficié de la mesure parce qu'elle se font fournir sur le marché local (donc déjà importé par un concessionnaire), et 42,86% (soit 3 sur 7) des entreprises n'a pas procédé à l'extension pour cause de mévente et de découragement.

Parmi les 11 sociétés qui trouvent que la mesure a facilité l'extension de leurs points de vente 8 d'entre elles (soit 72,72%) pense qu'elles n'allaient pas pouvoir effectuer cette extension en absence de la mesure contre 3 (soit 27,27%).

Graphique 15: Effet de la mesure sur l'installation de nouveaux points de vente



Source : Enquête CCSE, septembre 2012

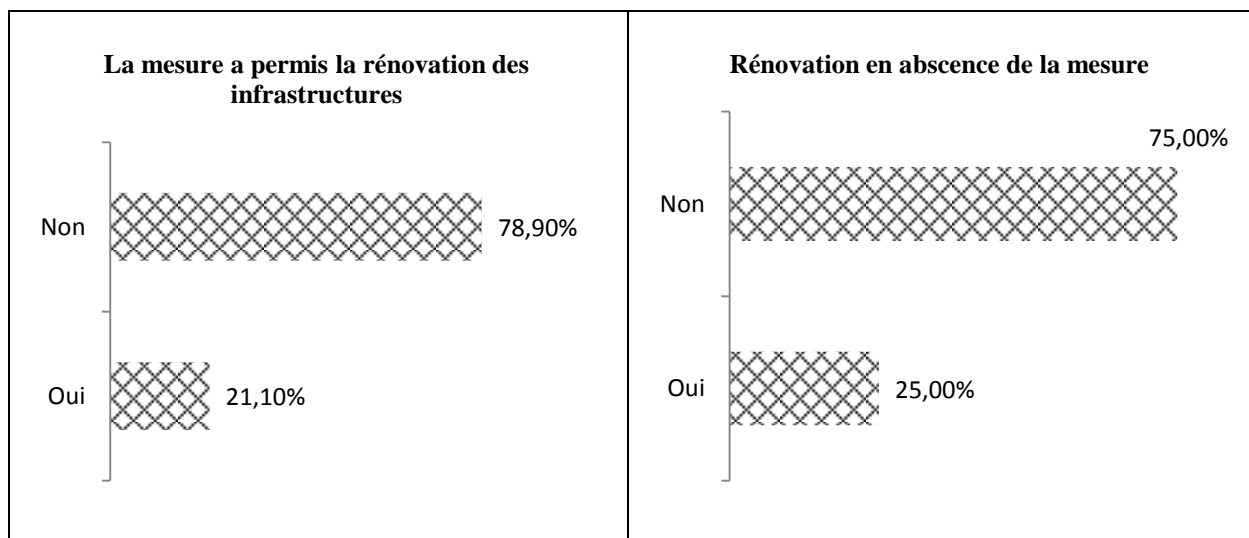
- **Effet de la mesure sur la rénovation des infrastructures existantes**

Le sujet dont il est question ici est de voir si la mesure a influencé la volonté de rénovation des infrastructures. La question posée est de savoir si la mesure a permis de rénover des infrastructures existantes ?

La mesure n'a pas permis de rénover les infrastructures existantes puisque 15 entreprises sur 19 (soit 78,9%) ont trouvé que la mesure n'a pas contribué à rénover leurs infrastructures contre 4 (soit 21,1%).

Parmi les quatre (04) sociétés qui ont dit que la mesure d'exonération leur a favorisé la rénovation de leurs infrastructures, 75,0% avouent que sans ladite mesure elles n'auraient rénové leurs infrastructures.

Graphique 16: Effet de la mesure sur la rénovation des infrastructures existantes



Source : Enquête CCSE, septembre 2012

En définitive, pour la majorité des entreprises intervenant dans le formel et informées de la mesure, cette dernière a favorisé l'extension des points de vente depuis 2007.

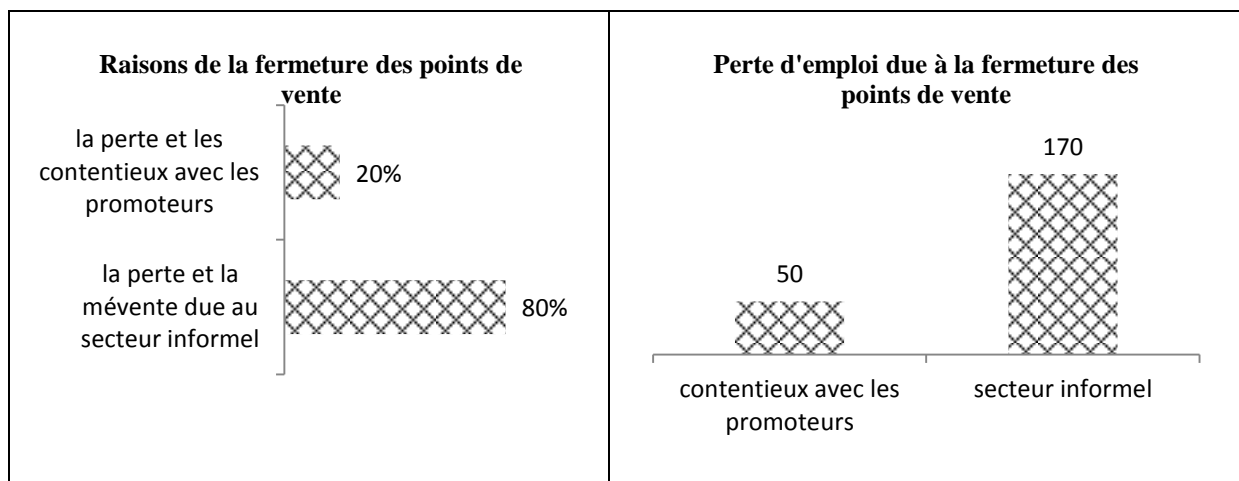
Cependant, la situation n'est pas reluisante. A cet effet, les entreprises ont-elles fermé certains points de vente ? Les pertes d'emploi ont-elles été enregistrées ? Et quelles en sont les raisons ?

- **Fermeture des points de ventes enregistrés et des pertes en termes d'emploi**

Sur l'ensemble des sociétés enquêtées 72,2% (soit 13 sur 18) affirment ne pas avoir fermé leurs points de vente contre 27,8% (soit 5 sur 18). En revanche, pour celles qui ont fermé quelques points de vente, les raisons sont multiples et le nombre en termes de pertes d'emploi depuis leur installation est peu important.

En effet, 170 emplois ont été perdus pour raison de mévente et de pertes enregistrée dues au secteur informel ; et 50 emplois ont été supprimés suite aux contentieux avec les promoteurs.

Graphique 17 : Raisons de la fermeture des points de ventes enregistrés et des pertes en termes d'emploi



Source : Enquête CCSE, septembre 2012

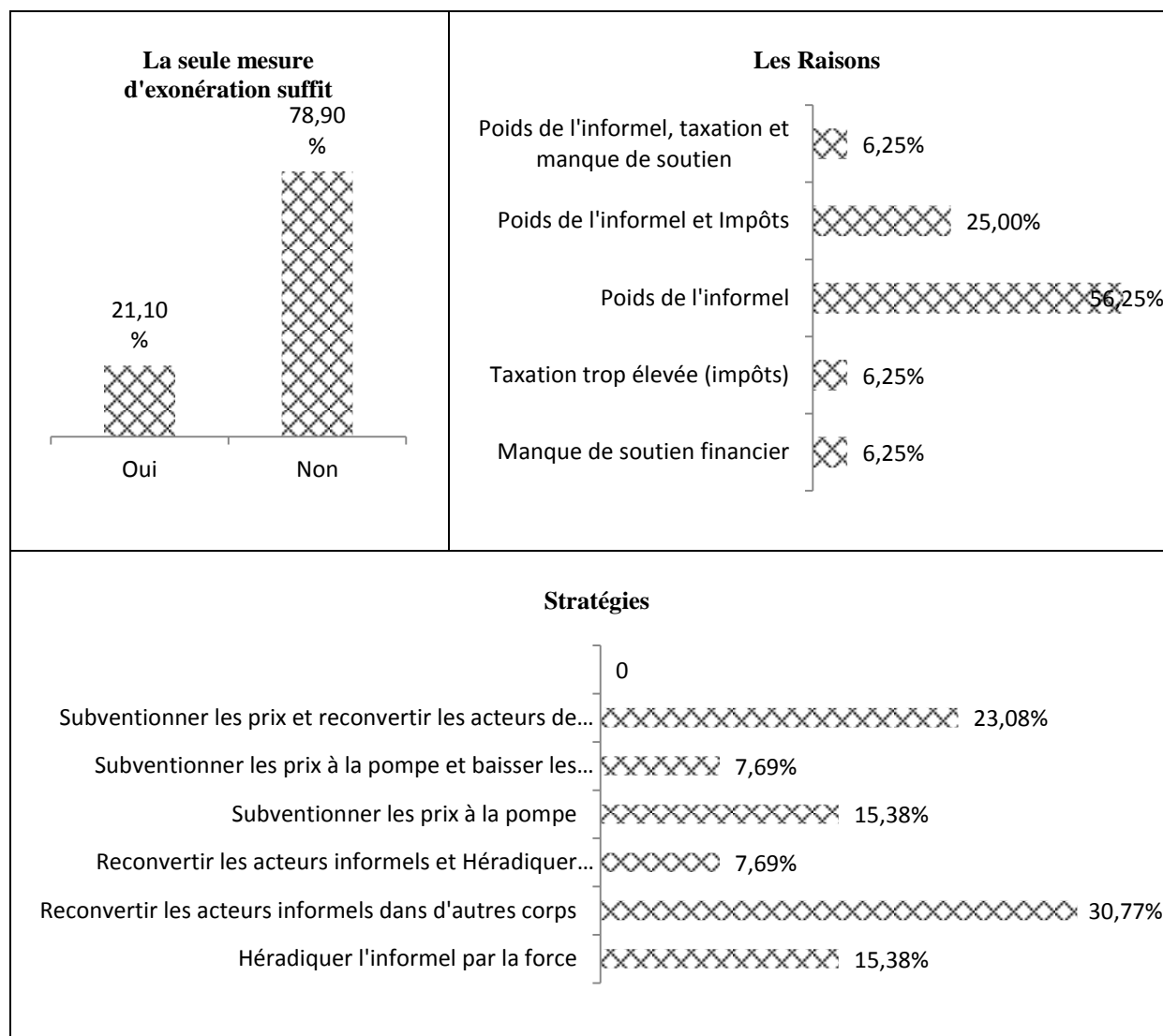
Etant donné que cette mesure a favorisé l'installation de nouvelles stations, il s'avère indispensable de savoir si la mesure à elle seule suffit pour promouvoir le secteur formel des hydrocarbures au détriment du secteur informel ?

Cette mesure étant reconduite chaque année dans la Loi de Finances depuis 2007, on a trouvé nécessaire de prendre l'avis des promoteurs concernés relatif à la pertinence ou non de la seule mesure dans le but de développer le secteur formel de la vente des hydrocarbures.

A ce propos, 78,9% des promoteurs pensent que la seule mesure d'exonération ne suffit pas. En ce qui concerne les raisons, elles sont divergentes : 56,25% affirment que la seule difficulté qui empêche le secteur formel de clore est le poids import du secteur informel qui ne fait qu'accroître, 25% pense que les raisons sont imputables à la fois à la taxation très élevée de l'Etat et le poids de l'informel.

Pour les stratégies proposées en vue de promouvoir le secteur formel des hydrocarbures, 30,77% des promoteurs affirment que l'Etat doit procéder à la reconversion des acteurs de l'informel. Plus de 23% déclarent en plus qu'il faut que l'Etat subventionne les prix à la pompe et 15,38% des promoteurs expriment que la subvention des prix à la pompe devrait suffire.

Graphique 18 : Insuffisance de la mesure, raisons et stratégies



Source : Enquête CCSE, septembre 2012

- **Action de la CONAMIP et reconduction de la mesure d'exonération**

La CONAMIP est la structure chargée de la lutte contre la vente illicite de l'essence frelatée.

Plus de la moitié des promoteurs des stations-service confirment que le Gouvernement devrait rendre plus active l'action de cette structure afin de lutter efficacement contre l'informel, soit 57,9%.

En revanche, 42,1% confient que le renforcement des actions de ladite structure est inutile. Et pour raisons : la CONAMIP n'a pas eu à sensibiliser, elle a usé de trop de force ; l'Etat doit plus sécuriser les frontières et lutter contre l'informel, réduire la corruption dans le secteur douanier et augmenter les subventions pour les sociétés exerçant dans le formel.

Cependant, l'ensemble des promoteurs prônent pour une reconduction de la mesure d'exonération. Mais en plus, comme suggestion, ils proposent pour d'aucun, que l'Etat doit subventionner d'avantage les promoteurs de stations-service et taxer les vendeurs illicites installés dans l'informel ou lutter pour l'éradication complète de ces derniers. Pour d'autres, l'Etat doit baisser les taxes appliquées aux promoteurs légalement installés de sorte à arrimer les prix dans les deux secteurs (formel et informel).

Conclusion partielle

La mesure relative aux équipements et matériaux neufs importés ainsi qu'aux matériaux locaux destinés à la construction et ou à la rénovation des stations-service, des stations trottoir, des cuves à pétrole et à gasoil, aux camions citernes importés neufs et destinés à la distribution des produits pétroliers, a permis l'installation de nouveaux points de vente ; mais très peu d'opérateurs ont rénové leurs stations et le prix du « kpayo » n'a également pas chuté.

A cet effet, les solutions préconisées par la plupart des acteurs du secteur formel sont notamment : (i) les démantèlements de force de tous les réseaux de commercialisation de l'essence frelaté ; (ii) des sanctions allant jusqu'à l'emprisonnement ferme et (iii) le soutien financier des structures formelles. Les raisons énumérées sont entre autres : la concurrence déloyale de l'informel au niveau des prix, le service de proximité et le nombre d'acteurs mobilités.

Toutefois, il faut remarquer que le véritable problème lié à la vente des hydrocarbures au Bénin est le prix pratiqué par les acteurs du secteur informel. Ainsi, pour lutter efficacement contre ce problème il urge de mener des politiques visant à rendre compétitif le prix pratiqué par les opérateurs installés dans le formel. De plus, on pourrait réunir tous les acteurs de l'informel en vue de proposer des stratégies de formalisation de leur activité.

En définitive, nous préconisons que cette mesure d'exonération soit reconduite et que l'accent soit mis certaines mesures d'accompagnement telles que :

- ✓ **subventionner d'avantage les promoteurs de stations-service ;**
- ✓ **taxer les vendeurs illicitement installés dans l'informel ; et**
- ✓ **lutter pour l'éradication complète de ces derniers à travers des actions concrètes.**

CHAPITRE 4 : IMPACT ECONOMIQUE DES EXONERATIONS DES PRODUITS DESTINES A L'ALIMENTATION DU BETAIL ET DE LA VOLAILLE

La loi de finances 2009 en son article 7, a décidé de l'exonération des droits et taxes d'entrée et de la TVA sur l'importation, la production ou la vente des produits destinés à l'alimentation du bétail et de la volaille, en République du Bénin. L'objectif visé par cette mesure est d'encourager la production locale de viande à travers la disponibilité des produits d'alimentation du bétail et de la volaille. La mesure vise par ailleurs, à assurer une production à moindre coût et à rendre plus compétitif la production locale de viande.

L'évaluation de l'effet de cette mesure sur l'activité économique doit nous permettre de savoir si :

- (i) elle a permis de rendre disponible les produits destinés à l'alimentation des volailles et du bétail ;
- (ii) elle permet aux promoteurs de produire à moindre coût ;
- (iii) elle rend plus compétitif la production locale par rapport aux produits importés.

L'analyse de l'importance des importations (valeur et volume) des produits cibles nous permettra de vérifier si la mesure les a rendus disponibles. La collecte de données réalisée auprès des promoteurs de fermes et des ménages a permis d'apprécier la réduction de coût de production en liaison avec la mesure de même que la compétitivité de la production locale par rapport aux produits importés. L'analyse de l'évolution du nombre de fermes avicoles et de la production nationale de viande seront mises à contribution afin de mieux apprécier l'atteinte des objectifs escomptés.

Les produits destinés à l'alimentation du bétail et de la volaille sont de deux types. Il y a les aliments de grandes consommations (maïs, manioc, soja, etc.), et les compléments alimentaires qui regroupent essentiellement les tourteaux de soja, les minéraux, les vitamines, les provitamines, les concentrés, les prémixes et la farine de poisson.

Toute action visant donc à améliorer le rendement de la production ou à faciliter, l'importation et la commercialisation des cultures vivrières susmentionnées, affecterait indirectement la production de viande dans notre pays.

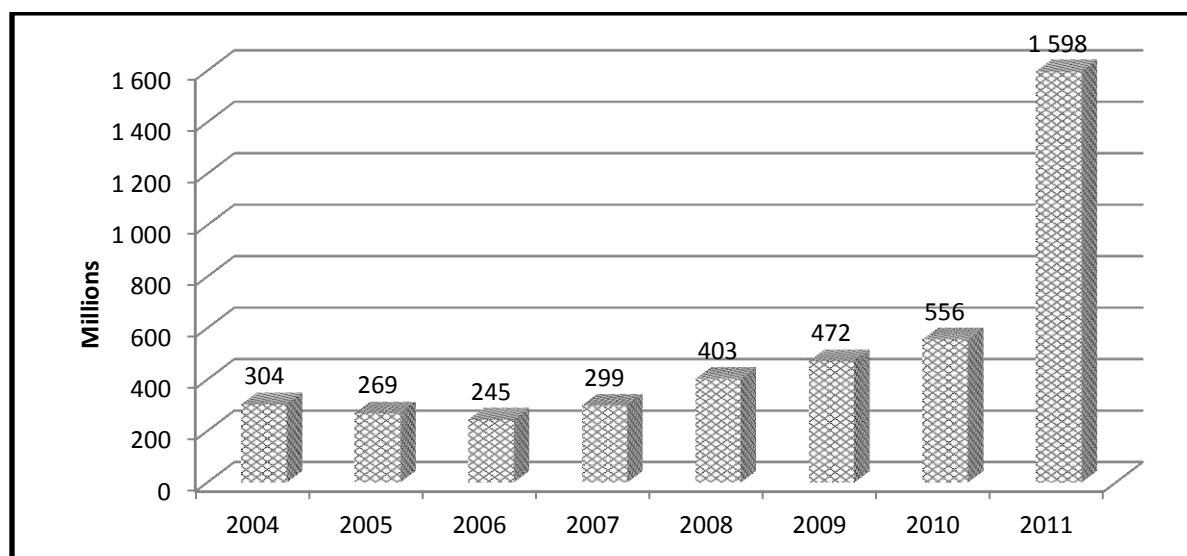
Compte tenu des objectifs visés par cette mesure d'exonération, nous distinguons des bénéficiaires directs et indirects. En effet, les producteurs et les fabricants d'aliments sont les bénéficiaires directs de la mesure mais le consommateur final représente le bénéficiaire indirect.

5.1. IMPORTATIONS DES PRODUITS ALIMENTAIRES POUR BETAIL ET VOLAILLES

Les importations de produits alimentaires pour le bétail et la volaille, après avoir enregistré une baisse en passant de 304,2 millions FCFA en 2004 pour atteindre 244,7 millions FCFA en 2006, se sont ensuite inscrites dans une tendance haussière à partir de 2007 jusqu'en 2011 où on enregistre une valeur très importante.

Le niveau atteint en 2009, année de prise de la mesure d'exonération, soit 472,03 millions FCFA en hausse de 17% par rapport à 2008 et celui des années 2010 et 2011 témoignerait de ce qu'elle a favorisé une importation importante (volume) des produits cibles ou d'un effet de hausse des prix à l'importation.

Graphique 19 : Evolution des importations en valeurs des aliments pour bétails et volailles en millions FCFA



Source : DGDDI, septembre 2012

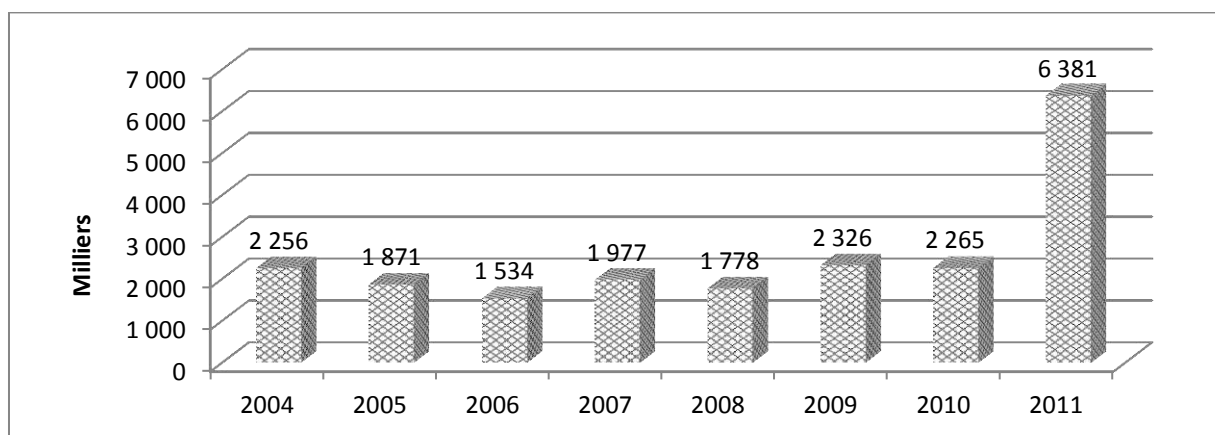
S'agissant des importations en volume, elles ont connu une évolution relativement stable de 2004 à 2010. En effet, les importations sont passées de 2256 en 2004 à 2265 en 2010. On constate que les importations ont atteint depuis 2009, des niveaux jamais obtenus de par le passé. En effet, les importations de 2011 s'élèvent à 6381 milliers de Kg. Cette situation se justifie par le fait que beaucoup d'autres sociétés importent désormais les produits cibles. L'analyse de l'évolution de la part des importations de chacune des sociétés permet de remarquer qu'en moyenne avant la prise de la mesure, près de 75% des importations étaient assurées par les sociétés Terre & Associé, et VETO. Cette tendance s'est amoindrie à partir de 2010. En effet, elles ont importé environ 21% du total des importations courant la même

année. On constate après 2009 que de nouvelles sociétés telles que FLUDOR⁹ et Groupe VETO ont importé en grande quantité les produits concernés. Le groupe VETO a importé pour la consommation des animaux environ 43% du total des importations en 2011 contre 57% en 2010.

Cette mesure a engendré un accroissement de 48%. Cet accroissement est obtenu à partir de la variation relative entre les plus petites importations en volume enregistrées avant et après la prise de la mesure d'exonération.

On se rend compte que la mesure a contribué à une importation des produits destinés à l'alimentation du bétail et de la volaille.

Graphique 20 : Evolution des importations en volume des aliments pour bétails et volailles en Milliers de Kg



Source : DGDDI, septembre 2012

5.2.ANALYSE DE L'EVOLUTION DE LA PRODUCTION DE VIANDE ET DE L'IMPORTATION DE VIANDE

L'évolution de la production de la viande sera appréciée à travers l'effectif national de bétail et de la volaille.

Les bétails regroupent les bovins, les ovins et les caprins. Les volailles sont constituées de la volaille moderne et de celle traditionnelle.

Le cheptel de bétail a connu de 2006 à 2011 une tendance haussière. En effet, il est passé de 3 979 308 en 2006 à 4 523 000 en 2011. Soit un accroissement moyen annuel de 2,6%. Toutefois, ces statistiques souffrent selon les techniciens de la Direction de l'Elevage d'exhaustivité compte tenu de ce que beaucoup de bétails ne sont pas mis en enclos afin de

⁹ Sur la période de l'étude, FLUDOR a importé uniquement en 2011 et les produits concernés sont exclusivement les tourteaux de soja. Ce produit est certainement utilisé dans la production des huiles végétales. Ces importations sont évaluées à 46% du total.

permettre un dénombrement aisé. Il y a alors une difficulté majeure liée à la collecte des informations liées à ces animaux.

Tableau 5: Evolution de l'effectif du bétail et de la volaille de 2006 à 2011.

	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Bétaux	3 979 308	4 086 700	4 204 438	4 315 000	4 418 000	4 523 000
Volailles	14 000 000	14 500 000	15 000 000	15 500 000	15 900 000	16 416 000

Source : DE/MAEP, septembre 2012

On assiste à un phénomène similaire au niveau de la volaille en ce qui concerne l'évolution de l'effectif national. En effet, l'effectif des volailles est passé de 14 000 000 en 2006 à 16 416 000 en 2011, soit un accroissement de 17%.

En définitive, le cheptel de bétail et de la volaille ont connu une évolution croissante sur la période. Il faut souligner que ces statistiques pourraient être améliorées s'il n'y avait pas eu les inondations de 2008 qui ont engendré une perte importante au niveau des animaux.

Tableau 6: Evolution de la production de viande entre 2007 et 2010

Espèce	Quantités (en Tonne)				Variation		
	2007	2008	2009	2010	07-08	08-09	09-10
Viande bovine	31 569	32 385	33 218	34 085	2,58%	2,57%	2,61%
Viande ovine / caprine	7 091	7 245	7 405	2 365	2,17%	2,21%	-68,06%
Viande porcine	3 924	4 097	4 248	4 416	4,41%	3,69%	3,95%
Viande de volaille traditionnelle	9 396	9 678	10 016	10 335	3,00%	3,49%	3,18%
Viande de volaille moderne	750	773	900	975	3,07%	16,43%	8,33%
Viande de lapin	1500	1545	1562	1875	3,00%	1,10%	20,04%
Aulacode	624	643	624	624	3,04%	-2,95%	0,00%
Total viande (toutes espèces)	54 854	56 366	57 973	59 878	2,76%	2,85%	3,29%
Production de lait bovin (en millier de litres)	89321,7	91630,5	93987,4	99334	2,58%	2,57%	5,69%
Production d'œufs	8 913	9 072	11 104	9 850,56	1,78%	22,40%	-11,29%

Source : DE/MAEP

La production de la viande, toute espèce confondue a connu une nette ascension courant les quatre premières années précédant la mesure avant de connaître une chute en 2011.

Nous pouvons donc affirmer que la mesure d'exonération a permis une augmentation non moins importante de la production de viande car l'accroissement moyen obtenu avant la prise de la mesure (2,76%) comparé à celui d'après (3,1%) est meilleur. La différence entre les accroissements observés peut être attribuée à la mesure d'exonération en supposant que toute chose restant égale par ailleurs que l'accroissement moyen du passé serait réalisé.

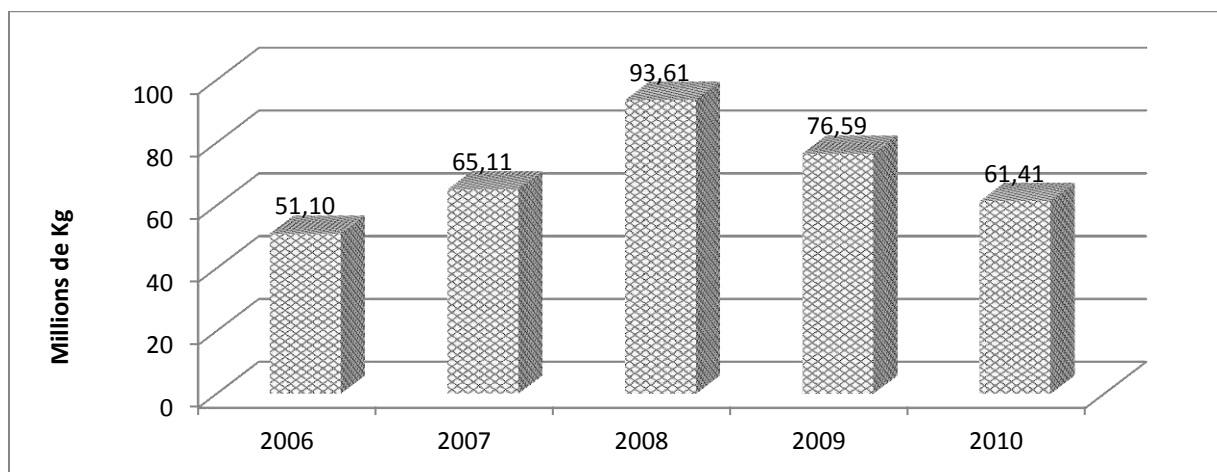
L'élevage n'est pas destiné exclusivement à la production de viande. Il y a les autres dérivés comme le lait et les œufs. Ainsi, la production du lait a connu une évolution à la hausse entre 2007 et 2011. La croissance moyenne au cours de cette période est d'environ 3,4%.

S'agissant de la production des œufs, elle s'est inscrite en hausse sur la période 2007-2009 avant d'enregistrer un fléchissement en 2010.

Quant aux importations de viande effectivement mise en consommation, elles sont passées de 51100 tonnes en 2006 pour atteindre une valeur maximale de 93600 tonnes en 2008, soit un accroissement de plus de 80%. A partir de 2009, elles se sont inscrites en baisse pour ressortir à 61400 tonnes en 2010.

La baisse consécutive observée dans l'importation de la viande à partir de la prise de la mesure d'exonération, laisse présager d'un impact positif quant à la mise en œuvre de la mesure. Elle montre en réalité que les importations destinées à la mise consommation sont peu à peu maîtrisées. Cette tendance baissière constatée dénote de l'existence d'un marché d'écoulement pour ces produits d'élevage moderne.

Graphique 21 : Evolution des importations de viandes mises à la consommation.



Source : INSAE 2012

5.3.IMPACT DE LA MESURE SUR LES BENEFICIAIRES

S'agissant de bénéficiaires directs de la mesure, on distingue les exploitants de ferme avicole et les producteurs d'aliments de bétail et de volailles. Certaines bénéficiaires se retrouvent des deux côtés, c'est-à-dire qu'ils importent pour leur propre activité et fournissent également aux petits producteurs, il s'agit : de Jefe Nutrition, Projet Songhaï, Poussin du roi, Ottola & Company.

En dehors de ces quatre exploitants avicoles, on retrouve dans le groupe des importateurs et promoteurs de fermes, Agrisatch et parmi les producteurs d'aliments pour bétail et volailles, on enregistre Terre et associé Bénin ; Mono grain ; Provendérie la qualité ; La Patience ; Veto plus.

Selon les recensements réalisés en 2007 et 2010 par la Direction de l'Elevage, on a dénombré respectivement 387 et 410 exploitations avicoles sur toute l'étendue du territoire national. On observe donc un accroissement estimé à 6,0% en l'espace de 3 ans. On pourrait affirmer que la rentabilité du secteur combinée avec l'effet de la mesure d'exonération serait à la base de cet accroissement, ce qui serait certainement en liaison avec la baisse des charges d'exploitation. Ainsi, pour mieux apprécier cet état de chose au niveau des promoteurs de fermes, une collecte de donnée a été initiée par la CCSE pour mieux apprécier l'impact de la mesure par le biais des bénéficiaires eux même. Au total, soixante-trois (63) unités de production avicoles et de bétails ont été enquêtées.

Outre les bénéficiaires directs, les ménages qui sont les bénéficiaires indirects ont été approchés. La collecte a été effectuée dans certaines communes des départements du Littoral, de l'Atlantique, du Borgou, de l'Ouémé, du Plateau, du Mono, du Couffo et du Zou. Ainsi les communes telles que Cotonou ; Porto-Novo ; Ouidah ; Parakou ; Sakété ; Lokossa ; Aplahoué ; Tori ; Abomey et Bohicon ont été parcourues.

Un échantillonnage raisonné est opéré pour choisir la taille des échantillons à enquêter par département et par commune. Les unités enquêtées sont choisies de façon aléatoire dans les localités concernées.

C'est ainsi que quatre cent quatre-vingt-quatorze (494) ménages ont été visités sur cinq cent attendus.

5.3.1. ANALYSE DE L'ACTIVITE PRINCIPALE DES FERMES

La grande majorité des promoteurs de fermes interviewés ont créé leurs unités de production avicoles avant 2006. Il apparaît que près de huit (08) fermes sur dix (10) sont créées avant la

prise de la mesure d'exonération relative à l'importation ou la vente des produits alimentaires rentrant dans le cadre de l'alimentation des bétails et de la volaille, ce qui est normal car la mesure ne date que de trois ans. Le nombre de fermes créées entre 2006 et 2008 est supérieur à celui de la période allant de 2009 à 2011 sur l'échantillon.

Tableau 7: Année de création des entreprises

Année de création des fermes	Avant 2000	2000-2005	2006-2008	2009-2011
Proportion	27%	36,5%	19%	17,6%

Source: Résultats d'enquête CCSE septembre 2012

Les activités principales des promoteurs rencontrés regroupent l'élevage, la vente de bétail, de la volaille et des aliments. Près de six (06) fermes sur dix (10) visitées élèvent et vendent de la volaille contre environ deux (02) sur dix (10) pour celles qui produisent pour la vente exclusivement de bétail.

Tableau 8: Activité principale des entreprises

Activité Principale	Proportion
Elevage et vente de la volaille	58,7%
Elevage et vente de bétail	19,0%
Elevage, vente de la volaille et de bétail	12,7%
Vente d'aliments	3,2%
Elevage et vente de volaille et d'aliment	4,8%
Elevage, vente de la volaille et de bétail d'aliments	1,6%

Source: Résultat d'enquête CCSE septembre 2012

Les fermes sont bien connues des populations. Selon les données d'enquêtes, sept (07) ménages sur dix (10) ont déclaré avoir connaissance de fermes d'élevage implantés dans leur localité.

5.3.2. CONNAISSANCE DE LA MESURE D'EXONERATION PAR LES PROMOTEURS ET EVOLUTION DES PRIX DES PRODUITS DU BETAIL ET DE LA VOLAILLE PRATIQUES

La grande majorité des promoteurs de fermes ne sont pas au courant de la mesure d'exonération. En effet, 87,3% des enquêtés déclarent ne pas être informé de l'existence

d'une telle mesure d'exonération. Ce taux constaté est en majeure partie dû à l'inexistence de politique de vulgarisation conséquente autour de cette mesure d'exonération.

Aussi, faudrait-il souligner que parmi les 12,7% des promoteurs de fermes qui affirment être informé de la mesure, 63% ont installé leur unité de production avicole à cause de cette mesure. Cet état de chose permet d'appréhender ce qui serait arrivé s'il y avait une vulgarisation autour de la mesure, on aurait des scores plus appréciables. Dans ces conditions, seulement ceux qui ont répondu avoir été informé de cette mesure d'exonération, pourront apprécier l'évolution de leurs activités en liaison avec la mesure.

En considérant les fermiers qui connaissent la mesure d'exonération, 37,5% estiment que la mesure a contribué à la diversification de leur production. 75% affirment qu'ils ont constaté un accroissement de leur production, contre 25% pour la réduction de leur charge d'exploitation. L'accroissement moyen de production obtenu est évalué à 20,5%. Le facteur expliquant l'accroissement observé est essentiellement l'augmentation de la demande des volailles et du bétail. En ce qui concerne la réduction de charge constatée, ils estiment avoir senti une réduction d'au plus 30%.

Les prix d'achat moyens des produits de volaille ont évolué en général à la hausse sur les périodes 2006-2008, 2009-2010 et 2010-2012. En effet, le prix d'achat moyen d'un poulet chair est passé de 1825 FCFA courant 2006-2008 à 2 150 FCFA entre 2009 et 2010 pour s'établir à environ 2 500 FCFA entre 2010 et 2012.

S'agissant du prix d'achat moyen du plateau d'œufs, il est évalué à 1 650 FCFA entre 2006-2008. En 2012, le plateau d'œuf se vend auprès des promoteurs à 1 975 FCFA.

Par ailleurs, un rapprochement des prix de cession des volailles d'élevage moderne et de celles traditionnelles auprès des ménages a permis de constater que le prix de cession de la volaille d'élevage moderne est inférieur à celui d'élevage traditionnel. Ce point de vue est approuvé par près de 60% des ménages.

Les prix de vente des bétails ont connu une tendance similaire à celle des prix de vente des produits de la volaille. On constate en ce qui concerne les bovins, qu'il a connu un accroissement d'environ 43% entre 2006 et 2012. En effet, selon les éleveurs des bovins, ils coûtaient en moyenne 271 250 FCFA courant 2006-2008 et est estimé à 387 500 FCFA entre 2010 et 2012.

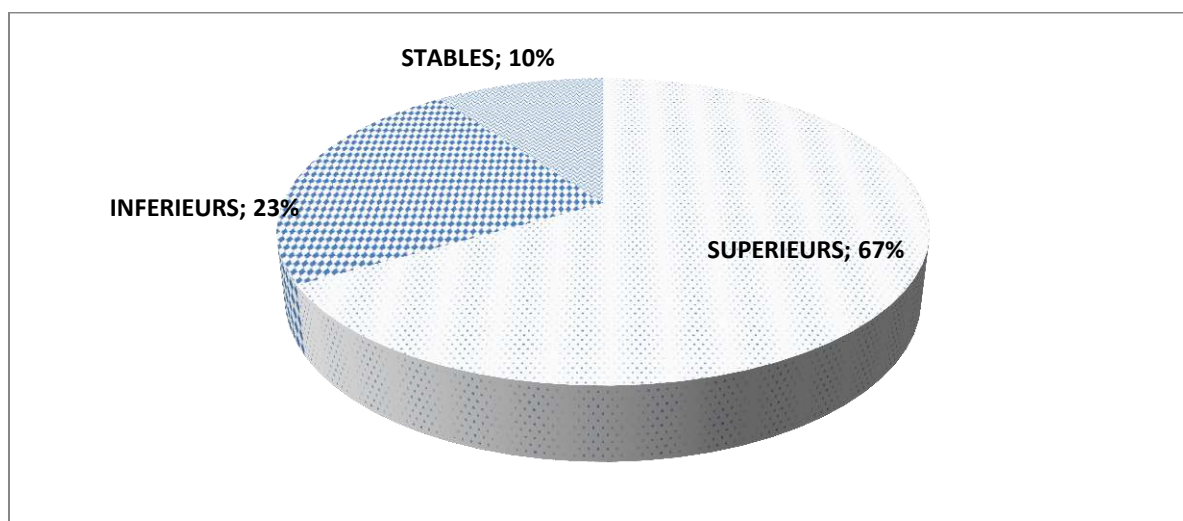
Les prix de cession des ovins et des caprins se sont accrus consécutivement tout au long des six (06) dernières années. Le prix de vente des ovins est passé de 17 500 FCFA en 2006 à 30 000 FCFA en 2012.

Quant aux caprins, le prix est passé de 14 000 FCFA en 2006 à 22 000 FCFA en 2012.

Du côté des porcins, un phénomène spécial s'observe au niveau de leur vente. En effet, le prix d'achat des porcins est donné par la plupart des promoteurs en FCFA/Kg. Le prix moyen d'achat d'un Kg vivant de porcine est estimé à 850 FCFA entre 2006 et 2008. Ce prix est passé à 1 150 FCFA entre 2010 et 2012.

S'agissant de l'opinion des promoteurs par rapport à la comparaison entre les prix qu'ils pratiquent et ceux des produits importés, ils estiment que les produits importés coûtent en général moins chers que ceux produits localement. En effet, selon 67% des promoteurs, les prix des produits locaux sont supérieurs à ceux des produits importés contre respectivement 23% et 10% qui estiment que les prix sont inférieurs et stables.

Graphique 22: Comparaison des prix des produits importés et locaux



Source: Résultat d'enquête CCSE septembre 2012

Ce constat fait par les promoteurs, est identique à l'opinion des ménages. En effet, 58% des ménages estiment que les prix de cession des volailles d'élevage modernes pratiqués aujourd'hui sont à la hausse par rapport aux prix des produits congelés importés. On note ainsi que plus de la moitié des ménages rencontrés trouve ces prix pratiqués en hausse relativement aux produits importés. De même, lorsqu'on s'intéresse à l'historique des prix pratiqués par les promoteurs de fermes à leur égard depuis trois ans, ils affirment à 82% que ces prix ont évolué constamment à la hausse. Seulement 10% d'entre eux estiment qu'il a évolué à la baisse contre 8% d'opinion stable.

Cette situation de hausse successive des prix des produits de volaille et du bétail d'élevage moderne par rapport aux produits importés, est due selon les promoteurs dans une large proportion à la cherté de la vie (74%), à la hausse des prix des matières premières (40%) et à l'augmentation de la demande (31%) tout cela en lien avec le nombre très limité de fermes avicoles.

Conclusion partielle

Les trois années de mise en application de la mesure relative à l'exonération des produits destinés à l'alimentation du bétail a été marquée par une augmentation consécutive des prix de vente des produits du bétail et de la volaille en dépit de la mesure, dans des conditions de flambée des prix des produits alimentaires.

Cependant, les résultats obtenus à cet instant montrent en réalité que la production de la viande est en nette augmentation dans notre pays, les importations en valeur des produits destinés à l'alimentation du bétail et de la volaille ont connu une augmentation de 48% en liaison avec la mesure d'exonération, et l'importation de viande destinée à la consommation interne est en baisse. On peut donc conclure qu'elle a favorisé la production locale. En ce qui concerne l'objectif visant à produire à moindre coût et à rendre plus compétitif la production locale, il faut signaler qu'ils ne sont pas encore atteints compte tenu des effets combinés de la flambée des prix des produits alimentaires et de la cherté du coût de la vie. Ceci n'a pas permis selon les promoteurs, de réduire de façon conséquente les prix de ventes des produits locaux du bétail et de la volaille. A cet effet, ils suggèreraient de :

- procéder à des subventions directes à leur endroit pour leur permettre de soutenir davantage leur activité et pour permettre une réduction des prix des produits finis ;
- faire une large diffusion de la mesure d'exonération ;
- revoir la mesure d'exonération en permettant de réduire les coûts d'acquisition auprès des importateurs des produits concernés et ;
- étendre la mesure d'exonération aux autres consommables des exploitations avicoles.

Au sujet de cette dernière suggestion, ils estiment qu'il faille prendre en compte des intrants tels que :

- ✓ les animaux vivants (poussin d'un jour, taureau et veau etc.); les semences (sperme conditionner pour l'insémination artificielle, les œufs à couvrir) pour améliorer la production les espèces existantes ;

- ✓ les équipements et matériaux d'élevages (grillages ; abreuvoir et mangeoire automatique et accessoire ; bâtiment à système dynamique pour l'élevage des poulets chair ; incubateur et ovulatoire) afin de faciliter l'installation de nouvelle grosse exploitation avicole moderne ;
- ✓ les médicaments vétérinaires pour faciliter le traitement des espèces ;
- ✓ et les matériels d'identification (bouclage et marquage).

Par ailleurs, il est constaté que des entreprises spécialisées dans l'agroalimentaire bénéficient des exonérations sur l'importation des tourteaux de soja pour la fabrication d'huile végétale ; exonération qui semble ne pas rejaillir sur les prix de ventes de l'huile végétale.

La prise en compte des mesures proposées doit expressément faire l'objet d'une évaluation ex-ante afin de mieux appréhender les résultats auxquels elles nous conduiraient.

Eu égard à cela, il est proposé que la mesure soit poursuivie et que des mesures additives soient prises pour améliorer la compétitivité de la production locale de viande.

CHAPITRE 5 : IMPACT SOCIO ECONOMIQUES DE LA MESURE D'EXONERATION DE L'IMPORTATION ET DE LA FABRICATION DES MATERIELS AGRICOLES

La loi de finances, gestion 2005, en son article 9, a instauré l'exonération des droits et taxes d'entrée et de la TVA sur les machines et appareils agricoles. Cette mesure est reconduite tous les ans et a pour objectif de réduire la pénibilité des opérations agricoles et augmenter les superficies emblavées.

L'objectif escompté sera apprécié à travers le nombre de machines agricoles importés depuis la prise de la mesure comparativement à la période antérieure et l'évolution des superficies emblavées par les producteurs qui utilisent lesdites machines pour les activités champêtres.

Il faut également noter que compte tenue du pouvoir d'achat des producteurs, l'Etat à travers le Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage a mis en place un programme de mécanisation agricole pour appuyer les producteurs.

L'approche méthodologique utilisée dans le cadre de chapitre comprend la collecte de données primaires auprès des structures administratives et de données secondaires au niveau des ménages et l'analyse descriptive et économétrique des données.

Au cours de cette phase des rencontres ont été organisées auprès des structures du MAEP, de la Douane et de l'INSAE. Les rencontres avec les structures du MAEP ont contribué à mieux circonscrire les objectifs assignés à cette mesure, identifier les bénéficiaires et clarifier le contenu qu'on peut donner aux matériels agricoles.

Ainsi, cette mesure vise à réduire la pénibilité des pratiques culturales et augmenter les superficies emblavées. Les bénéficiaires finals cibles de cette mesure sont les ménages agricoles. En outre, il convient de mentionner que les matériels agricoles dont il est question dans le cadre de travail, concernent les éléments suivants : les tracteurs, les motoculteurs, les décortiqueuses, les épandeurs d'engrais, les motopompes, les bulldozers, les pulvérisateurs, les essoucheuses, les semoirs à céréales avec fertiliseur, les faucheuses, les débroussailleuses. Dans la suite de l'étude l'accent est mis les matériels qui contribuent à une amélioration des emblavures notamment les tracteurs, les essoucheuses, les charrues, les motoculteurs, les débroussailleuses.

Par ailleurs, les bénéficiaires définitifs de cette mesure ont été identifiés comme des ménages agricoles qui utilisent de matériels agricoles dans les pratiques culturales.

Les rencontres avec la Douane et l'INSAE ont permis de disposer des données sur les importations en valeur et en volume des matériels agricoles pendant la période que cette étude.

En ce qui concerne les données secondaires, une enquête a été réalisée auprès des populations cibles (ménages agricoles). En raison du délai relativement court de cette étude, des moyens limités il a été convenu un échantillon constitué de 500 ménages agricoles. L'enquête a été réalisée sur l'ensemble du territoire national et a couvert onze (11) départements et quarante (40) communes. Les départements et communes ont été sélectionnés en tenant compte de la répartition des machines agricoles et du poids agricole de chaque zone sur les cinq dernières années et les ménages ont été répartis selon le poids de chaque département et de chaque commune. Sur les 500 questionnaires attendus, 493 ont été renseignés, soit un taux de réponse de 98,6%. Onze (11) agents enquêteurs ont été déployés sur l'ensemble des zones couvertes par l'enquête. Ces agents enquêteurs ont été placés sous l'autorité d'un superviseur.

L'analyse des données est faite en deux étapes. Une première étape qui a consisté à analyser l'évolution des importations en valeur et en volume avant et après la prise de cette mesure. Cette analyse a permis de faire une comparaison entre les deux périodes et de dégager de façon intuitive des prémices de l'effet de la mise en œuvre de la mesure d'exonération.

La deuxième étape de cette section a permis d'analyser les données d'enquête afin de mieux préciser les constats réalisés dans la partie des analyses. Il a été question de tenter dans la mesure du possible d'isoler l'effet de la mesure. Par ailleurs, les données d'enquête ont permis d'estimer l'effet de l'utilisation des machines agricoles sur les superficies emblavées. La connaissance des mesures étant un objectif intermédiaire sa prise en compte dans la mesure de l'effet de la décision des exonérations s'est révélée importante dans le travail. Ainsi, l'effet de la mesure d'exonération peut être appréhendé en tenant compte de la connaissance que les ménages ont de la mise en œuvre de cette décision du Gouvernement.

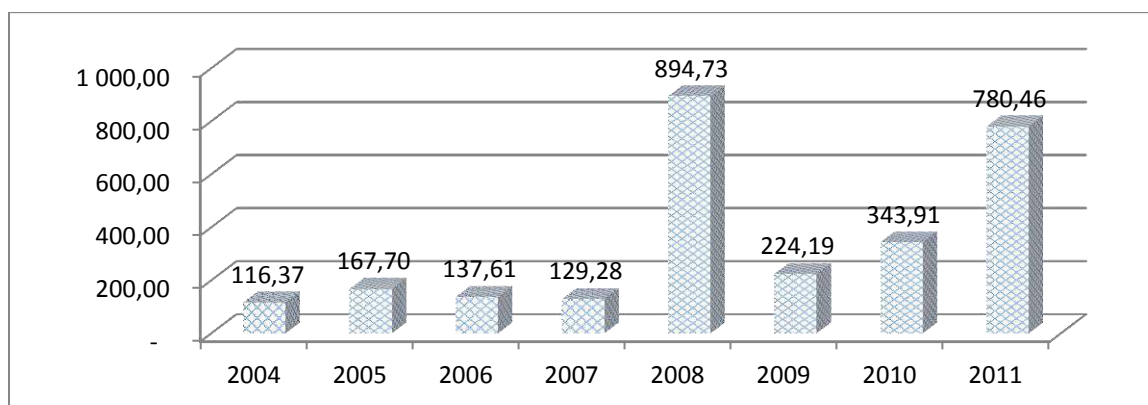
La méthode utilisée pour mesurer l'effet de l'utilisation des machines agricoles sur les superficies emblavées est la méthode d'appariement sur le score de propension. Les détails théoriques et techniques sur cette méthode ont fait l'objet d'une note méthodologique jointe en annexe de cette étude.

5.1.EVOLUTION DES IMPORTATIONS DE MATERIELS AGRICOLES

Les importations de matériels agricoles en volume ont connu en 2005, l'année de prise de la mesure, un accroissement de 44,1% par rapport à 2004, avant de s'inscrire en baisse en 2006

et 2007. Ce constat entre 2004 et 2005 pourrait être dans une certaine et de façon naïve considéré comme de prémices des externalités de la prise de la mesure. En effet, les agents économiques disposant des informations en fin de l'année 2004 auraient anticipé et importé en quantité importante. Mais les deux suivantes après 2005 avec des baisse respectives d'importations en volume pourrait être expliqué par l'effet d'anticipation des opérateurs économiques qui auraient donc eu à importer en nombre important des matériels agricoles craignant peut être la non reconduction de ces mesures les années suivantes.

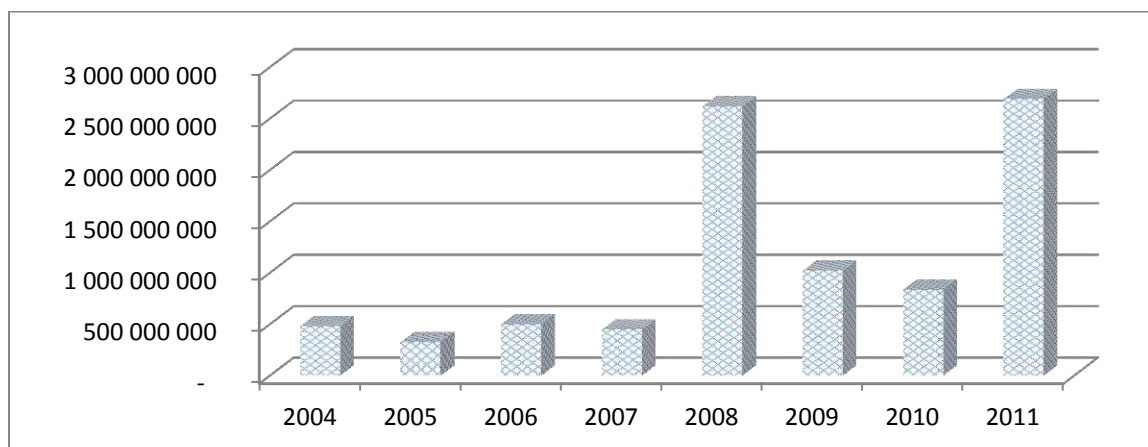
Graphique 23 : Importations en volume de machines et matériels agricole (tonnes)



Source : DGDDI, septembre 2012

Entre 2007 et 2008, le "boom" observé résulterait dans une large mesure, de la mise en œuvre par le Gouvernement, du Programme de Promotion de la Mécanisation Agricole (PPMA). En effet, pour l'année 2008, le PPMA a acquis auprès des sociétés importatrices (représentant des firmes internationales), plus de 1224 matériels agricoles toute spécificité confondue pour une valeur 5 499 002 400 FCFA. Cette valeur des importations tiennent déjà compte de certaines taxes.

Graphique 24 : Importations en volume de machines et matériels agricole en valeur (FCFA)



Source : DGDDI, septembre 2012

Encadré : Un aperçu sur la Programme de Promotion de la Mécanisation Agricole

Créé par arrêté N°059/MAEP/D-CAB/SGM/DPP/DRFM/DRH/SA du 03/03/08, le Programme de Promotion de la Mécanisation Agricole au Bénin a été lancé dans un contexte où l'agriculture reste peu mécanisée, faiblement modernisée, conduite par des méthodes, pratiques et outils pénibles.

Le programme vise de façon globale à réduire la pénibilité des opérations de production, de transformation et à contribuer à l'accroissement de la production agricole ainsi qu'à la croissance économique et à la réduction de la pauvreté. De façon spécifique, il s'agit de : (i) améliorer les services d'appui technique en vue de la promotion durable de la mécanisation agricole ; (ii) de stimuler les demandes en mécanisation agricole ; et (iii) de promouvoir l'offre en mécanisation. Les principaux groupes cibles du Programme sont :

- ✓ *les CUMA : Coopératives d'Utilisateurs de Matériels Agricoles ;*
- ✓ *les CEMA : Centres d'Exploitation des Machines Agricoles ;*
- ✓ *les ONG exerçant dans le secteur ;*
- ✓ *les gros exploitants agricoles ;*
- ✓ *les prestataires privés ;*
- ✓ *les Petits Exploitants Agricoles ;*
- ✓ *les Structures techniques du MAEP ;*
- ✓ *les centres de formation agricoles, centres de recherche agricole et centres d'expérimentation agricole.*

Ces différents groupes selon leur spécificité et leur organisation interne servent de relais vers les ménages agricoles.

Au cours des deux premières années d'existence le PPMA a mis en place : (i) quatre cent cinquante (450) tracteurs de 30 et de 60 cv ;(ii) cinq cent cinquante (550) charrues à disques pour tracteurs de 30 à 60 chevaux ;(iii) deux cent vingt-quatre (224) remorques agricoles de 3 à 5 tonnes ; (iv) deux cent cinquante (250) motoculteurs de type VARI ;(v) trois cents (300) faucheuses de type VARI ;(vi) cent (100) semoirs à céréales avec fertilisateurs ; (vii) deux cents (200) appareils de traitement avec kit herbicide ;(viii) trois cents (300) pulvérisateurs à dents coudées (Rotavator) de 1,2 à 2 m ; (ix) cinquante (50) épandeurs d'engrais organique.

Le PPMA a fait voyager deux (02) mécaniciens béninois, pour la formation au montage, à la maintenance et à la réparation des motoculteurs et débroussailluses de type VARI. Ensuite au niveau national, 120 tractoristes et de 60 maintenanciers ont été formés sur toute l'étendue du territoire national. Les canaux de transmission de la crise à l'économie béninoise sont : le commerce extérieur, les activités portuaires, les transferts de fonds des migrants et le système financier.

Le mode d'acquisition des matériels consiste à céder les matériels acquis sur Budget National à moitié prix aux demandeurs d'achat. Donc sur ces matériels, l'Etat supporte les 50,0% restants sous forme de subvention.

Quelques résultats obtenus se présentent comme suit : (i) les opérations de labour sont passées de 1,0% en 2006 à près de 10,0% en 2009 avec une augmentation des superficies emblavées ; (ii) un fort accroissement de la demande en matériels agricoles est observé.

Des difficultés ont entravé des actions du PPMA. Ces difficultés sont notamment relatives à : (i) des questions de financement notamment, la non disponibilité d'une caisse de menues dépenses pour faire face aux pannes qui surviennent sur le terrain ; (ii) l'achèvement de la construction et de l'équipement des ateliers de réparation et de maintenance pour garantir une prompt intervention dans le dépannage.

Source : Nos compilations à partir des données du PPMA

5.2.IMPACT DE LA MESURE SUR LES BENEFICIAIRES

Comme indiqué plus haut, une enquête auprès des ménages bénéficiaires a été réalisée et cette partie est consacrée à l'analyse des données secondaires collectées à cet effet.

5.2.1. Connaissance de la mesure d'exonération et utilisation des machines agricoles

Les résultats de l'enquête montrent que 65,5% des ménages agricoles interviewés sont au courant de la mesure d'exonération des matériels agricoles. Parmi ceux-ci 49,6% utilisent les machines ou matériels agricoles contre environ 50,4% qui n'en utilisent pas.

Par contre, en ce qui concerne les ménages n'ayant pas d'information sur la mesure, ils sont seulement 7,7% à recourir aux machines agricoles pour les pratiques culturales.

Au total, les ménages qui n'utilisent pas les machines représentent environ 59,8% de l'ensemble des ménages enquêtés contre environ 40,2% pour ceux qui en utilisent. Ces statistiques tiennent compte des ménages ayant connaissance de la mesure et des ménages qui n'en ont pas connaissance.

Tableau 9: Connaissance des mesures d'exonérations et utilisation des machines agricoles

Utilisation machines agricoles				Total
		Non	Oui	
Connaissance mesure d'exonération	Non	26,8%	7,7%	34,5%
	Oui	33,0%	32,5%	65,5%
Total		59,8%	40,2%	100,0%

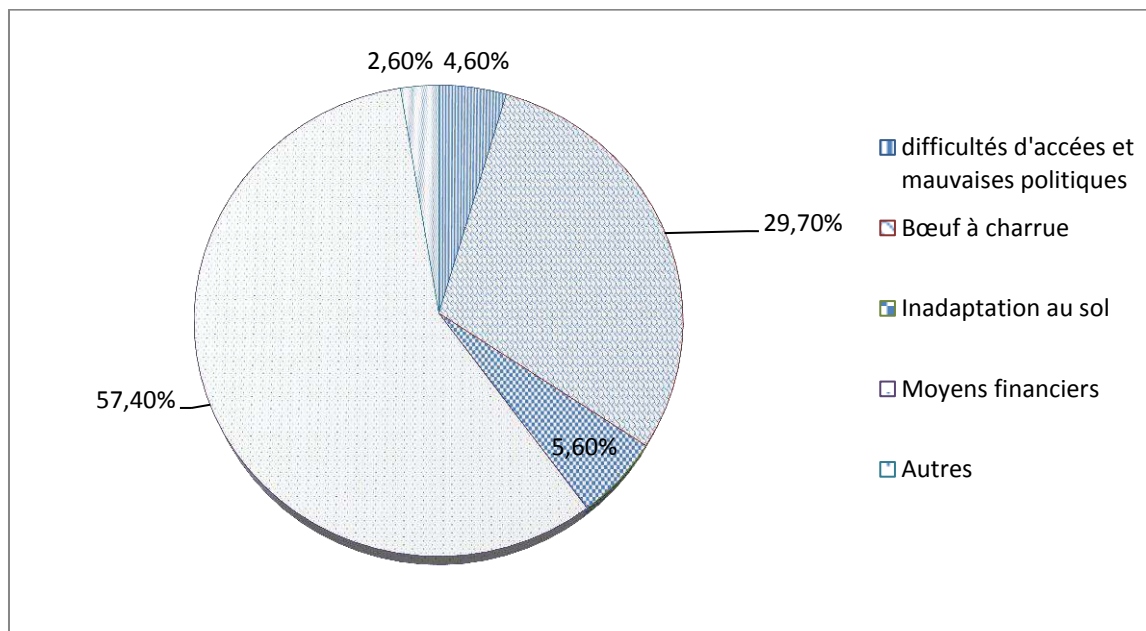
Source : Enquête CCSE, septembre 2012

Lorsqu'on considère les ménages qui utilisent les machines agricoles (40,2%), environ 80,8% de ces ménages ont connaissance de la mesure d'exonération prise par le Gouvernement. Cette proportion indiquerait que la connaissance sur la mesure d'exonération aurait un facteur incitatif à l'utilisation des machines agricoles.

En ce qui concerne la non utilisation des machines agricole par certains ménages, deux raisons expliqueraient essentiellement cette situation : les moyens financiers (57,4%) et les difficultés d'accès et la politique de distribution (29,7%), qualifiée par certains ménages de "mauvaise" en raison entre autres, d'une certaine politisation que soupçonnent ces ménages.

Donc, il ressort que ces deux facteurs (87,1%) expliquent largement le fait que les ménages n'adopteraient pas la mécanisation pour les pratiques culturales.

Graphique 25 : Facteurs expliquant la non utilisation des machines agricoles



Source : Enquête CCSE, septembre 2012

5.2.2. Opinion des ménages agricoles sur l'accès aux machines

En ce qui concerne les conditions d'accès aux machines et matériels agricoles, les avis des ménages sont sans détour. En effet, plus de 84,0% des ménages estiment que l'accès aux machines n'est pas du tout aisé.

Pour justifier cette opinion, les ménages agricoles interrogés incriminent la politique de distribution et les coûts de location ou d'achats estimés très élevés. Ainsi, 50,8% des ménages estiment que la politique de distribution rend difficile l'accès aux machines et 31,7% mettent l'accent sur le coût élevé des opérations liées à l'accès.

Tableau 10: Raisons d'accès difficile aux machines

Facteurs explicatifs	Fréquence (%)
Politique de distribution	50,8%
Coût élevé	31,7%
Politique de distribution et coût élevé	15,4%
Autres	2,1%
Total	100,0%

Source : Enquête CCSE, septembre 2012

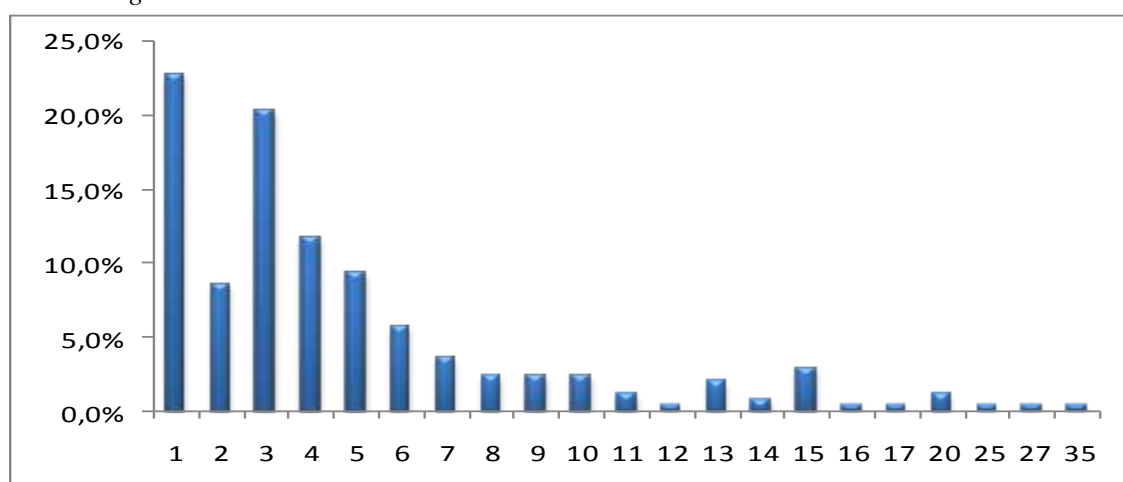
La distribution des machines agricoles aux ménages demandeurs se fait par un dispositif qui met au cœur du système les Centres Régionaux de Promotion Agricole (CeRPA). Il faut noter que cette pratique est une initiative de l'Etat qui est le principal acteur en matière de matériels et machines agricoles et ce ne raison de la cherté de ces matériels.

5.2.3. Durée d'accès continu à l'utilisation des machines dans les pratiques agricoles

Il est noté une distribution concentrée à gauche de la fréquence des opinions exprimées en fonction de la durée pendant laquelle le ménage à commencer à utiliser les machines agricoles. En effet, la plupart (78,5%) des ménages ont déclaré avoir commencé à utiliser les machines agricoles pendant une durée comprise entre 1 et 6 avec une moyenne de 5 années.

Cette observation montre une légère amélioration du pourcentage des ménages qui ont déclaré une durée d'accès continue entre 7 et 8 ans qui coïncident respectivement 2005 (année de la mise en œuvre de la mesure) et 2004. Cette tendance se poursuit jusqu'en 2007 (5 à 6 ans) avant d'amorcer une hausse en 2008. Cette analyse est en ligne avec l'évolution des importations commentée plus haut. Il en ressortirait donc que la prise de la mesure d'exonération a eu un effet relativement stable sur le comportement des ménages agricoles en matière d'accès aux machines agricoles. Cet effet relativement moindre par rapport aux attentes peut s'expliquer en partie par le coût élevé de ces outils agricoles. Il s'avère alors que cette mesure soit accompagnée d'autres dispositions pour la rendre plus efficace.

Graphique 26 : Evolution de la proportion des ménages selon la durée d'utilisation des machines agricoles



Source : Enquête CCSE, septembre 2012

En effet, la hausse importante de pourcentage observée en 2008 intervient dans un contexte de mise en œuvre du Programme de la Promotion de la Mécanisation Agricole (PPMA), qui est une nouvelle politique mise en œuvre par le Gouvernement en plus des mesures

d'exonération, dans le but d'assurer un accès facile aux machines agricoles à un plus grand nombre des ménages demandeurs.

Les commentaires ci-dessus indiquent que seules les mesures d'exonérations ne suffiraient pas améliorer l'accès des ménages aux machines agricoles en vue de la modernisation de l'agriculture béninoise.

5.2.4. Sources d'approvisionnement des machines agricoles

Les sources d'approvisionnement des ménages en machines et matériels agricoles sont diverses. Elles concernent l'Etat, les coopératives agricoles, les gros exploitants, les opérateurs privés et ainsi que des opérateurs étrangers.

Sur l'ensemble des ménages déclarant utiliser les machines agricoles, plus de 60,0% s'approvisionnent auprès des structures étatiques (notamment les CeRPA). En ce qui concerne ceux qui s'approvisionnent auprès des opérateurs privés nationaux et opérateurs étrangers, ils sont respectivement en proportion égale (11,6%). Environ, 10,0% s'approvisionnent auprès des coopératives agricoles ou les gros exploitants (ménages agricoles ayant de grandes surfaces agricoles). L'engouement en ce qui concerne l'approvisionnement auprès des structures étatiques conforte dans une certaine mesure, vient encore préciser l'effet implicite de la mise en œuvre du PPMA. En effet, le PPMA pour approvisionner les ménages demandeurs de machines agricoles, met les matériels dans les CeRPA qui se chargent à leur tour de recenser les besoins des ménages et procèdent aux distributions selon la disponibilité des machines.

Tableau 11: Répartition des ménages utilisateurs des machines selon les sources d'approvisionnement

Source	Fréquence
Etat (CeRPA)	60,6%
Coopérative agricole	5,1%
Gros exploitants	5,1%
Opérateurs privés	11,6%
Opérateurs étrangers	11,6%
Autres	6,1%
Total	100,0%

Source : Enquête CCSE, septembre 2012

5.2.5. Mode d'accès des ménages aux machines

Les ménages agricoles interviewés accèdent aux machines agricoles essentiellement par deux alternatives, soit par achat ou soit par location. La location semble être l'option privilégiée dans la mesure où 57,4% des ménages déclarent recourir aux machines ou matériels agricoles par voie locative contre 39,5% qui le font par achat. Cette propension à la location peut être liée à la capacité financière des ménages et des difficultés à mobiliser des ressources nécessaires auprès des établissements de crédits.

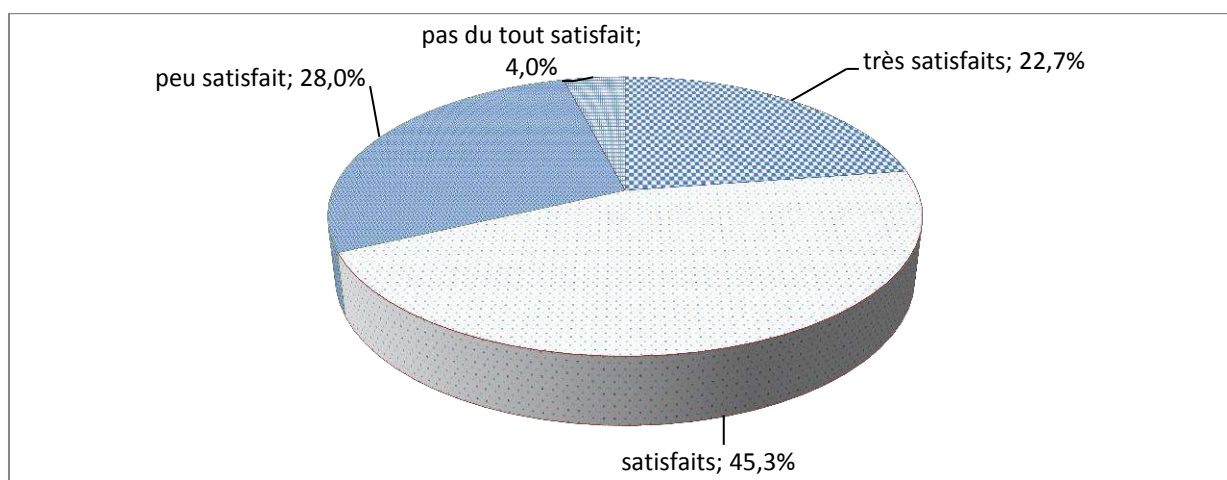
Tableau 12: Opinion des ménages selon le mode d'accès aux machines

Mode d'accès	Fréquence
Achat	39,5%
Location	57,4%
Autres	3,1%
Total	100,0%

Source : Enquête CCSE, septembre 2012

En ce qui concerne l'utilisation des matériels, 62,6% des ménages utilisateurs estiment que les matériels leur sont livrés souvent sans un tractoriste autrement dit, ils louent ou achètent les machines et se débrouillent pour trouver un spécialiste capable de manipuler ces instruments. Cette situation crée des désagréments aux ménages et pourrait en partie empêcher l'atteinte de l'objectif escompté dans la mesure où les tractoristes occasionnels ne seraient pas très compétents et bâcleraient le travail en raison d'une forte sollicitation à leur endroit. Le reste des ménages utilisateurs (37,4%) déclare avoir eu les matériels avec des spécialistes.

Graphique 27 : Opinion de certains ménages utilisateurs des machines sur la qualité de travail des machinistes



Source : Enquête CCSE, septembre 2012

Malgré ce constat, les ménages utilisateurs et qui ont eu des spécialistes estiment en majorité (68,0%) être satisfaits du travail de ces derniers contre environ 32,0% qui pensent être peu satisfaits ou pas du tout des travaux de ces spécialistes.

La mauvaise qualité de travail de certains tractoristes ou machinistes expliqueraient la non satisfaction des ménages utilisateurs du travail de ces derniers. Cette situation pourrait être due au fait que ces spécialistes ne soient pas bien formés.

5.2.6. Analyse suivant les emblavures avant et après 2005

Les données collectées ont permis de noter que les emblavures ont évolué chez les ménages agricoles avant et après la prise de décision d'exonération des machines et matériels agricoles.

La moyenne des emblavures chez les ménages non utilisateurs est 4,06 ha, alors que, pour les ménages utilisateurs, cette moyenne est 5,93 ha. On en déduit que la différence entre les emblavures des deux catégories de ménages agricoles avant la mesure d'exonération est de 1,87 ha.

Tableau 13: Comparaison des emblavures déclarées par les ménages avant et après 2005

Superficies moyennes emblavées en hectare			
	Avant 2005	Après 2005	Différence
Ménage utilisateur de machine agricole	5,93	10,76	4,83
Ménage non utilisateur de machine agricole	4,06	5,16	1,10
Différence	1,87	5,60	3,73

Source : Enquête CCSE, septembre 2012

Après 2005 les emblavures ont varié entre 1 ha et 120 ha. Ce constat inspire déjà un changement de comportement des ménages après la mise en œuvre de la mesure d'exonérations. La moyenne des emblavures pour les ménages non utilisateurs est de 5,15 ha contre une moyenne de 10,76 ha pour les ménages utilisateurs. La différence entre les deux moyenne ressort à 5,61 ha.

En comparant les deux différences, on se rend compte que l'écart entre les deux catégories de ménages devient très important après la mise en œuvre de la mesure d'exonération. Une analyse intuitive, toutes choses égales par ailleurs, pourraient conduire à conclure que d'utilisation des machines agricoles a induit une augmentation des emblavures de 3,74 ha en moyenne.

A la suite de l'analyse précédente, le tableau 12 ci-dessous semble confirmer les résultats obtenus plus haut dans un autre régime. En effet, 97,3% des ménages ne recourant pas aux machines et matériels agricoles dans les pratiques culturales, ont déclaré n'avoir pas enregistré l'accroissement d'emblavures. Par contre, environ 87,0% des ménages utilisateurs reconnaissent que l'utilisation des machines et/ou matériels agricoles ont contribué à améliorer leurs emblavures. Il ressort donc de toute évidence que l'utilisation des machines agricoles est un facteur contributif d'amélioration des superficies emblavées.

Tableau 14: Amélioration des emblavures selon les catégories des ménages

	Utilisateur des machines en fréquence (%)	
	Non	Oui
Amélioration des emblavures	Non	97,3
	Oui	13,1
Total	100,0	100,0

Source : Enquête CCSE, septembre 2012

En moyenne, les ménages non utilisateurs ayant exprimé une amélioration des emblavures, estiment qu'ils ont enregistré une augmentation de 0,78 ha. Quant aux ménages utilisateurs, l'augmentation serait de 7,42 ha.

Tableau 15: Superficies supplémentaires emblavées selon les catégories de ménage

Superficies supplémentaires (ha)	Fréquence (%)	
	Non utilisateur	Utilisateur
0	86,4	8,1
1	3,4	12,2
2	1,7	11,0
3	3,4	9,9
4	0,0	8,1
5	0,0	5,2
6	0,0	1,7
7	0,0	1,2
8	0,0	4,7
9	0,0	1,2
10	1,7	12,2
11	1,7	0,6
12	0,0	1,2
14	0,0	1,2
15	1,7	6,4
16	0,0	0,6
18	0,0	0,6
19	0,0	0,6
20	0,0	5,2
25	0,0	2,3
30	0,0	3,5
Moyenne	0,78	7,42

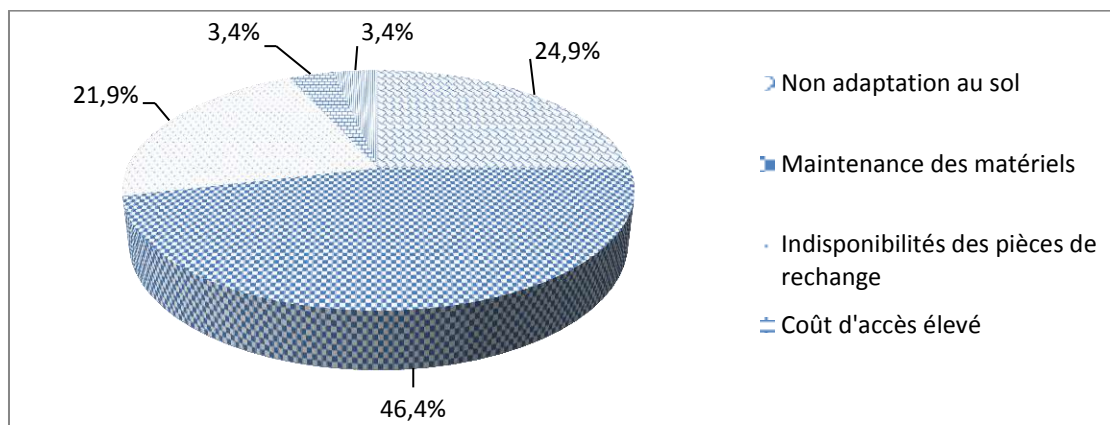
Source : Enquête CCSE, septembre 2012

Dans tous les cas, il paraît de façon évidente que l'utilisation des machines et/ou matériels agricoles a un impact positif sur l'amélioration des superficies emblavées chez les ménages agricoles utilisateurs par rapport à ceux qui n'en utilisent pas.

5.2.7. Difficultés liées à l'utilisation des machines agricoles

En terme de difficultés rencontrées dans l'utilisation des machines, les ménages interviewés ont dans leur majorité mis l'accent sur la maintenance des machines avec près de 46,4% d'opinions exprimées, l'inadaptation des machines au sol (24,9%) en raison certainement de la méconnaissance des caractéristiques de certains sols et la qualité de travail des tractoristes (21,9%).

Graphique 28 : Difficultés liées à l'utilisation des machines



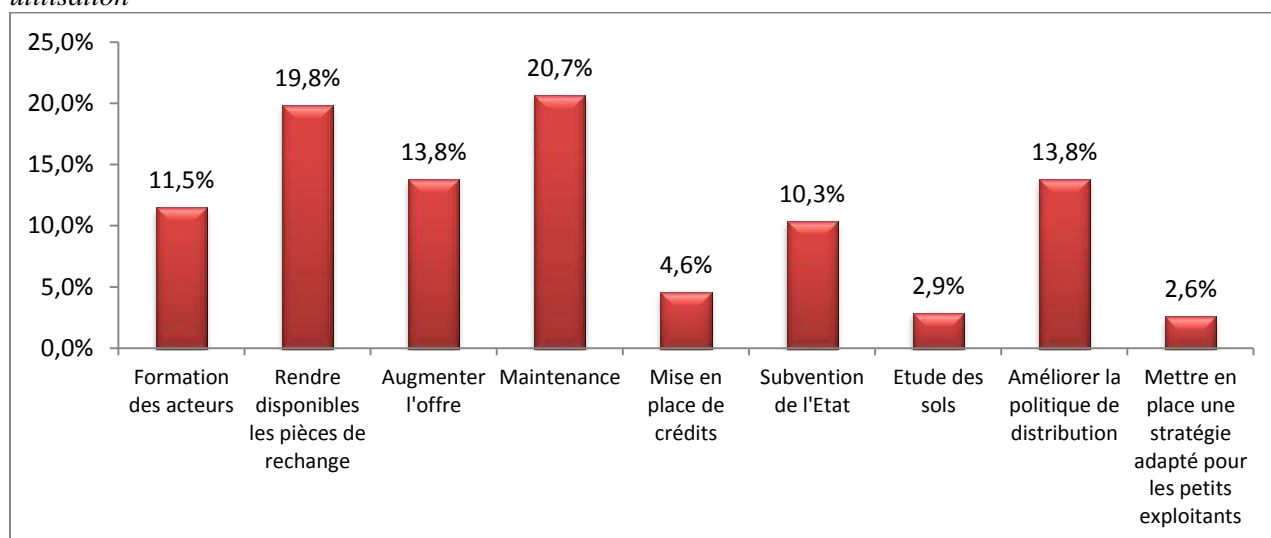
Source : Enquête CCSE, septembre 2012

En guise de suggestions, les ménages interviewés recommandent essentiellement que :

- la maintenance des matériels soit assurée régulièrement ;
- les pièces de rechange soient disponibles ;
- des dispositions soient envisagées pour augmenter l'offre des machines et améliorer considérablement la politique actuelle de distribution ;
- des formations soient organisées à l'endroit des différents acteurs ;
- l'Etat continue d'accompagner les producteurs à travers des subventions directes ou indirectes.

Outre ces suggestions, certains ménages souhaiteraient que des crédits soient mis en place.

Graphique 29 : Facteurs susceptibles d'améliorer l'accès aux machines et favoriser une meilleure utilisation



Source : Enquête CCSE, septembre 2012

5.2.8. Analyse micro-économétrique de l'effet de l'utilisation des machines agricoles sur les emblavures

Cette session permettra d'évaluer de façon économétrique l'effet de la mesure d'exonération, appréhendé à travers l'utilisation des machines agricoles sur les superficies emblavées. En effet, l'objectif de cette mesure étant de réduire la pénibilité des travaux et d'augmenter les superficies emblavées, cette démarche se justifie et permettra de confirmer ou non les constats au niveau de l'analyse descriptive.

Par ailleurs, à partir des résultats du paragraphe 5.2.1, on approximera la part de l'effet de l'utilisation des machines agricoles sur les superficies emblavées, due à la mesure d'exonération.

L'effet recherché est l'augmentation de la moyenne des superficies due à l'utilisation des machines agricoles. Pour y parvenir, les techniques disponibles sont certes multiples, mais il est important de rappeler que leurs spécificités et les hypothèses y relatives conditionnent fortement les résultats. Pour l'essentiel, ces méthodes sont fondées sur la comparaison entre des individus, bénéficiant d'une intervention, que l'on souhaite évaluer, et des individus n'en bénéficiant pas. ***Dans le cadre de cette étude les bénéficiaires sont constitués des ménages agricoles utilisant les machines agricoles (soit 40,2% de l'ensemble des ménages).***

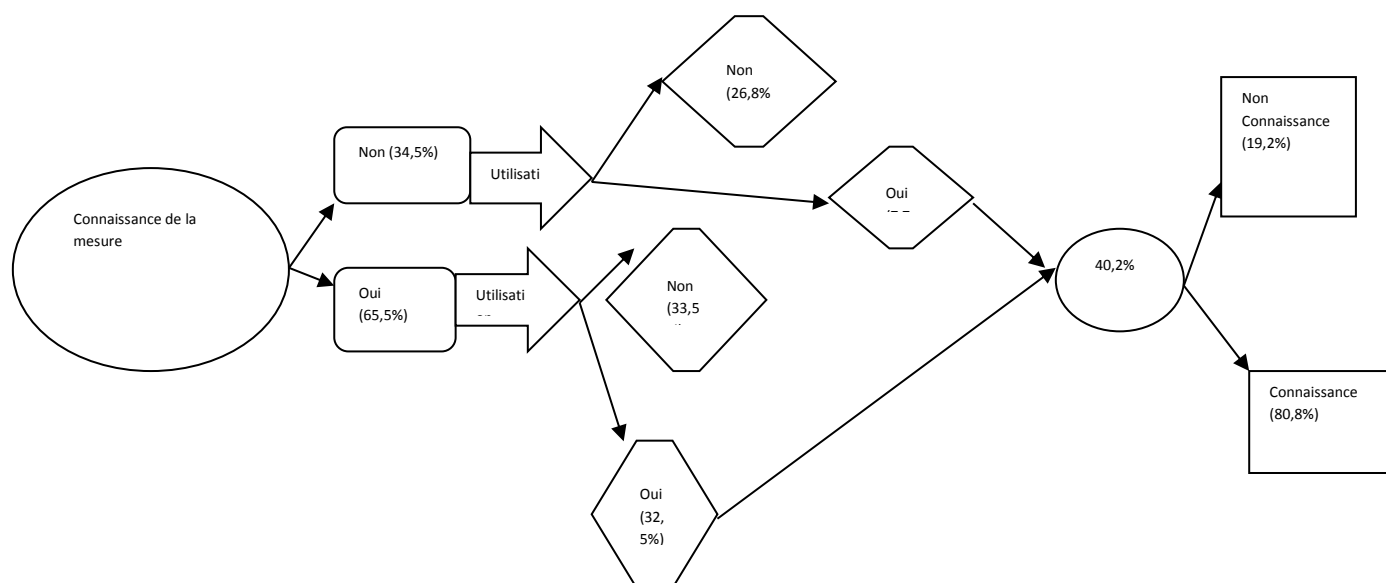
En ce qui concerne l'utilisation de ces méthodes, la question fondamentale qui se pose est celle des biais de sélectivité. Pour limiter les conséquences de ces derniers, il est généralement construit un groupe de contrôle dont les caractéristiques observables se rapprochent le plus possible de celles des individus bénéficiaires de la mesure à évaluer.

La démarche méthodologique proposée est celle du "Propensity Score Matching"¹⁰. Cette méthode repose sur l'évaluation ex post fondée sur des données non expérimentales. Cette démarche permet de prendre en compte le biais de sélectivité et de déterminer des contrefactuels qui permettront d'appréhender l'impact de la mesure.

On constate, à travers les résultats obtenus¹¹, que la moyenne des emblavures enregistrées chez les ménages utilisateurs est fondamentalement différente de celle des ménages non utilisateurs. Cette différence est estimée en moyenne à 4,66 ha. Ce résultat vient confirmer les résultats obtenus au niveau de l'analyse descriptive où la différence des moyennes des deux groupes avant et après la mise en œuvre de la mesure.

Le schéma ci-dessous réalisé à partir des résultats du paragraphe 5.2.1, permettra d'approximer l'effet de la mesure sur les superficies emblavées.

Graphique 30 : Schéma illustratif de la proportion des ménages utilisant les machines agricoles sachant qu'il y a exonération sur ces dernières



Le schéma précédemment réalisé permet de déduire que sur les 40,2% des ménages ayant déclaré utiliser les machines agricoles, 80,8% ont connaissance de la mesure d'exonération prise par le Gouvernement. Comme l'effet de l'utilisation des machines sur les superficies a été estimé pour l'ensemble des ménages utilisateurs, alors en faisant l'hypothèse que la connaissance de la mesure a eu un effet incitatif sur les ménages, on peut imputer toute chose égale par ailleurs, 80,8% des résultats de l'estimation à la prise de la mesure d'exonération.

¹⁰ Pour plus de détail voir annexe n°1 (note méthodologique)

¹¹ Annexe n°2

On en déduit donc que l'effet de cette mesure serait en moyenne de 3,76 ha sur les superficies emblavées pour un ménage agricole.

Somme toute, l'effet de l'utilisation des machines agricoles sur les superficies emblavées est positif et donc la modernisation des techniques culturales favorise de manière significative l'amélioration des superficies emblavées. Toutefois, les résultats auraient pu être meilleures si en plus des mesures d'exonérations d'autres actions sont envisagées notamment l'étude des caractéristiques des sols afin de commander les machines qui y sont adaptés.

Par ailleurs, la facilitation d'accès au crédit pour les producteurs pourrait être aussi un élément catalyseur dans ce processus de la mécanisation agricole qui est en cours.

Conclusion partielle

Il ressort que les exonérations auraient permis indirectement à certains producteurs d'avoir accès aux machines agricoles. Intuitivement, cet accès aux machines agricoles a amélioré les superficies emblavées chez les utilisateurs de façon considérables par rapport aux ménages qui n'en utilisent pas.

Toutefois, des difficultés existent et concernent notamment la maintenance des machines, la non disponibilité des pièces de rechange et l'inadaptation des machines à certains sols. Il convient que des mesures soient envisagées pour corriger ces dysfonctionnements.

Par ailleurs, la question d'offre des machines n'a pas été explicitement abordée dans cette étude. Mais de façon implicite on peut convenir cette mesure a contribué à améliorer l'offre des machines même si c'est dans une proportion relativement comme l'indiqué l'analyse sur les importations et les durées d'accès continu.

Il ressort donc que l'Etat devrait poursuivre sa politique d'amélioration de l'accès de plus en plus facile aux machines agricoles pour les producteurs non seulement à travers des subventions directes et indirectes, mais aussi en prenant d'autres mesures d'accompagnement.

CHAPITRE 6 : IMPACT SOCIO-ECONOMIQUE DES EXONERATIONNS SUR LES INTRANTS AGRICOLES

La loi de finances, gestion 2004, en son article 24, stipule que l'importation des intrants agricoles, instruments et appareils phytosanitaires, est en régime d'exonération des droits et taxes d'entrée. Ce régime n'est pas assujetti à la perception de la taxe de statistique instituée par la loi N°2002-25 du 31 décembre 2002 portant loi de finances 2003. Cette mesure dérogatoire qui est reconduite tous les ans, a pour objectif de réduire les coûts de production, accroître le rendement des cultures et assurer également la sécurité alimentaire.

Les intrants agricoles concernés sont essentiellement celles utilisés pour la production de Coton et celles spécifiques aux produits vivriers. Toutefois, il faut noter que les intrants pour la culture du coton sont les plus importants compte tenu du fait que le coton est la principale culture d'exportation du Bénin.

En ce qui concerne les engrais spécifiques, ils sont mis à la disposition des producteurs par le MAEP à travers le PUASA dont le but est d'assurer la sécurité alimentaire.

L'objectif visé sera évalué à travers l'évolution des importations d'intrants agricoles, l'impact de la mesure sur les activités des producteurs et l'évolution des rendements de production de coton et de vivriers.

Pour mieux apprécier l'impact de la mesure sur les bénéficiaires, la CCSE a initié une collecte de données auprès des ménages agricoles. La collecte de données a concerné un échantillon de 500 ménages agricoles répartis sur toute l'étendue du territoire national en tenant compte du poids agricole de chaque zone. Sur cinq cents unités attendues, les questionnaires effectivement remplis sont au nombre de 493, soit 98,6% des questionnaires attendus, ce que nous estimons très suffisants pour analyser les résultats. Onze agents enquêteurs sous la supervision d'un superviseur, ont été déployés dans onze (11) départements retenus et quarante (40) communes.

6.2. EVOLUTION DES IMPORTATIONS D'ENGRAIS AGRICOLES

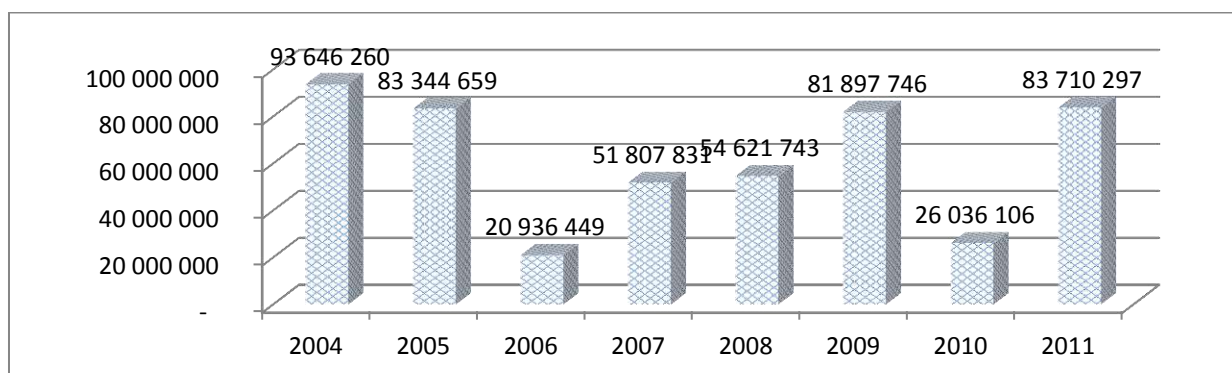
Les importations en volume des intrants agricoles après la prise de la mesure d'exonération en 2004 ont connu une évolution erratique. En effet, elles ont connu une baisse importante (74,9%) de 2005 à 2006. A partir de 2007, année de mise en place du PUASA, on assiste à une tendance à la hausse jusqu'en 2011 où elle s'est fixée à 83 710 297 kg.

Cette évolution des importations en volume pourrait être le reflet de plusieurs enjeux. En premier lieu, les intrants agricoles sont dominés par les intrants de la filière coton, qui est la

seule filière mieux organisée au Bénin. La production cotonnière a connu une baisse drastique entre 2004 à 2005 de 55,4%. Cette baisse de la production cotonnière se serait répercutée sur les intrants lors des campagnes qui ont suivi avec une croissance de la production cotonnière retrouvée, mais au ralenti jusqu'en 2007 avant d'amorcer une autre baisse dès 2008. Avec la prédominance des intrants coton, il ne serait pas exagéré de déduire que les observations faites sur l'évolution des importations sont liées aux difficultés que rencontre la filière coton, tout au moins jusqu'en 2007. En effet, malgré la tendance baissière de la production cotonnière 2008, on a assisté à une tendance à la hausse des importations en volume des intrants à partir 2008 malgré la baisse de 2010. Cette tendance à la hausse résulterait de la mise en œuvre du Programme d'Urgence d'Appui à la Sécurité Alimentaire.

Toutefois, la chute des importations des intrants en 2010 (baisse de 68,2%), pourrait être en lien avec les inondations survenues au cours de la période. Par ailleurs, la baisse constatée en 2006 pourrait être due dans une certaine mesure aux élections surtout présidentielles avec le changement de l'équipe gouvernementale.

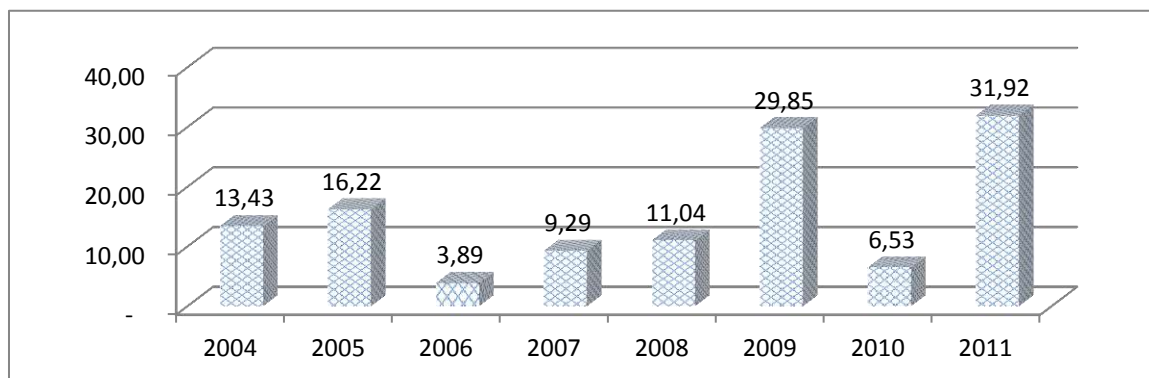
Graphique 31: Evolution des importations d'intrants agricoles (en kg)



Source : DGDDI, 2012

En ce qui concerne les importations en valeur on note une évolution similaire à celle des importations en volume. Cependant, de 2006 à 2011, l'effet prix n'a quasiment pas influencer les importations. Cette situation peut se justifier par le fait que, les importateurs d'intrant ayant connaissance de la subvention (directe ou indirecte) de l'Etat sur les intrants agricoles, essentiellement destinés à la culture du coton, resteraient indifférents à tout changement de prix sur le marché international. En effet, les subventions accordées par l'Etat à la filière coton jouent un rôle tampon et permettent aux producteurs de bénéficier des intrants à un prix abordable convenu entre les importateurs et les autres acteurs de la filière.

Graphique 32: Evolution des importations d'intrants agricoles (en milliards FCFA)



Source : DGDDI, 2012

6.3. CONNAISSANCE DES MESURES D'EXONERATIONS ET UTILISATION DES INTRANTS AGRICOLES

Les résultats de l'enquête réalisée montrent que 85,6% des ménages agricoles interviewés sont au courant des subventions indirectes de la part de l'Etat pour promouvoir l'utilisation des engrais et autres intrants dans les pratiques culturales afin d'améliorer les rendements. Parmi ces 85,6%, environ 86,0% utilisent les intrants agricoles contre environ 14,0% qui n'en utilisent pas. En ce qui concerne les ménages n'étant pas au courant de ces mesures, 77,8% ont recouru aux intrants agricoles pour améliorer leurs rendements. Au total, les ménages qui n'utilisent pas les intrants représentent environ 15,2% de l'ensemble des ménages enquêtés contre environ 84,8% pour ceux qui en utilisent.

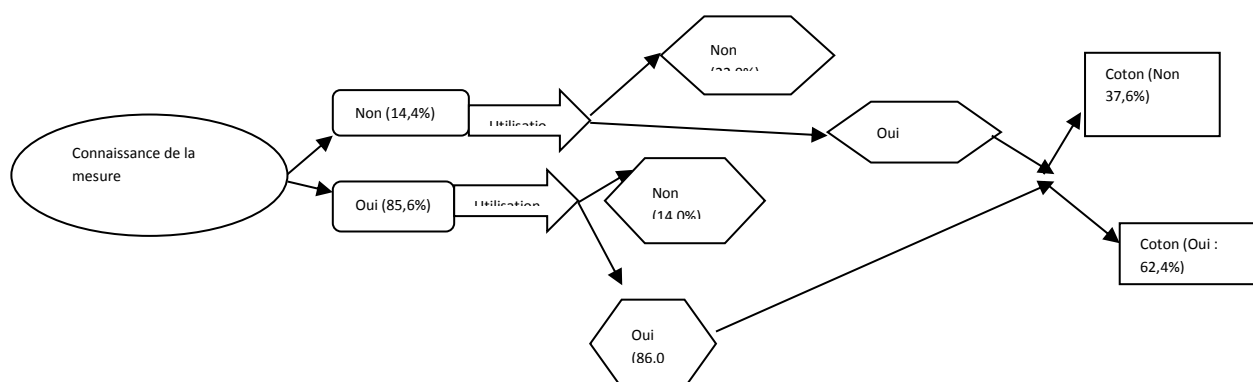
Tableau 16: Connaissance des mesures d'exonérations et utilisation des intrants agricoles

		Utilisation d'intrants		Total
		Non	Oui	
Connaissance de l'exonération	Non	3,3%	11,2%	14,4%
	Oui	12,0%	73,6%	85,6%
Total		15,2%	84,8%	100,0%

Source : Enquête CCSE, septembre 2012

Le schéma ci-dessous indique que quel que soit le statut du ménage par rapport à la connaissance des mesures d'exonération, au moins trois (03) ménages sur quatre (04) utilisent les intrants. Ce résultat est important en ce sens qu'il montre que les ménages agricoles dans leur grande majorité adoptent déjà la pratique des intrants dans le processus de production. En Outre, on constate que sur l'ensemble des ménages utilisant les intrants agricoles, 62,4% cultivent le coton. Cette prépondérance des ménages producteurs des coton expliquerait en grande le résultat obtenu quant à l'utilisation des intrants.

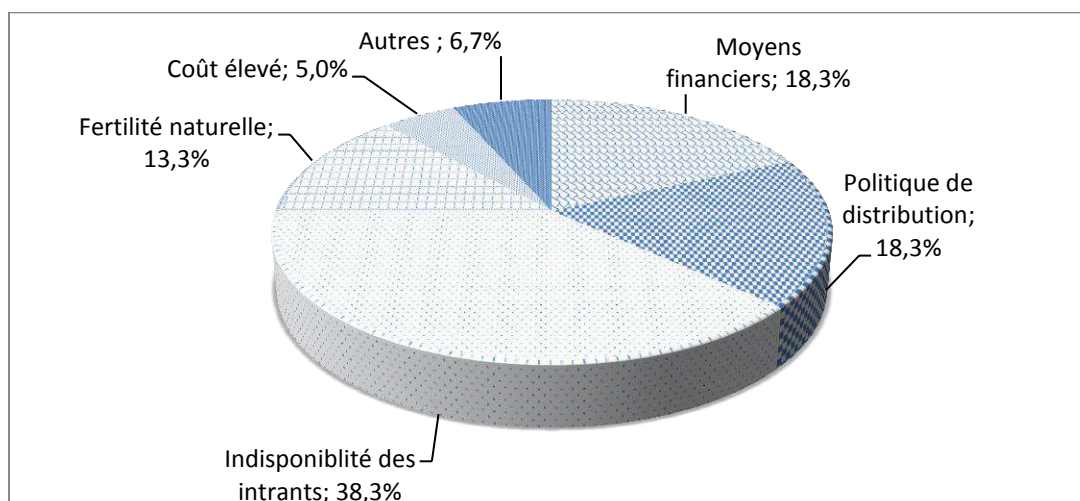
Graphique 33 : schéma illustratif de la proportion des ménages utilisant des intrants



Par ailleurs, au moins neuf (09) ménages agricoles sur dix (10) utilisant des intrants déclarent le faire chaque année. Autrement dit, d'une campagne à une autre, pour ces ménages, l'utilisation des intrants est incontournable.

Par contre, seulement 9,9% des ménages utilisant les intrants agricoles n'en font pas une habitude d'une campagne à une autre. Les facteurs évoqués à cet effet par les ménages concernent notamment l'indisponibilité des intrants (38,3%), les moyens financiers et la politique de distribution avec 18,3% des opinions exprimées pour chacun respectivement et fertilité naturelle des sols 13,3%. Cette dernière raison interpelle dans la mesure où cela pourrait mettre en exergue l'ignorance de certains producteurs en ce qui concerne l'importance des intrants agricoles en termes d'amélioration des rendements.

Graphique 34: Facteurs expliquant la non utilisation annuelle des intrants



Source : Enquête CCSE, septembre 2012

6.4. UTILISATION DES INTRANTS AGRICOLES ET SUPERFICIES EMBLAVEES

Avant la prise des mesures d'exonération en 2004, les ménages utilisateurs d'intrants ont déclaré emblaver en moyenne 7,45 ha contre 6,17 ha pour les ménages non utilisateurs.

Après 2004, les emblavures ont évolué pour les deux catégories de ménages. Ainsi, pour les ménages non utilisateurs, les emblavures s'établissent en moyenne à 7,92 ha et pour les ménages utilisateurs, la moyenne des superficies emblavées est passée à 12,68 ha.

La différence des moyennes pour les périodes considérées est 1,76 ha pour les ménages non utilisateurs et 5,23 ha pour les ménages utilisateurs. La différence entre ces deux différences de moyennes donne 3,47 ha que l'on pourrait attribuer dans une certaine mesure aux différentes mesures d'accompagnement mises en place par l'Etat notamment les exonérations des intrants et le Programme d'Urgence d'Appui à la Sécurité Alimentaire (PUASA).

Tableau 17: Comparaison des emblavures avant et après 2004

Superficies moyennes emblavées en hectare			
	Avant 2004	Après 2004	Différence
Ménage utilisateur d'intrant agricole	7,45	12,68	5,23
Ménage non utilisateur d'intrant agricole	6,17	7,92	1,75
Différence	1,28	4,74	3,48

Source : Enquête CCSE, septembre 2012

En effet, les mesures d'exonérations ayant pour effet immédiat l'accessibilité des intrants à un coût plus réduit que les prix réels, auraient incité les ménages agricoles à se procurer davantage d'intrants en quantité suffisante pour les superficies emblavées. Donc cette mesure et surement d'autres, ont un effet incitatif pour les ménages qui ont augmenté les superficies emblavées. En effet, comme établi plus haut sur 85,6% des ménages ayant connaissance de la mesure d'exonération, 86,0% utilisent des intrants agricoles.

Par ailleurs, en ce qui concerne le type d'agriculture pratiqué par les ménages utilisant les intrants, 28,5% pratiquent l'agriculture de subsistance alors que 67,0% font l'agriculture de rente. Par contre, pour les ménages n'utilisant pas les intrants, ils sont 52,3% à avoir un but lucratif contre 47,7% visant l'agriculture de subsistance.

Tableau 18: Nature d'agriculture pratiquée

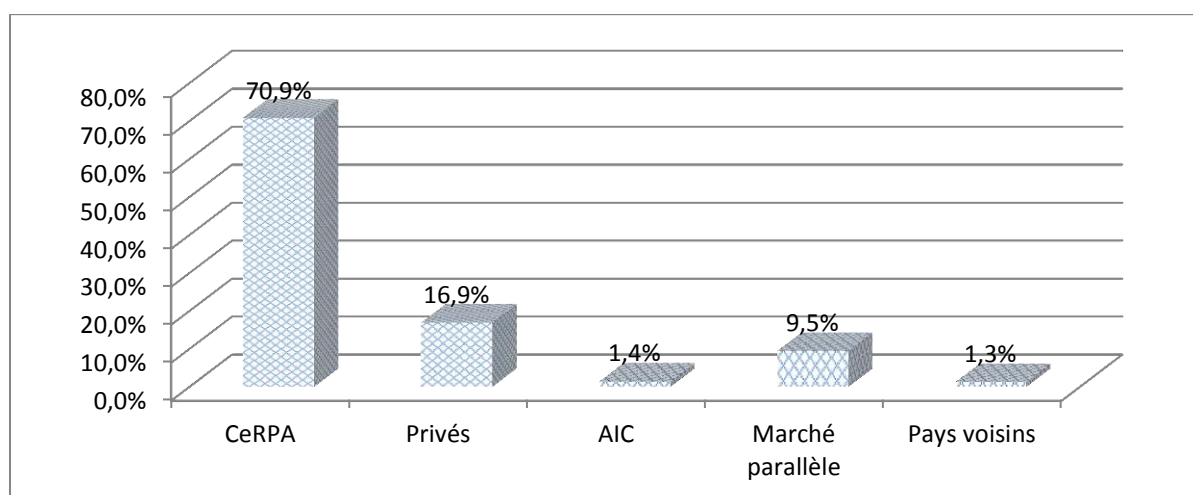
Nature	Fréquence (%)	
	Non utilisateur	Utilisateur
Subsistance	47,7%	28,5%
Opérateur agricole	20,0%	45,5%
Petit exploitant	32,3%	20,5%
Subsistance et opérateur	0,0%	1,3%
Subsistance et petits exploitants	0,0%	4,3%
Total	100,0%	100,0%

Source : Enquête CCSE, septembre 2012

6.5. SOURCE D'APPROVISIONNEMENT ET QUALITE DES INTRANTS

La principale source d'approvisionnement en intrants déclarée par les ménages est le Centre Régional pour la Promotion Agricole (CeRPA). En effet, environ 71,0% des ménages utilisateurs s'y approvisionnent, 16,9% le font auprès des opérateurs privés, 9,5% font recours aux marchés parallèles et les autres sources (notamment l'AIC et les pays voisins) représentent environ 2,7%. Ce résultat notamment en ce qui concerne les opérateurs privés s'expliquerait par le fait que les enquêtes n'ont pas concerné que le coton, il y a aussi d'autres cultures notamment des cultures vivrières qui sont concernées. Ces cultures vivrières dans le cadre du PUASA ont bénéficié de l'appui de l'Etat pour les intrants qui sont mis en place au niveau des CeRPA.

Graphique 35 : Sources d'approvisionnement



Source : Enquête CCSE, septembre 2012

Quant à la qualité des intrants, quel que soit la culture, les ménages qui utilisent les intrants sont dans leur grande majorité satisfaits de la qualité des intrants. La fréquence de satisfaction est d'au moins 78,9% pour le coton et 87,0% pour les cultures autre que le coton.

Tableau 19: Satisfaction par rapport à la qualité des intrants

	Qualité des intrants (fréquence en %)	
	Coton	Non coton
Pas du tout satisfait	10,7	6,1
Peu satisfait	9,0	5,6
Satisfait	47,8	45,8
Très satisfait	31,1	41,2
Autre	1,3	0,5
Total	100,0	100,0

Source : Enquête CCSE, septembre 2012

6.6. APPRECIATION DES PRIX DES INTRANTS PAR LES UTILISATEURS

Avant la mise en œuvre des mesures en 2004, 55,0% des ménages estiment que les prix étaient au moins abordables contre 45,0% qui les trouvaient relativement chers. Après la mise en œuvre des mesures d'exonérations en 2004, les opinions ont évolué et moins de ménages (48,1%) trouvent désormais que les prix sont relativement abordables alors que 51,9% pensent que les prix sont devenus relativement chers. Ce constat pourrait s'expliquer par le fait qu'au niveau du marché international, les prix des intrants ont connu des envolés en raison des crises qui secouent l'économie mondiale ces dernières années. Mieux, il est plausible que les ménages ne soient pas sensibilisés sur les prix réels des intrants et les efforts fournis par le Gouvernement pour la cession des intrants aux prix actuels qui certainement seraient largement inférieurs au prix normal de vente des intrants aux ménages agricoles.

Tableau 20: Appréciation des prix de cession des intrants

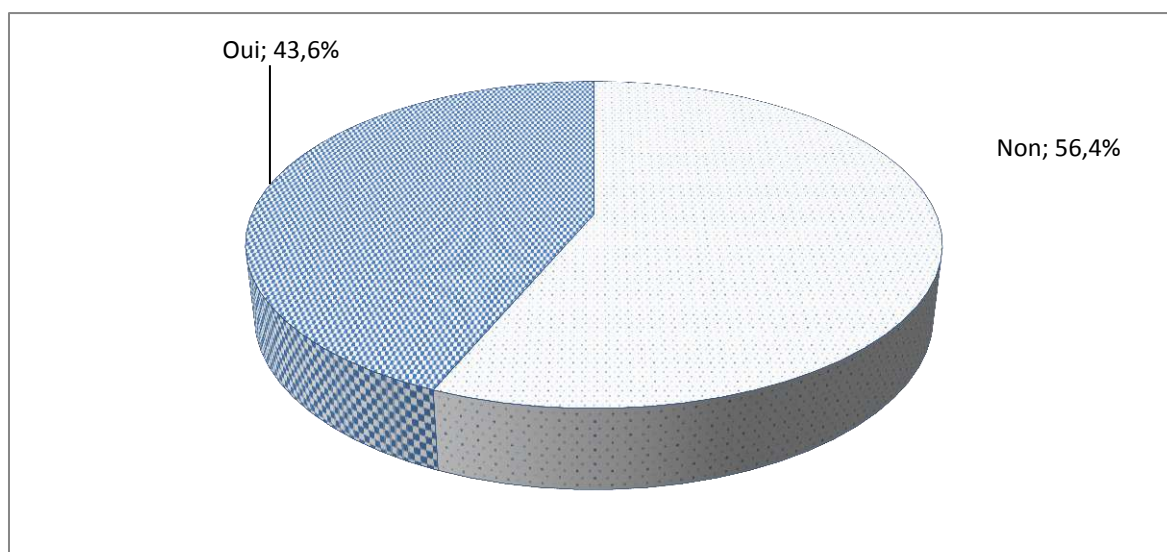
Niveau des prix	Fréquence (%)	
	Avant 2004	Après 2004
Très abordable	20,3	4,1
Abordable	34,7	44,0
Un peu cher	26,6	31,9
Trop cher	18,4	20,0

Source : Enquête CCSE, septembre 2012

A la question de savoir si les ménages sont prêts à acquérir les intrants à un prix supérieur à son niveau actuel, tout au moins 43,6% des ménages ont répondu oui. Ce chiffre indique dans une certaine mesure que ces ménages prennent eux aussi la mesure de cette situation et se prépareraient psychologiquement à affronter les prix réels des intrants. Il s'avère alors importants que des sensibilisations soient faites envers ces ménages pour leur fait comprendre davantage leur responsabilité en matière d'exigence de qualité.

Par ailleurs 56,4% des ménages utilisateurs d'intrants ne seraient pas disposés à payer les prix réels des intrants et souhaiteraient que l'Etat continue de les subventionner.

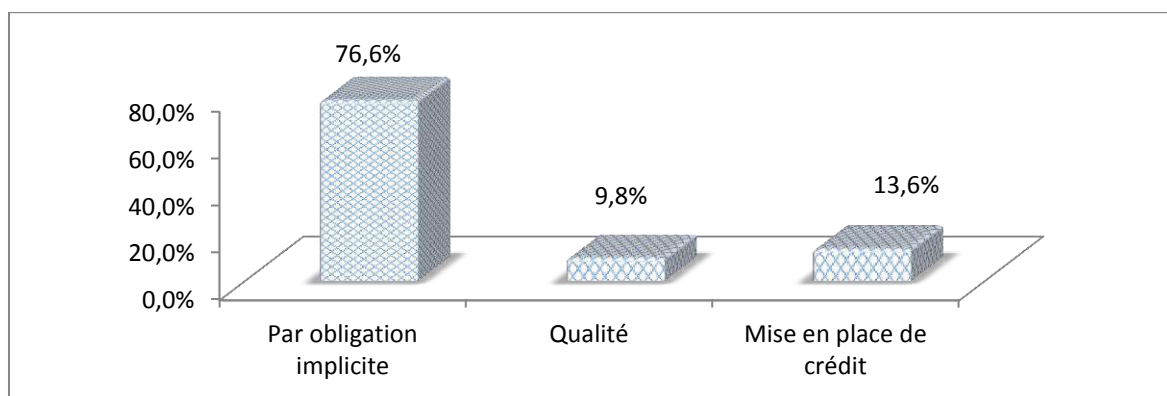
Graphique 36 : Opinion sur la vérité des prix de cession des intrants



Source : Enquête CCSE, septembre 2012

La principale raison qui justifierait la position des 43,6% précédemment constatée, serait liée au fait que les ménages agricoles utilisateurs d'intrants ne pourraient plus s'en départir au risque de voir leurs rendements baisser.

Graphique 37 : Facteurs expliquant l'acceptation plausible de la vérité des prix

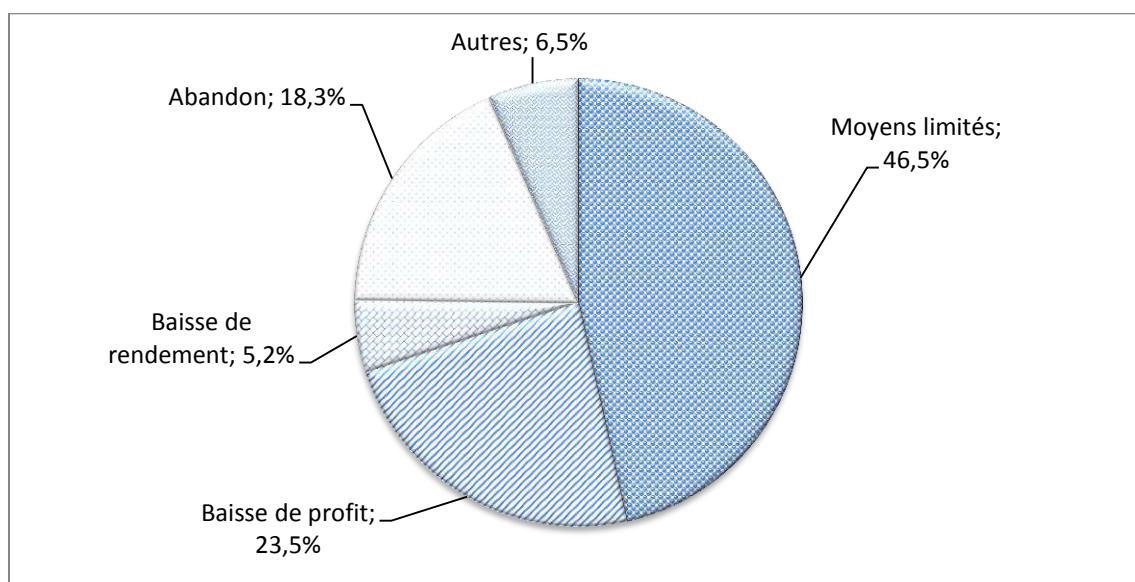


Source : Enquête CCSE, septembre 2012

Autrement, la pratique liée à l'utilisation des intrants s'impose à ces ménages et ils pensent que quel que soit le niveau des prix ils ne pourraient pas s'empêcher d'en acquérir. Ce résultat est une piste que le Gouvernement pourrait exploiter pour convaincre les paysans à prendre en charge une bonne partie des prix de cession, par des sensibilisations et d'autres mesures d'accompagnement (accès au crédit, 13,6 % des ménages l'ont évoqué).

En ce qui concerne les ménages qui ne seraient pas prêts à payer le niveau réel des prix de cession, ils évoquent comme raisons les moyens limités (46,5%), la baisse des profits (23,5%) ou d'autres (18,3%) pensent abandonner simplement l'agriculture.

Graphique 38: Facteurs expliquant la non acceptation plausible de la vérité des prix



Source : Enquête CCSE, septembre 2012

6.7. UTILISATION DES INTRANTS ET POLITIQUE DE DISTRIBUTION

En ce qui concerne la politique de distribution, plus de la moitié (56,6%) des ménages utilisateurs déclarent que le système actuel convient bien à leurs besoins en intrants. Toutefois, 43,4% de ces ménages pensent qu'il faille réorganiser ce système afin de mieux l'adapter à leurs besoins.

Tableau 21: Système de distribution et besoin en intrants agricoles

Modalités	Fréquence (%)
Non	43,4%
Oui	56,6%

Source : Enquête CCSE, septembre 2012

Pour améliorer la politique de distribution les ménages ont fait des suggestions dont les plus importantes concernent l'amélioration du délai de mis en place et de la disponibilité des intrants (27,7%), mécanisme de suivi (23,7%), l'implication des élus locaux et des acteurs (16,4%), création de stock de sécurité et vente à proximité (14,7%), facilitation de l'accès aux crédits (11,9%) et communication sur les prix officiels (5,6%).

Tableau 22: Suggestion pour améliorer le système de distribution

Suggestions	Fréquence (%)
Mise en place de crédit	11,9
Impliquer les élus locaux et les acteurs	16,4
Communication sur les prix officiels	5,6
Réduction de délai de mise en place	27,7
Création de stock et vente de proximité	14,7
Mécanisme de suivi	23,7

Source : Enquête CCSE, septembre 2012

6.8. APPUIS TECHNIQUES AUX PRODUCTEURS

Les résultats de l'enquête révèlent que plus de 73,0% des ménages utilisateurs d'intrants agricoles bénéficient des appuis techniques des structures du MAEP et 30,9% reçoivent aussi des appuis auprès d'autres structures.

Tableau 23: Appuis techniques aux producteurs

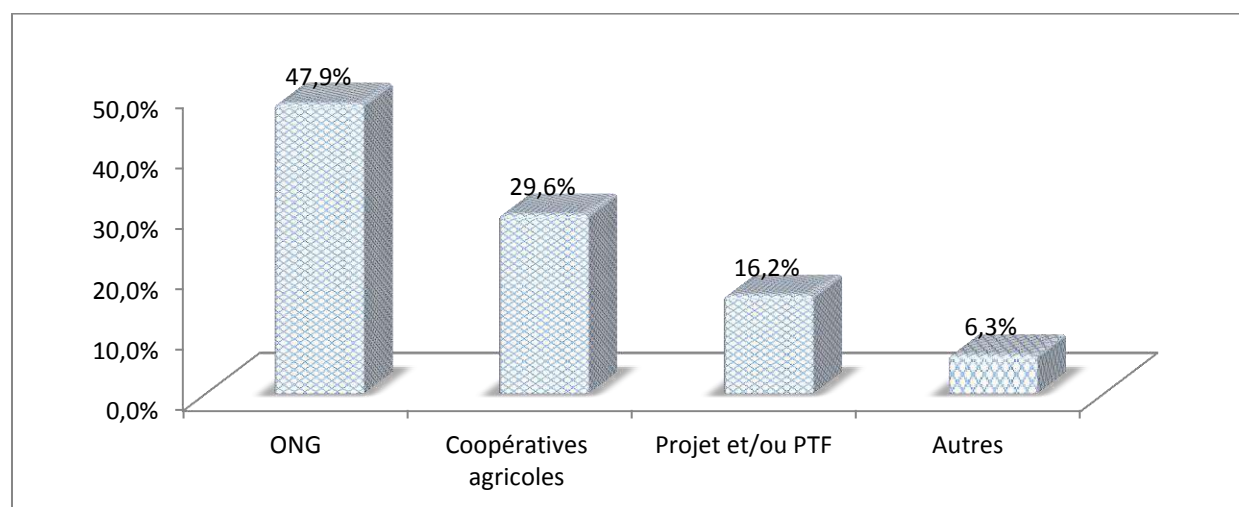
Structures	Modalités (%)	
	Non	Oui
MAEP	26,9	73,1
Autres que MAEP	69,1	30,9

Source : Enquête CCSE, septembre 2012

Ces statistiques indiquent que le Gouvernement fait des efforts afin que les producteurs soient accompagnés dans l'utilisation des intrants, en vue de respecter l'itinéraire technique établi par les recherches.

En ce qui concerne les autres structures qui accompagnent les ménages agricoles, on note essentiellement les ONG (47,9%), les coopératives agricoles (29,6%) et les Projets et/ou PTF (16,2%).

Graphique 39 : Structures autres que le MAEP appuyant les ménages agricoles



Source : Enquête CCSE, septembre 2012

La part importante ONG pourrait être liée au fait qu'il y a aujourd'hui plusieurs ONG qui interviennent dans le domaine de la protection de l'environnement et donc ces ONG accompagneraient les producteurs en vue de les aider à prendre des précautions dans la perspective de protection de l'environnement.

Conclusion partielle

L'introduction des intrants dans la pratique culturale des producteurs est d'un apport important pour ces derniers dans la mesure où ceux qui utilisent les intrants estiment ne plus pouvoir s'en départir et seraient prêts à faire face à la vérité des prix.

Les résultats issus de cette enquête indiquent que la mise en place des intrants spécifiques à prix abordable, aurait suscité d'engouements auprès des paysans au point où la moyenne des superficies emblavées a connu une augmentation après la mise en œuvre des mesures d'exonérations par rapport à son niveau d'avant la prise de ladite mesure.

Il ressort également que le Gouvernement à travers le MAEP apporte des appuis techniques aux producteurs en vue de faciliter le suivi des itinéraires techniques établis les recherches.

Au regard de ce qui précède, il est important que :

- la mesure d'exonération des intrants agricoles se poursuivent avec toutefois des actions de sensibilisation des paysans en vue de les préparer à prendre en charge progressivement les prix réels des intrants ;
- des dispositions soient prises pour faciliter l'accès aux crédits de campagne en faveur des producteurs ;
- les élus locaux et les producteurs soient impliqués dans le processus de distributions des intrants ;
- les magasins de stock de sécurité en intrants agricoles soient installés dans les zones de productions ;
- les mesures soient envisagées pour encourager les producteurs à réaliser de grandes exploitations.

CONCLUSION

Après quelques années de mise en œuvre des mesures d'exonérations, les différents résultats obtenus ne sont pas tout à fait satisfaisant pour l'ensemble des mesures. En effet, la réussite de certaines mesures nécessite que certains objectifs soient précisés et que des mesures d'accompagnement soient mises en œuvre par le Gouvernement.

S'agissant des matériels informatiques, s'il est bien vrai que la mesure d'exonération a contribué quelque peu à l'accroissement de l'importation desdits matériels et à une baisse des prix d'acquisition, il n'en demeure pas moins que l'objectif de promouvoir l'utilisation généralisée des Techniques de l'Information et de la Communication et l'informatisation des administrations public et privé n'est pas encore atteint. Cet objectif semble être trop optimiste et doit être précisé. Eu égard à cela, la suppression de la mesure n'est pas souhaitée car elle contribuerait à augmenter le prix d'acquisition du matériel informatique, à pénaliser les populations à faible pouvoir d'achat et même certaines populations des zones rurales qui commencent par bénéficier des avantages de l'électrification rurale.

En ce qui concerne, la mesure relative aux autobus, minibus et autocars de toutes catégories à l'état neufs mis à la consommation, même si elle constitue selon les compagnies de transport une très bonne chose, elle semble ne pas avoir contribué à l'accroissement des importations encore moins à la mise en circulation desdits véhicules à l'état neuf. Les principales raisons liées à cet état de chose sont le coût élevé des véhicules et l'état des infrastructures routières dans le pays. Sur cette base la suppression de cette mesure est souhaitable.

La mesure relative aux équipements et matériaux neufs importés ainsi qu'aux matériaux locaux destinés à la construction et ou à la rénovation des stations-service, des stations trottoir, des cuves à pétrole et à gasoil, aux camions citernes importés neufs et destinés à la distribution des produits pétroliers, a permis l'installation de nouveaux points de vente et la rénovation des stations-services aux premières heures de la mise en œuvre de la mesure. Cependant les mesures d'accompagnement de la mesure d'exonération n'ont pas suivi, notamment l'éradication de la vente illicite de l'essence frelatée. Cette situation a poussé beaucoup d'opérateurs à fermer leur station-service. La reconduction de cette mesure est souhaitée. Toutefois, elle doit être soutenue par la lutte renforcée contre l'essence frelatée.

Pour ce qui est de l'exonération des produits destinés à l'alimentation du bétail et de la volaille. Les résultats obtenus à cet instant montrent en réalité que la production de la viande est en nette augmentation dans notre pays, les importations en valeur ont connu une augmentation en liaison avec la mesure d'exonération, et l'importation de viande destinée à la consommation interne est en baisse. En ce qui concerne l'objectif visant à produire à moindre coût et à rendre plus compétitif la production locale, il faut signaler qu'ils ne sont pas encore atteints compte tenu des effets combinés de la flambée des prix des produits alimentaires et de la cherté du coût de la vie. Eu égard à cela, il est souhaitable que la mesure soit poursuivie et que des mesures d'accompagnement soient prises pour améliorer la compétitivité de la production locale de viande.

Quant à la mesure d'exonération des machines agricoles, elle aurait permis indirectement à certains producteurs d'avoir accès aux machines agricoles. Intuitivement, cet accès aux machines agricoles a amélioré les superficies emblavées chez les utilisateurs de façon considérables par rapport aux ménages qui n'en utilisent pas.

De même, l'exonération des intrants agricoles, aurait suscité d'engouements auprès des paysans au point où la moyenne des superficies emblavées a connu une augmentation après la mise en œuvre des mesures d'exonérations par rapport à son niveau d'avant la prise de ladite mesure. Sur cette base la reconduction de ces deux mesures est souhaitable.